



UNIVERSITÉ DE TOAMASINA

FACULTÉ DE DROIT, DES SCIENCES ÉCONOMIQUES
ET DE GESTION

DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE

MÉMOIRE DE MAÎTRISE ÈS
SCIENCES ÉCONOMIQUES

L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DANS LE DISTRICT D'ANDAPA

Présenté et soutenu par :

Gildes Andriamborihavana LAHADY

Promotion : 2010/2011

Sous la direction de:

ENCADREUR ENSEIGNANT

Monsieur LEMIARY

Enseignant-chercheur à l'Université
de TOAMASINA

ENCADREUR PROFESSIONNEL

Monsieur Jean Jacques JAOSOA

Chef de Zone de l'Agriculture
d'ANDAPA

20 JUIN 2013



UNIVERSITÉ DE TOAMASINA

FACULTÉ DE DROIT, DES SCIENCES ÉCONOMIQUES
ET DE GESTION

DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE

MÉMOIRE DE MAÎTRISE ÈS
SCIENCES ÉCONOMIQUES

L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DANS LE DISTRICT D'ANDAPA

Présenté et soutenu par :

Gildes Andriamborihavana LAHADY

Promotion : 2010/2011

Sous la direction de:

ENCADREUR ENSEIGNANT

Monsieur LEMIARY

Enseignant-chercheur à l'Université
de TOAMASINA

ENCADREUR PROFESSIONNEL

Monsieur Jean Jacques JAOSOA

Chef de Zone de l'Agriculture
d'ANDAPA

20 JUIN 2013

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

GLOSSAIRE

INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE : PRÉSENTATION MONOGRAPHIQUE DU DISTRICT D'ANDAPA ET SITUATION DE L'AGRICULTURE	3
CHAPITRE I : LA PRÉSENTATION MONOGRAPHIQUE DU DISTRICT D'ANDAPA.....	5
SECTION I : LA SITUATION GÉOGRAPHIQUE	5
SECTION II : LA STRUCTURE DÉMOGRAPHIQUE	9
SECTION III : LES DIFFÉRENTES ACTIVITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES.....	12
CHAPITRE II : L'APPROCHE THÉORIQUE DE L'AGRICULTURE	23
SECTION I : LE FONDEMENT THÉORIQUE DE L'AGRICULTURE DANS L'ÉCONOMIE.....	23
SECTION II : LA VALEUR ET LES CARACTÉRISTIQUES DE LA PRODUCTION AGRICOLE	26
SECTION III : LA PLACE DE L'AGRICULTURE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE LOCALE	29
CHAPITRE III : L'AGRICULTURE DANS LE DISTRICT D'ANDAPA.....	32
SECTION I : LES GÉNÉRALITÉS SUR L'AGRICULTURE AFRICAINE.....	32
SECTION II : LES DIFFÉRENTS TYPES DES CULTURES EXISTANT DANS LE DISTRICT D'ANDAPA.....	38
SECTION III : LES CARACTÉRISTIQUES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE DANS LE DISTRICT D'ANDAPA	44
DEUXIÈME PARTIE : LE SECTEUR AGRICOLE ET LES CONTRAINTES DE L'AGRICULTURE FACE AU DÉVELOPPEMENT DU DISTRICT D'ANDAPA.....	49
CHAPITRE I : LES PRINCIPALES CONTRAINTES RENCONTRÉES PAR L'AGRICULTURE DANS LE DISTRICT D'ANDAPA.....	51
SECTION I : LES CONTRAINTES PHYSIQUES	51
SECTION II : LES CONTRAINTES TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES	56
SECTION III : LES AUTRES CONTRAINTES	61
CHAPITRE II : L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	66
SECTION I : L'AGRICULTURE COMME FACTEUR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.....	66
SECTION II : LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	69
SECTION III : LE DÉVELOPPEMENT ET LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE.....	74
CHAPITRE III : LES RECOMMANDATIONS	81
SECTION I : L'AMÉLIORATION DE LA POLITIQUE AGRICOLE	81
SECTION II : LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL.....	85
SECTION III : LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE	88
CONCLUSION	91
BIBLIOGRAPHIE	93
ANNEXES	95
LISTE DES ILLUSTRATIONS	98
TABLE DES MATIÈRES	99

REMERCIEMENTS

La réalisation de cet ouvrage a bénéficié la participation active de plusieurs personnes à qui nous témoignons notre sincère gratitude.

Notre gratitude va, plus particulièrement, à l'endroit de Monsieur LEMIARY, enseignant chercheur à la faculté de Droit, des sciences Economiques et de Gestion, notre encadreur enseignant qui, malgré ses multiples responsabilités, a manifesté le plaisir de nous encadrer et de nous guider tout au long de notre recherche.

Nous tenons également à prendre en considération notre encadreur professionnel, Monsieur Jean Jacques JAOSOA Chef de Zone de l'Agriculture d'ANDAPA, pour les conseils qu'il nous a donnés et nous ont été d'une grande utilité.

Nos remerciements cordiaux vont à l'endroit des enseignants du Département d'Economie de la Faculté de Droit, des sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Toamasina, qui nous ont permis d'accéder à notre niveau de connaissances théoriques.

De même, nous tenons à exprimer notre estime aux responsables de la documentation de l'agriculture dans la zone d'Andapa, de la Mairie et du District pour leur accueil courtois et chaleureux.

Notre affection va aussi à nos parents, à frères et sœurs, il en de même pour leur soutien moral et financier tout au long de notre cursus universitaire.

Enfin, à nos amis et tous ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de cet ouvrage qu'ils trouvent dans cette page, l'expression de notre profonde reconnaissance.

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AUE	: Associations d'Usagers d'Eaux
BOA	: Bank of Africa
BVPI	: Bassins Versants de Périmètres Irrigués
CEE	: Communauté Economique Européenne
CMA/AOC	: Conférence des Ministères de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
CSA	: Centre de Service Agricole
DCPE	: Document Cadre de la Politique Economique
DSRP	: Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
FAO	: Food and Agriculture Organization (Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation)
FEOGA	: Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole
FERHA	: Fonds d'Entretien des Réseaux Hydro-Agricole
INSTAT	: Institut National de la Statistique à Madagascar
MAEP	: Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche
MAP	: Madagascar Action Plan
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
OMD	: Objectif du Millénaire pour le Développement
PADR	: Plan d'Action pour le Développement rural
PAS	: Programme d'Ajustement Structurel
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNDR	: Programme National de Développement Rural
SINPA	: Société d'Intérêt National des Produits Agricole
SAVA	: Sambava Antalaha Vohémar Andapa
SMIG	: Salaire Minimum de Garantie
SIM	: Système d'information sur le Marché
VINA	: Vision Naturellement

GLOSSAIRE

Agglomération : groupe d'habitation constituant un village ou une ville, considéré indépendamment des limites administratives.

Asara : c'est un mode de culture en saison de pluie.

Battage : séparation de la paille de la gousse.

Capital humain : C'est l'aptitude de l'individu à travailler, en supposant qu'il est en bonne santé et qu'il a une aptitude scolaire fondamentale. L'investissement en capital humain désigne les dépenses en éducation et en santé destinées à accroître la productivité du travail.

Champêtres : ce sont des activités qui ont lieux à la campagne c'est-à-dire relatif à la campagne.

Compétence : C'est la mobilisation d'un ensemble intégré de ressources (des savoirs, des savoir-faire et des savoir être) pour résoudre une situation-problème.

Décorticage : séparation de la graine de la coque.

Ecole : C'est un établissement permettant d'accueillir des individus, afin de leur dispenser un enseignement. Il existe différents types d'écoles qui se distinguent par leur mode d'administration (secteur public ou privé) et par l'enseignement qui y est dispensé, etc.

Éducation : c'est une activité sociale de transmission de savoir et de compétence. Elle a pour finalité, l'intégration d'un individu dans la société où il vit et facilite la prise de décision, ainsi qu'augmente l'efficacité du travail humain.

Éducation fondamentale : il s'agit de l'éducation de base, pendant laquelle les élèves apprennent à lire, écrire et font déjà le pas pour leur avenir.

Hameaux : groupes de maisons situées hors de l'agglomération principale d'un district.

Inadéquation : il s'agit de mauvais équilibre de l'offre et de la demande.

Jeby : c'est un mode de culture en contre saison.

Riz blanchi : Grain poli ou usiné pour le débarrasser de ses téguments et du germe ; ne reste que l'album et 35% de pertes, par rapport au paddy.

Riz cargo : grain de paddy décortiqué, débarrassé de la balle, appelé « riz complet ».

Riz paddy : riz brut de récolte, encore revêtu de la balle (glumelle) coriace, riche en silice et en cellulose, non comestible (environ 20% du poids brut).

Sarclage : c'est un mode d'entretien qui consiste à enlever les mauvaises herbes et enterrer les pieds des plantes.

INTRODUCTION

Le renforcement de l'agriculture et du développement rural est primordial pour assurer la croissance économique du pays. En science économique, le développement rural correspond à une amélioration de la part du secteur agricole dans le PIB, en augmentant la production. De ce fait, le développement rural devrait se traduire par l'évolution positive à long terme des principaux agrégats économiques, comme le niveau de revenu des pays, par l'amélioration du prix des produits agricoles et du niveau d'exportation. On parlera alors de la croissance économique.

La pauvreté est en quelque sorte un état d'asservissement et de frustration dans lequel se trouve une personne partiellement ou totalement dépourvue de moyens d'existence durables et qui se voit exclue de la jouissance des fruits de la croissance. Il en résulte chez cette personne une certaine aliénation qui la rend étrangère au processus de développement. Cette définition est l'illustration de la situation actuelle qui sévit dans le monde rural. La population qui vit dans le milieu rural souffre beaucoup de cette situation de manque.

Les obstacles à la croissance économique du monde rural sont composés essentiellement de plusieurs problèmes implicites (revenu, investissement, enclavement des zones rurales...). Des lacunes sont aussi constatées au niveau de la capacité et de la qualité des ressources humaines disponibles. Cette qualité se reflète à travers les secteurs de l'éducation, la santé, et la sécurité. Mais en fait, comme une grande majorité de la population malgache est constituée par des agriculteurs (7 personnes sur 10 ont leurs activités principales dans l'agriculture), ces obstacles sont expliqués par la faiblesse du secteur agricole. Aussi faut-il se demander comment l'agriculture pourrait contribuer au développement du District d'Andapa. Nous espérons apporter, par le biais de ce manuel, des données fiables, nécessaires, pour répondre à cette question. Il est certain que faire développer le District d'Andapa n'est pas une utopie et l'exploitation agricole est l'une des meilleures voies.

Le développement économique est une amélioration soutenue, régulière du bien-être. Les moyens de développement sont différenciés, selon les pays. Ils dépendent des structures préexistantes. Cela nous amène à choisir comme thème de mémoire : « ***l'agriculture et le développement économique dans le District d'Andapa*** ». Pour notre cas, nous allons utiliser l'agriculture Malgache comme moyen de développement. Nous allons faire une étude du développement local du District d'Andapa. Le développement local ou développement à la base est un processus utilisant les initiatives locales au niveau des petites collectivités, comme moteur du développement économique.

Notre étude est ainsi divisée en deux parties composées de plusieurs chapitres et sections. La première partie sera consacrée à la présentation monographique du District d'Andapa et de l'agriculture. La deuxième sera réservée aux études de la contribution de l'agriculture au développement du District d' Andapa.

PREMIÈRE PARTIE :
PRÉSENTATION MONOGRAPHIQUE DU
DISTRICT D'ANDAPA ET SITUATION DE
L'AGRICULTURE

Pour mieux connaître les potentialités économiques du District d'Andapa, dans cette partie, nous allons voir, en premier lieu, les informations sur l'agriculture concernant le District d'Andapa, sa situation géographique, ensuite l'approche théorique de l'agriculture, et en fin l'agriculture dans le développement économique de la zone.

CHAPITRE I : PRÉSENTATION MONOGRAPHIQUE DU DISTRICT D'ANDAPA

Dans ce chapitre, nous allons voir la situation géographique, la structure démographique d'Andapa et les différentes activités socio-économiques qui y existent.

SECTION I : LA SITUATION GÉOGRAPHIQUE

Géographiquement, le district d'ANDAPA se trouve au Nord-ouest d'ANTALAHA à l'ouest de SAMBAVA. La chaîne de montagne d'Anjanaharibe le sépare de MAROANTSETRA au Sud, et les districts de BEALANANA et de BEFANDRIANA Nord.

Le milieu naturel comprenant le relief, le climat, l'hydrographie et la végétation est aussi important dans l'étude des aspects physiques. Ainsi, les principales caractéristiques de ses éléments seront dégagées dans les pages qui vont suivre.

§1. Localisation

Le district d'Andapa se trouve au nord-est de Madagascar, dans la province d'Antsiranana, région SAVA. Sa superficie est de 4 991 km². Le district est limité au Nord par la commune rurale Anjialavabe, à l'Ouest par la commune rurale d'Ambodiangezoka, à l'Est par Belaoko-lokoho, au Sud-est par Antsahamena, et au Sud-ouest par Ambodimanga I. Le découpage effectué durant les années 70 a donné à la ville d'Andapa les 9 départements connus actuellement (Andapa-Sud, Beanana, Ankevaheva, Antangena, Sahamazava, Andongozabe, Betsakotsako, Antohobalo et Anjiahely)¹.

ANDAPA est l'un des neuf districts de la province d'Antsiranana, « il fait partie de la région SAVA (Sambava, Antalaha, Vohemar, Andapa) » ; Il se trouve à 500km au Sud d'Antsiranana ville.

§2. Géographie de la zone

A. Le relief

Le district d'ANDAPA peut être divisé en deux zones. Il s'agit de la cuvette d'ANDAPA, d'une part, c'est à dire une vaste plaine d'environ 50000ha à 500m d'altitude, renfermant 12 communes rurales, et d'autre part la zone des montagnes qui peuvent atteindre une altitude de 1300 m. La plaine d'Andapa est composée de : Akaibe, Ankaikely, Sarahandrano, Antanimbaribe, Kobahina, Ambodiangezoka, Analanambe, Ambodipont, Marokobay.

La cuvette d'ANDAPA est encerclée par deux chaînes montagneuses. Ces dernières se situent au Sud et à l'Ouest de la montagne d'ANJANAHARIBE Sud, dont le sommet atteint

¹ Monographie du District d'Andapa, page 3 Année 2010

2000m d'altitude ; au Nord et à l'Est, le massif granite de MAROJEJY, dont la crête frôle 2133 m d'altitude.

La cuvette d'Andapa, entourée des massifs forestiers, est constituée de pic monts, des dos d'âne dépassant largement les 500 mètres, qui se prolongent dans le district de Befandriana et précisément dans la région de Sofia, et se terminent au Sud de Maroantsetra.

B. L'Hydrographie

Andapa, avec ses fortes précipitations et son relief extrêmement accentué et découpé, dispose d'un réseau hydrographique très ramifié et profondément encaissé. Ce dernier correspond à la caractéristique des torrents des montagnes, avec des gradients très raides et une prédominance de gros blocs rocheux dans les lits des rivières.

Ce réseau hydrographique est constitué de plusieurs cours d'eau, prenant source à l'intérieur de parcs, dont les huit plus importants sont : Andranomadio, Andranomifototra, Manantenina, Sambava, Soahitra, Andrahanja, Andalangy et Antsaberaoka.

Les principaux cours d'eau sont :

- La rivière Ankaibe, prenant sa source dans la chaîne d'ANJANAHARIBE Sud, arrose trois communes : Ambodimanga I, Ankiakabe Nord, et la commune urbaine d'ANDAPA ;
- La rivière Andramonta, dont la source est dans la partie occidentale de la chaîne d'Anjanaharibe, traverse les plaines rizicoles des communes d'Ambodiangezoka, d'Andranomena et de Belaoko Marovato ;
- La rivière Kobahina, dont la source se trouve dans la chaîne de Marojejy, inonde les vastes plaines des communes d'Ambalamanasy II, de Betsakotsako-Andranotsara, d'Andranomena et de Belaoko- Marovato.
- La rivière Mananarabe dans la commune rurale d'Anoviara ; et
- La rivière Androranga dans la commune rurale de Doany.

En plus de ces principaux cours d'eau, les ruisseaux sortent des flancs des montagnes. Ainsi le district d'ANDAPA figure parmi les régions très riches en eau.

C. Le Climat

Le district d'Andapa fait partie du domaine de l'Est. De ce fait, elle est influencée par les climats de la partie Est de l'île. Son climat est de type tropical, avec des étés chauds et des hivers rigoureux. Il y est très humide, caractérisé par des pluies abondantes. Il pleut presque huit mois sur douze, avec une précipitation annuelle avoisinant les 2000 mm. Les périodes les plus sèches sont les mois de Mai, Septembre, Octobre et Novembre, car la précipitation moyenne descend à 50 mm en moyenne. Le relief élevé d'Andapa qui domine plus de 500 m

joue un rôle prépondérant dans la différenciation des températures, par rapport aux autres régions du versant oriental malgache.

La différence de température est très marquée d'une saison à l'autre. Le mois le plus chaud est le mois de février, avec une moyenne de 25,05°C, tandis que le plus froid est le mois d'août, avec 19,01°C.

Tableau n° I : Les variations des températures par station météorologique

STATION	ALTITUDE	PERIODE	TEMPERATURES			Amplitude thermique
			Annuelle (°C)	Mois le plus chaud (°C)	Mois le plus froid (°C)	
Vohémar	5 m	1961/1990	25,5	27	22,9	4,2
		2003/2006	25,4	31,5	22	9,4
Sambava (Aéroport)	5 m	1961/1990	24,7	26,9	22,9	6,9
		2003/2006	25	31,5	18,5	12,8
Andapa (Aéroport)	474 m	1961/1990	22,5	25,2	18,3	4,7
		2003/2006	23	27	21	6,2

Source : Direction des Exploitations météorologiques de la région SAVA, 2010

Le district d'ANDAPA a un climat subtropical chaud et humide, presque toute l'année. Les mois les moins chauds, mais pluvieux sont les mois de juin, juillet et août, que la population désigne par le mot ririnina ou hiver. Pendant ces mois, la température varie entre 7.8°C et 17°C. Les 9 mois qui restent sont très chauds et humides, ou la température peut atteindre de 27°C à 30°C. Ce genre de climat met le district d'ANDAPA parmi les districts les plus propices à toutes sortes de cultures. Cet aspect climatique vaut aussi d'éléments d'appréciation de l'hydrographie.

D. La pluviométrie

Les zones d'Antalaha, Sambava et une partie de Vohémar sont caractérisées par une forte pluviométrie, d'une moyenne annuelle de plus de 2 000 mm, une absence de mois véritablement sec et un faible déficit de saturation (3 à 5 mm).

La zone d'Andapa se distingue par un micro climat, entre le climat de la côte Est et des Haut-Plateaux, avec toutefois une pluviométrie moyenne annuelle élevée de 1 800 mm en 130 jours.

Tableau n° II: Pluviométrie moyenne annuelle par station météorologique

STATION	ALTITUDE	PERIODE	PLUVIOMETRIE ANNUELLE (mm)	NOMBRE DE MOIS SECS
Vohémar (Aéroport)	5m	1961/1990	1 564,9	2
		2003/2006	1 376,0	3
Sambava (Aéroport)	5m	1961/1990	2 409,0	1
		2003/2006	2 610,0	0
Andapa (Aéroport)	474m	1961/1990	1 858,3	1
		2003/2006	2 199,0	0

Source : Direction des Exploitations météorologiques de la région SAVA 2010

L'abondance des précipitations annuelles et l'absence d'une véritable saison sèche constituent les principales caractéristiques de la région.

§3. Le sol et la végétation

A. Le type du sol

Dans le district, on trouve des sols alluvionnaires, reconnus pour leur grande fertilité. Quelques points sont marqués par des reliefs quartzites au sol sableux (Anjiabe, Anjiahely, Lemboniboina). A Marojejy, en particulier, il y a deux types de sol tels que : sols ferralitiques et sols tourbeux arénacés.

Il est dominé par un massif granitique caractérisé par des reliefs forestiers très accidentés et de forme complexe, comportant une succession de crêtes parallèles ou divergentes à partir de nombreux sommets pointus et bien différenciés et de pentes raides et irrégulières.

B. La végétation

Le district d'ANDAPA est couvert de forêts ; près de 99,66% sont constitués de forêts primaires. En chiffre absolu, les forêts couvrent 187470ha. Les réserves spéciales et les forêts naturelles occupent 93735 ha, soit la moitié de la couverture totale de forêt. Elles sont localisées surtout dans les communes d'Ambalamanasy II, d'Antsahamena et de Doany.

L'entretien avec le responsable des eaux et forêts d'ANDAPA a permis de connaître que ces forêts primaires subissent une destruction, du fait de la pratique du TAVY et des Feux de brousse. Cette destruction est au rythme de 10ha par an. Face à ce problème, avec l'appui de la WWF (World Wildlife Found), l'État a effectué un contrôle sévère de ces réserves forestières.

Pourtant, les mesures entreprises n'enrayent pas le mal. Le tavy et les feux de brousse persistent surtout dans les communes dépourvues de superficies irrigables comme Anoviara, Antsahamena, Andrakata, Ampalavalo, Doany, le sud de la commune d'Ambohimanga I et de Bealampona.

SECTION II : LA STRUCTURE DÉMOGRAPHIQUE

Les données démographiques jouent un rôle important dans toutes les études sur le développement, tant au niveau social qu'économique. La connaissance des tendances de l'évolution de la population, ainsi que sa structure, permet de déceler les problèmes qui pourraient menacer la situation socio-économique d'une région ou d'une localité étudiée¹.

L'étude permet de déterminer certains indicateurs tels que la population scolarisable ou d'éclaircir la situation de l'offre et de la demande d'emploi ou d'éducation. Elle donnerait, en effet, la possibilité d'évaluer, entre autres, le taux de scolarisation, le pourcentage de la population active, la répartition de la population par sexe, et de faire des projections².

§1. Historique³

Le peuplement de la ville d'Andapa et sa périphérie s'est fait vers le début du XIX^{ème} Siècle, par la migration de la population « TSIMIHETY » venu des régions de Mananara et de Mandritsara, puis des colons venus de la Réunion, installer la culture de rentes, et des habitants des hauts plateaux (Merina et Betsileo) pour chercher le salariat et la conquête des nouvelles terres.

Vers 1800, construction du village d'Andapa par des familles originaires de Mananara (ex-Province de Toamasina) qui s'y sont installées. Ce fut les premières agglomérations bâties sur la plaine bordant les collines, car en ce moment-là, la majorité des plaines étaient encore des marécages. Leur caractère plein et dominant une vaste surface aménageable, leur a donné l'idée de bâtir leur village à Andapa (les palais en français).

Les familles IABANIKELISOFINA, MENAVATO, BANDRO, KIHIO.... tous originaires de Mananara formaient les premiers habitants du village. Ils s'adonnaient à l'agriculture et à l'élevage pour assurer leur subsistance. Vers le début des années 1800 lors de la conquête effectuée par le Roi d'Imerina (RADAMA I), commençaient à s'installer dans la région, les Merina et les Betsileo à la conquête de nouvelles terres. Andapa était connu par sa grande fertilité. En ce moment-là, ces migrations installées directement à Andapa, avaient pris un peu d'écart, d'où le nom du village d'Andapankova, actuellement dans la commune rurale d'Antanandava.

Durant ce siècle, la migration de la population « TSIMIHETY » de Mananara et de la région Ouest (Mandritsara, Befandriana, et de Bealanana) se multipliait et chacun a pris son

¹ Gabriel RANDRIAMAHEFA, Cours Démographie, 2^{ème} Année ÉCONOMIE Université de Toamasina, 2009.

² Claude DARGENT, Sciences Economiques et sociales, Paris, 2^{ème} Edition NATHAN 1993, p. 70

³ Monographie du District d'Andapa, page 5 Année 2010

coin aux alentours du village d'Andapa. Ces petits agglomérations finissaient à la fin du XIX^{ème} Siècle, d'où le premier coupage d'Andapa en deux quartiers :

- Beanana (quartier longeant la rivière de Beanana) ;
- Ankevaheva (quartier centre du village).

L'autre îlot d'agglomération dans le nord est actuellement dénommée Sahamazava. Le début du XIX^{ème} Siècle marquait l'arrivée des colons (ALIDOR, ADRIEN, FAYOL,...) pour y installer des différentes cultures. Toujours à cette époque, il y eut également l'installation des commerçants CHINOIS. L'ouverture de la route reliant Sambava et Andapa au début des années 1970, avait amplifié le phénomène de la migration dans la ville d'Andapa, mais la plus dominante restent LE TSIMIHETY, les Merina et les Betsileo qui étaient les premiers migrant dans la région.

En fin, le « TSIMIHETY » reste l'ethnie la plus dominante dans la cuvette d'Andapa, mais la présence des autres ethnies n'est pas négligeable.

§2. La population et sa répartition

Il y a dix ans, le district d'ANDAPA comptait environ 110915 habitants, repartis inégalement dans 17 communes, d'une superficie de 4991km², et actuellement, on y compte 18 communes. La densité moyenne est donc de l'ordre de 32 habitants par km², par rapport à l'ensemble de la province, qui se situe à 21 habitants par km². La concentration humaine y est très élevée, et cela s'amplifie avec l'augmentation de la population Malgache de 2,8% par an.

A. L'évolution de la population

L'effectif total de la population du district d'ANDAPA est passé de 103139 habitants en 1998, à environ 135885 habitants en 2008. En dix ans, la population accuse un taux d'accroissement annuel moyen de 2,79%, qui est donc sensiblement égal à celui de Madagascar, qui se chiffre à 2,80%. La population du district se répartit par groupes d'âge.

Cette classification permet d'avoir une certaine idée de la répartition de la population scolarisable (6 à 10ans), de la population adulte d'âge actif (15 à 59ans), et de la population du troisième âge (60 ans et plus). Elle permet également de calculer l'indice de dépendance économique. Il se dégage alors que 43962 de ces habitants sont constitués de 0 à 14 ans, soit 46.30% de la population totale, les 15 à 59 ans sont au nombre de 87463, tandis que ceux âgés de 60ans et plus ne sont que 4760 individus.

Ainsi, l'effectif de la population active (15 à 59 ans) dépasse celui de la population inactive (0 à 14 ans et plus). La charge démographique est donc assez faible, si on compare ces deux chiffres. La charge est assez faible par rapport à la norme nationale qui est de 100 individus actifs, prenant en charge 100 individus inactifs.

B. La répartition de la population

La population est répartie dans les 18 communes du district d'ANDAPA. Dans l'ensemble, quatre communes sont les plus peuplées, ce sont : Andapa, Ambalamanasy II, Ambodiangezoka, et Doany. Le tableau ci-dessous montre cette répartition, suivant les données disponibles.

Tableau n° III: Répartition de la population par commune du district d'ANDAPA

COMMUNE	Effectif de la population	Part de la population en %
ANDAPA	17681	13,01
AMBALAMANASY II	16159	11,90
AMBODIANGEZOKA	16993	12,50
AMBODIMANGA I	5233	3,90
ANDRAKATA	10000	7,36
ANDRANOMENA	4019	2,96
ANKIAKA BE NORD	6060	4,46
ANJIALAVABE	4283	3,15
ANOVIARA	6111	4,50
ANTSAHAMENA	2682	2
BEALAMPONA	10001	7,40
BELAOKO MAROVATO	3194	2,35
BETSAKOTSAKO ANDRANOTSARA	5209	3,83
DOANY	12251	9,01
MAROVATO	1866	1,38
BELAOKO LOKOHO	5626	4,14
MATSOHELY	4189	3,08
TANANDAVA	4328	3,18
ENSEMBLE	135885	100

Source : Bureau du District d'Andapa, Année 2010

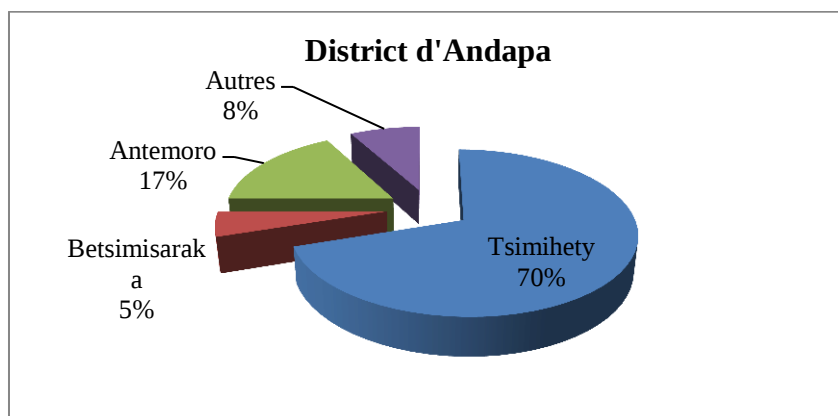
D'après ce tableau, nous remarquons que six communes sont les plus peuplées à savoir la commune urbaine d'Andapa, Ambodiangezoka, Ambalamanasy II, Andrakata, Bealampona, et Doany. Le tableau ci-dessous montre la répartition de la population par ethnies.

Tableau n° IV : Répartition de la population par ethnie

District	Tsimihety	Betsimisaraka	Antemoro	Autres
Andapa	70 %	5%	17%	8%

Source : Bureau du District d'Andapa, Année 2010

Figure n° 1 : Répartition de la population par ethnie



Source : Auteur, Février 2012

D'après ce graphique, la population du district est constitué presque de Tsimihety, avec un pourcentage de 70%, mais il y existe 17% d'Antemoro et 5% de Betsimisarak, et les autres sont de 8%.

SECTION III : LES DIFFÉRENTES ACTIVITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

La forte concentration constatée dans quelques communes est due à l'existence de terres très fertiles, plus particulièrement dans la cuvette d'Andapa et dans la vallée de la rivière d'Androranga, commune rurale de Doany.

La première commune est le domaine de la riziculture intensive, de la culture vivrière et de la culture d'exploitation (café, vanille), et la seconde, un terrain volcanique fertile et une zone d'élevage bovin et de culture d'exportation (café, vanille), constituent des contrées d'immigration d'une époque déjà lointaine.

Les autres communes telles qu'Anjialavabe, Anoviara et Antsahamena, quoique possédant des potentialités économiques non négligeables (café, vanille, pierre précieuse, produits forestiers...) sont moins peuplées. Elles le sont car les voies de communication leur font défaut. Mais les traits communs de ces communes, sont l'importance de l'agriculture comme activité économique de ses habitants, et de la façon par laquelle les entreprises font cette activité. Ces caractéristiques sont étudiées brièvement dans la présente section réservée à la situation économique du district d'Andapa. Deux branches agricoles y dominant, à savoir : La culture vivrière et la culture commerciale ou d'exportation.

§1. La culture vivrière

La riziculture domine la culture vivrière. Elle s'étend sur une superficie de 18000 ha dont 3500 ha de riz de Tavy ; Andapa était un district qui fournissait en riz la région SAVA et même la province d'Antsiranana. Mais étant donné que la population n'utilise pas les

méthodes appropriées, le rendement reste considérablement faible. En effet, presque les $\frac{3}{4}$ des riziculteurs ne respectent pas le calendrier agricole. Seuls 30% des paysans pratiquent la culture en ligne, alors que le meilleur rendement s'obtient par cette pratique.

C'est dans le district d'Andapa que le rendement est élevé. En effet, les cultivateurs de la cuvette font la riziculture irriguée et utilisent la culture attelée, parfois motorisée. La cuvette produit du riz deux fois par an, c'est-à-dire avec deux saisons de culture.

Elle fait partie des greniers de la province d'Antsiranana. La population locale y tire essentiellement ses revenus. Cependant, il est à remarquer que la suffisance en riz n'est qu'apparente, car les autres communes périphériques de la cuvette souffrent de la soudure cyclique, qui apparaît du mois de Décembre au mois d'Avril de chaque année. Cette situation paradoxale est due au manque d'infrastructures routières dans les zones enclavées. Il est à noter aussi que pendant cette période de pluie et de crues, les communes périphériques sont isolées.

§2. La culture de rente

Le district d'Andapa a été connu sous le nom Ankaibe, renommé par ces richesses en produits d'exportation tels le café et la vanille. Introduites depuis l'ère coloniale, ces cultures restent jusqu'à nos jours, la base des activités génératrices de revenus de la population. Ces cultures sont faites en parallèle avec la riziculture. Ces cultures parallèles occupent les paysans tout au long de l'année.

Tableau n° V : Production de vanille et de café en Tonne

COMMUNE	CAFE	VANILLE	TOTALE EXPORTATION
ANDAPA	700	400	1100
AMBALAMANASY II	90	1000	1090
AMBODIANGEZOKA	400	150	550
AMBODIMANGA I	700	300	1000
ANDRAKATA	1400	400	1800
ANDRANOMENA	700	200	900
ANKIAKA BE NORD	150	80	230
ANJIALAVABE	100	100	200
ANOVIARA	1000	550	1550
ANTSAHAMENA	700	300	1000
BEALAMPONA	200	60	260
BELAOKO MAROVATO	50	90	140
BETSAKOTSAKO ANDRANOTSARA	150	50	200
DOANY	250	90	340
MAROVATO	60	100	160
BELAOKO LOKOHO	330	100	430
MATSOHELY	80	20	100
TANANDAVA	180	100	280
ENSEMBLE	7240	4090	11330

Source : Bureau du District d'Andapa, Année 2012

En effet, deux grands travaux champêtres sont à exécuter simultanément. La fécondation artificielle et manuelle des fleurs de vanille se situent du mois d'Octobre à Décembre. Le labour des rizières, suivi du repiquage de riz. La période de moisson coïncide aussi avec la récolte de la vanille verte et du café. De la même manière, la commercialisation se fait au moins pendant trois mois (juillet à septembre) et ne laisse pas assez de temps aux cultivateurs pour se reposer, car la fécondation des fleurs de vanille attend au début d'octobre, et le cycle reprend. Cette culture de vanille et de café est pratiquée partout dans les 18 communes du district d'Andapa.

Malgré l'importance accordée à la culture d'exportation, les paysans n'en tirent pas beaucoup d'avantages, du fait du vol sur pied, des prix instables du produit et de l'existence de plusieurs intermédiaires entre les producteurs et les acheteurs-exportateurs.

Les agriculteurs se trouvent obligés de veiller constamment à la sécurité de leur production. Cette situation fait que les agriculteurs est dans l'impossibilité de bien s'occuper d'autres activités, et l'éducation en fait partie.

La description entreprise le long du présent premier chapitre a permis de déceler que le district d'Andapa, malgré son enclavement au fond d'une cuvette à une potentialité

économique considérable : l'abondance d'une richesse naturelle, la fertilité de son sol, il lui manque pourtant des infrastructures de base nécessaires à son développement.

Avec les innovations technologiques actuelles, quelques communes ont accès aux réseaux téléphoniques, toutefois, en matière d'infrastructure routière, des efforts sont encore à faire. En effet, la difficulté d'accès en saison pluvieuse constitue un blocage considérable de développement dans plusieurs domaines.

§3. La production agricole

La région d'Andapa est connue pour sa fertilité. De ce fait, la production agricole y est très variée, avec un rendement très satisfaisant, tant en qualité qu'en quantité. Pour la culture Rizicole, le district d'Andapa tient le 2^{ème} rang, face à tous les districts de Madagascar, pour le résultat du concours agricole sur le riz en l'année 2008.

La culture rizicole domine dans le district d'Andapa, suivie par la culture d'exportation. Malgré sa grande fertilité, des problèmes sont décelés pour les cultures, comme toutes activités d'ailleurs : Par exemple, pour la culture rizicole, l'impact de la sécheresse prolongée du mois de Mars jusqu'au mois de Mai 2008, a entraîné la diminution de la production. Quant à la culture d'exportation (la vanille), c'est la maladie de « BEKORONTSANA » qui diminue la production de 30%.

En parlant de la culture vivrière, les paysans souffrent actuellement du prix exorbitant des produits.

Un seul fournisseur encadre les 18 communes du district d'Andapa, entraînant en conséquence un prix élevé.

§4. Production de la pêche et de l'élevage

A. La pêche

Un projet de développement du riz pisciculture a été mis en place à Andapa en 1994, pour une durée de 5 ans. Après sa fermeture en 1998, les acquis de ce projet à travers les différents groupements mis en place continuent à prospérer, comme le service technique qui vulgarise le riz pisciculture dans la cuvette d'Andapa.

Les espèces de poissons exploitées sont : les carpes royales et les Tilapia(Nilotica), avec une surface de 2900 Ha en 2007-2008¹.

Pour la pisciculture, le district possédait quatre producteurs privés qui étaient formés pour continuer le service du projet en 2008. Chaque producteur exploite au minimum deux piscicultures, avec 41 géniteurs mâles et 32 femelles, donnent un nombre de ponde 21.

¹ Monographie du District d'Andapa, page 8 Année 2010

B. L'élevage

La vocation agricole de la cuvette d'Andapa a influencé le développement du secteur élevage dans la région. De ce fait, le secteur élevage reste au stade archaïque. Le tableau ci-dessous montre l'effectif des élevages dans le District d' Andapa.

Tableau N° VI : Effectif du cheptel

District	BOVINS		PORCINS	VOLAILLES
	Eleveurs	Effectifs	Effectifs	Effectifs
Andapa	430	1288	2003	4798
Ambodimanga I	315	936	840	2687
Ambodiancezoka	394	1180	3780	9203
Andranomena	223	670	998	5486
Anoviara	215	648	844	1784
Doany	415	1250	880	5200
Marovato	345	1040	130	4370
Betsakotsako	238	714	915	1957
Bealampona	420	1280	620	690
Antsahamena	98	288	235	138
Belaoko lokoho	97	280	283	280
Andrakata	192	580	393	390
Ambalamanasy II	730	2195	1180	1205
Antanandava	272	820	1202	254
Ankiabe Nord	340	1020	603	215
Matsohely	378	1134	748	240
Belaoko Marovato	270	844	618	768
Anjialavabe	486	1460	760	158
TOTALE	5858	16627	17122	35821

Source : Bureau de l'agriculture ANDAPA, Année 2010

D'après le tableau de la situation d'élevage ci-dessus, les volailles prédominent dans le district, avec un effectif total de 35821. A part le « dinta », les éleveurs n'ont pas de problèmes particuliers.

§5. Le tourisme

Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement ou PNUE, l'écotourisme est une forme de tourisme axé sur l'observation de la nature et de ses éléments, de la culture traditionnelle, en adoptant une approche sociale de l'observation de la communauté locale, pour la protection de l'environnement et l'amélioration du bien-être de la population.

Selon ANGAP (Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées), le tourisme écologique ou l'écotourisme est un voyage dans les régions naturelles, avec des objectifs multiples, une compréhension accrue de l'histoire naturelle et culturelle de l'environnement,

en ayant soin de ne pas altérer, ce dernier, tout en apportant des avantages économiques au profit de la population locale.

A. Le site touristique

La cuvette d'Andapa est déjà un grand site touristique de la région SAVA, mais ce sont les parcs de Marojejy et Anjanaharibe Sud qui sont les plus prisés ; Ils sont gérés par le Parc national de Madagascar (Madagascar National Park). Les réserves spéciales comme Antanety Anambo à Imatsobe et celle du TAMYOK sont des sites privés.

La colline d'Anjiabe, les deux cascades d'Andapa Sud et le site Ranomafana à Doany intéressent aussi les touristes.

Dans le district, quelques touristes s'intéressent à la visite des sentiers de vanille et des rizières, il suffit de demander l'autorisation au propriétaire. La société Ramanandraibe est une référence pour une visite guidée de la préparation de la vanille avant exportation.

B. Les établissements touristiques

Ce sont ORT (Office Régional du Tourisme SAVA), transporteur Riziky et Vatosoa et quelques hôtels comme Beanana hôtel, vatosoa, Riziky, Club des amis et Veromanitra. On remarque que l'ORT n'a pas été spécialement conçu pour Andapa, mais pour la région SAVA. Il est installé à Sambava.

§6. L'artisanat

L'artisanat joue un rôle important dans la vie socio-économique des habitants de la zone d'Andapa, puisqu'il constitue une source de revenu non négligeable, en appui aux activités agricoles. Il existe 3 types de fabrications locales dans le district d'Andapa tels que : Meuble, Bijou et Tresses.

De plus, on recense aussi plusieurs menuisiers qui fabriquent des meubles et diverses matérielles utilisés dans d'autres activités comme les tables et bancs pour les écoles. On peut souhaiter le développement de l'artisanat, compte tenu de la richesse de la zone en matière première.

§7. Le commerce

Le commerce n'occupe que 1.53% de la population du district. Dans le district d'Andapa, les activités commerciales sont surtout faites par des étrangers, puisqu'elles exigent des fonds importants. C'est la raison pour laquelle on assiste à une concentration des commerçants grossistes et semi-grossistes et ambulants dans la commune urbaine et la commune rurale. Malgré l'évolution du commerce ambulant, ce secteur est la principale source d'inflation après l'activité du secteur informel.

§8. L'information et la Communication

Concernant l'information, le District d'Andapa est pourvu de trois stations FM diffusant divers programmes et informations. Ces centres d'informations assurent aussi l'éducation de masse en matière d'environnement, d'éducation civique. L'une d'eux, la Radio Vary Manintra diffuse le vaovao antsary et le journal, présenté par la radio nationale et la télévision nationale ou TVM.

Concernant la communication, la zone d'Andapa possède une agence postale assurant divers services tels que :

- les mandats et lettres recommandées ;
- la caisse d'épargne ;
- le compte tsinjo lavitra ;
- la gestion de boîte postale ;
- le mandat express du régime international.

De plus, le réseau de téléphone fixe est déjà mis en place par télécom Malagasy (TELMA) ; on constate que le nombre d'abonnés ne cesse d'augmenter. Dans le district d'Andapa il existe 3 réseaux téléphoniques mobiles tels que :

- TELMA mobile ;
- Orange ;
- AIRTEL.

§9. L'éducation et la santé

A. L'éducation

L'éducation c'est l'activité sociale de transmission de connaissances structurées. « Ses finalités sont sociales (faciliter l'intégration de l'individu), économique (faciliter la décision et augmenter l'efficacité du travail humain) et culturelle »¹.

Tableau n° VII : Taux de scolarisation

Districts	Effectifs Chefs de ménage	% ayant fréquenté l'école
Sambava	43 895	95%
Antalaha	33 616	99,2%
Vohémar	30 905	90%
Andapa	25 529	93,5%
Ensemble SAVA	133 945	94%

Source : Direction régionale de développement rural de SAVA 2007

¹ Lexique d'économie, DALLOZ, 7^{ème} édition 2002, Page 269

À peu près trois quart de la population ont accès à l'école. La majorité des chefs de ménages ont été scolarisés et ont dépassé le cycle primaire, autant en milieu urbain, qu'en milieu rural. À Vohémar, 90% des chefs de ménages ont fréquenté l'école. Ce pourcentage est le plus faible, par rapport aux autres districts, comme par exemple 99,2% à Antalaha et 95% à Sambava, 93,5% à Andapa. Cela s'explique par le fait que les paysans poussent leurs garçons à garder les zébus qui sont les véritables richesses notoirement reconnues, au lieu de les envoyer à l'école, tandis que les filles sont gardées à la maison pour aider leur mère à accomplir des tâches substantielles.

D'ailleurs, les parents hésitent à envoyer leurs enfants en ville, de peur qu'ils aillent ailleurs, transgresser leurs tabous et désorganiser la structure sociale.

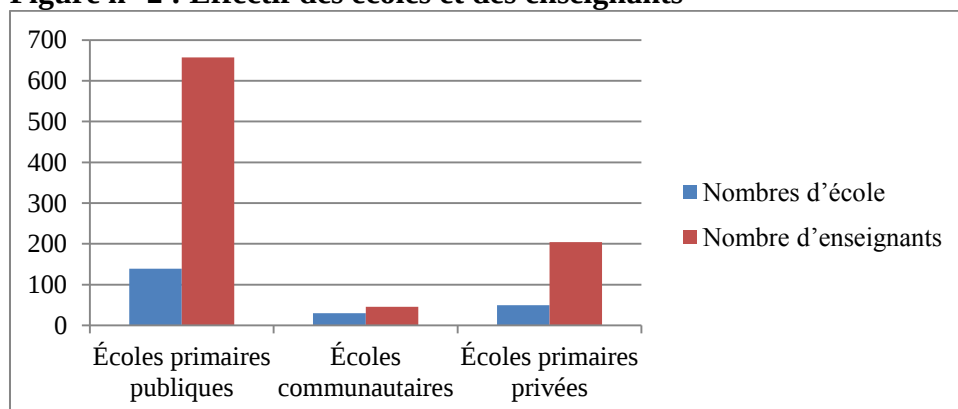
Tableau n° VIII: Effectif d'écoles, d'enseignants et d'apprenants

Type d'établissement	Nombres d'école	Nombre d'enseignants	Nombre d'apprenants
Écoles primaires publiques	139	657	36262
Écoles communautaires	30	46	2466
Écoles primaires privées	50	204	7433
TOTAL	219	907	46161

Source : CISCO ANDAPA, Année 2012

Ce tableau nous montre que le nombre d'écoles et l'effectif des enseignants sont loin d'être proportionnels aux nombres des apprenants ; 78% des apprenants dans les écoles primaires publiques. Il est donc nécessaire de multiplier le nombre des enseignants publics.

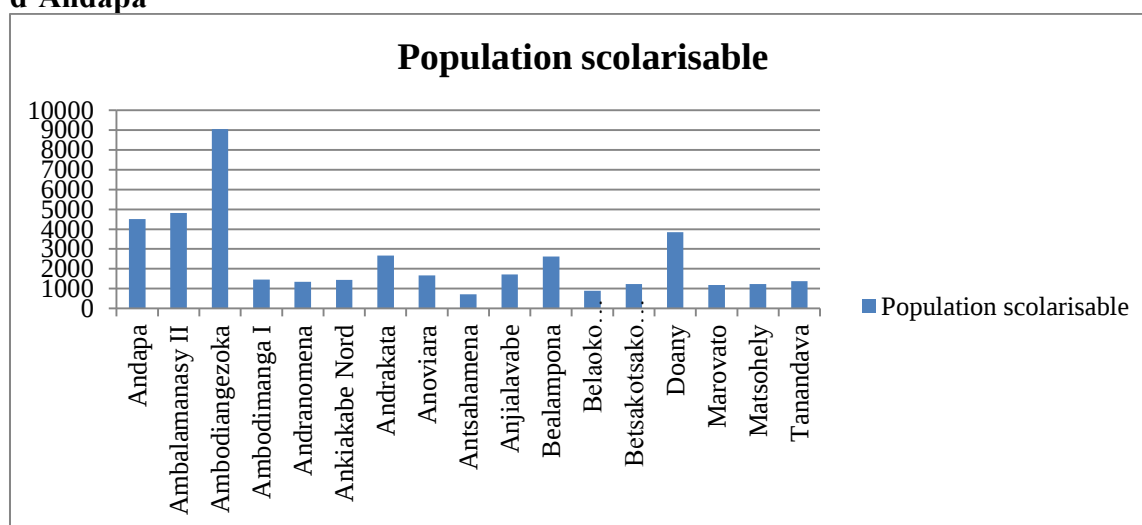
Figure n° 2 : Effectif des écoles et des enseignants



Source : Graphe élaboré par l'Auteur, Décembre 2012.

L'objectif du gouvernement, d'ici 2015, est que tous les enfants scolarisables soient admis dans l'enseignement primaire. La section suivante va présenter l'étude de la population scolarisable dans la CISCO d'Andapa. L'idéal c'est que tout enfant âgé de 6 à 10 ans soit scolarisé.

Figure n° 3 : Répartition de l'effectif de la population scolarisable dans la CISCO d'Andapa



Source : Graphe élaboré par l'Auteur, Janvier 2013

En 2011, la CISCO d'Andapa comptait 37 664 enfants scolarisables, répartis dans 18 communes, pourvues de 120 écoles primaires. Le tiers de la population scolarisable est concentré surtout dans trois communes à savoir : Andapa (12,00%), Ambalamanasy (13,00%), Ambodiangezoka (13,40%).

La plus faible part de population scolarisable se trouve à Antsahamena, avec 1,93% du total. Ainsi, ce pourcentage de la population scolarisable varie d'une commune à l'autre.

B. La santé

La santé publique est l'ensemble des protections et des moyens visant à améliorer et à maintenir la santé au sein d'une collectivité humaine.

La santé est un élément essentiel, aussi bien pour le bien être de l'individu et la communauté que pour le développement des sociétés¹. Elle conditionne la durée de vie des individus, augmente la productivité des travailleurs, la capacité intellectuelle et la productivité future des jeunes enfants. Depuis 1995, jusqu'à nos jours, des efforts ont été déployés afin d'améliorer l'efficacité des services de la santé. Ces efforts sont basés sur différentes réformes telles que la Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfance (PCIME), la lutte contre l'épidémie du choléra en 2002, la lutte contre la conjonctivite en 2003, la vaccination en 2004 (HIAKA), etc.

La situation des équipements socio-collectifs en matière de santé n'a pas beaucoup changé dans le District. Le milieu urbain est particulièrement mieux équipé. Il dispose d'un hôpital principal doté des services de médecine générale, de maternité, de pharmacie, etc.

Le nombre des infrastructures sanitaire est donné par le tableau ci-dessous.

Tableau n° IX: Nombre des infrastructures publiques

District d'Andapa	CHD 1	CHD 2	CSB I	CSB II	Dentisterie	Total
	1	1	19	15	1	37

Source : Centre Hospitalier Andapa, Année 2010

La répartition des infrastructures publiques est un peu équitable, du moins dans la ville, ainsi que dans les communes. La seule différence est que les centres urbains sont dotés de centre de santé de base. La concentration des médecins dans les centres urbains constitue un facteur du taux de mortalité élevé, surtout dans les milieux ruraux.

Le type de climat chaud et humide ambiant favorise la propagation des moustiques et fait de la région une zone paludéenne. Par ailleurs, l'infection respiratoire aigüe, les diarrhées, les infections cutanées, ainsi que les infections sexuellement transmissibles sont courantes et figurent parmi les pathogènes principales dominantes. En somme, l'amélioration du bien-être des individus, à travers l'accès aux soins médicaux, conduit à l'amélioration du bien-être général.

¹ Rolland MODONGY : Cours Economie de ressources humaines, 4^{ème} Année ÉCONOMIE, Université de Toamasina Année 2011

D'une manière globale, la présentation du District nous a permis de prendre connaissance avec son aspect historique et géographique, sa structure au niveau de la population, son habitat et sa situation économique. Maintenant, nous allons voir, dans le deuxième chapitre de notre travail, l'approche théorique de l'agriculture.

CHAPITRE II : L'APPROCHE THEORIQUE DE L'AGRICULTURE

Concernant ce chapitre, il est nécessaire de connaître le fondement théorique de l'agriculture dans l'économie, à travers le monde, la valeur et caractéristique de la production agricole et sa place pour le développement de l'économie locale.

SECTION I : LE FONDEMENT THÉORIQUE DE L'AGRICULTURE DANS L'ÉCONOMIE

Dans cette section, on va parler de l'agriculture à finalité domestique, les premières pratiques de l'agriculture et en fin la croissance agricole, selon les théoriciens.

§1. L'agriculture à finalité domestique

Cette agriculture concerne toujours la polyculture, de façon à récolter des produits de consommation en différentes périodes de l'année, sans avoir à constituer des réserves, à se couvrir aussi de la perte d'une récolte, en cas de catastrophe naturelle. Le système de culture ne doit donc rien ici aux facteurs économiques ; il est dans la dépendance des conditions naturelles, de la société rurale, de la pression démographique. Elle est en outre discontinue dans l'espace, n'exploite que les terres nécessaires à l'entretien du groupe, selon le système de culture adopté. Elle ne satisfait que le besoin le plus bas de la population, ne dispose d'aucun surplus pour nourrir une humanité non paysanne. Dès qu'il existe une agglomération urbaine industrielle à nourrir sur ce territoire, elle est en défaut. Mais elle est très difficile à modifier, tant par suite des facteurs physiologiques (la mauvaise alimentation du paysan qui limite ses efforts) que des facteurs mentaux (caractère «sacré » du système de culture) ou sociaux (rôle de la grande propriété).

§2. Les premières pratiques de l'agriculture

Les premières pratiques de l'agriculture disposaient d'outils très peu performants en bois et en pierres, n'autorisant qu'un travail du sol superficiel. Il est probable que les chasseurs cueilleurs avaient observé que les grains pouvaient germer pour donner de nouvelles plantes bien avant de tenter de favoriser ce processus ; les premières parcelles cultivées se situaient aux voisinages des habitations, dont le sol s'était enrichi des déchets de consommation, et sur les berges des rivières qui bénéficiaient de l'alluvionnement.

Par la suite, il devint nécessaire de trouver de nouveaux terrains de culture, qui furent gagnés sur les forêts, lesquelles recouvraient alors une superficie nettement plus importantes qu'aujourd'hui : Les outils dont disposaient les hommes de l'époque leur permirent de défricher des parcelles des forêts, en abattant des arbres les moins importants, puis en les brûlant. Ensuite, la préparation du sol consistait au mieux en l'aménagement des trous destinés à recevoir les grains ou les plantes. La parcelle défrichée et cultivée durant une année

était rendue à la friche, le temps que l'une après l'autre, toutes les parcelles les plus aisément accessibles, depuis les villages, soient à leur tour défrichées et cultivées (les systèmes de rotations pouvaient durer de quinze à vingt ans voir même plus).

Les différentes civilisations agricoles inventèrent divers types de rotations. Il faut noter que ce type d'agriculture n'a pas entièrement disparu de nos jours, bien que ses inconvénients de la déforestation entraînent un appauvrissement des sols, leur érosion et même la désertification de régions entières ne soient pas compensée par la productivité médiocre de tel système.

Le système sur abatis-brulis eut des conséquences écologiques désastreuses dans certaines zones. Les populations de cette région devenues arides eurent alors tendance à se regrouper le long des cours d'eau pour pratiquer l'agriculture. Afin d'assurer sa subsistance à une population dont la densité a pu être élevée, afin également de préserver les cultures des crues excessives ou insuffisantes, les premiers systèmes utilisant l'eau de rivière (les agricultures irriguées) furent mis au point.

Les physiocrates¹ : grands fondateurs de l'agriculture comme source de richesse.

Le terme « physiocratie », signifie « gouvernement », résulte de la fusion de deux mots grecs : physis, la nature et Kratos, la puissance. Elle est nettement délimitée dans le temps et dans l'espace. François Quesnay est le fondateur et chef incontesté de la physiocratie. Mécontent de l'état de l'agriculture française, qu'il juge délaissée par les gouvernements au profit des manufactures et de la finance, Quesnay apparaît obsédé par le problème du bon prix du grain : il se lamente des prix insuffisants, auxquels les cultivateurs vendent leurs récoltes, ce qui les empêche de dégager les ressources nécessaires au financement de l'amélioration des cultures.

Les physiocrates voient dans l'agriculture la source exclusive de la richesse et ils fondent sur cette conviction la première théorie des relations entre l'économie rurale et la population. A la suite, Adam Smith estimait que personne n'avait approché de plus près la vérité en matière d'économie politique qu'eux. On s'accorde à considérer qu'ils furent les premiers à proposer une théorie économique cohérente. Ils réussirent une avancée théorique majeure en créant un modèle de croissance démographique fondé sur le revenu du capital foncier, ce qu'ils appellent « le produit net » et qui inspirera à Madagascar le concept de plus-value. Pour eux, la production agricole gouverne la population : le nombre des hommes, leur répartition géographique, leur niveau de vie sont déterminés par la rente foncière. L'économie

¹ LEMIARY : Cours Faits et pensées économique, 1^{ère} Année ECONOMIE Université de Toamasina, Année 2008

politique classique (avec Adam Smith, et plus tard ROBERT Malthus et David Ricardo) reprendra cette idée, mais en la généralisant à l'ensemble des secteurs de l'activité économique : le niveau de la production détermine celui de la population et l'ajustement se fait sur le marché du travail, par le taux de salaire. Quesnay ne cesse de proclamer que ce ne sont pas les bras qui manquent mais le capital. Mirabeau, quant à lui, suggère de « reverser » dans les campagnes les enfants trouvés, pour accroître la main-d'œuvre et améliorer les voies de communication. Il est avant tout soucieux de faire de l'agriculture le moteur de la croissance économique. Tout son plaidoyer tourne autour de deux acteurs, le riche fermier et le propriétaire exploitant, qui incarnent la rationalité économique. Leur activité individuelle a des conséquences positives au niveau macroéconomique, ce qui est logique dans un système où l'intérêt collectif est la somme des intérêts individuels. Mirabeau partage l'opinion de Quesnay et il avance que la cause de la diminution de la population n'est ni le célibat des moines, ni les guerres, ni la taille excessive des armées, ni la migration, mais la décadence de l'agriculture et le luxe. Alors, puisque le secteur agricole est le seul à être productif, l'accroissement de la population dépend de celui du produit net de la propriété foncière. L'industrie ne peut induire une croissance démographique ; elle peut même « nuire à la population », si elle enlève des bras à l'agriculture, et que le produit net s'en trouve diminué. Dans tous les cas, c'est là un élément capital, le nombre des hommes est une variable dépendante. D'où, les physiocrates avaient établi « la dépendance de la population par rapport aux subsistances ».

§3. La croissance agricole selon les théoriciens

De nombreuses preuves attestent le fait que la lenteur de la croissance agricole est liée à la partie prise des politiques macro-économiques et sectorielles à son encontre. L'étude de Krueger, Schiff et Valdés qui a fait date, a documenté clairement la manière dont 20 pays taxaient l'agriculture par rapport aux autres secteurs. Les interventions induisaient une baisse de 37% du prix relatif des produits agricoles. Ce parti pris politique était plus marqué dans le pays à vocation agricole d'Afrique subsaharienne ou des taux de change sur évalués, une forte protection douanière pour l'industrie, et des taxes sur les exportations agricoles contribuaient à la distorsion. Selon des estimations, une réduction de 10% du taux de l'imposition sur le secteur augmenterait la croissance globale annuelle.

Depuis cette étude, la plupart des pays en développement ont sensiblement amélioré leurs politiques macro-économiques et ont réduit leurs distorsions à l'égard de l'agriculture. Des résultats combinés, comprenant trois éléments clés d'une politique macro-économique rationnelle (le fiscale, le monétaire et le taux de change) indiquent une nette amélioration

depuis le milieu des années 1990, dans presque tous les pays d'Afrique subsaharienne. Une association positive est également observée entre l'amélioration de ces résultats et la performance de l'agriculture.

SECTION II : LA VALEUR ET LES CARACTERISTIQUES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Dans cette partie nous allons essayer de présenter l'avantage comparatif de l'agriculture, les caractéristiques de la production agricole, les caractéristiques territoriales du secteur agricole, et la productivité du secteur agricole.

§1. L'avantage comparatif de l'agriculture¹

L'avantage comparatif de l'agriculture a trois origines : premièrement, les dotations en facteurs de production. Les pays à vocations agricoles sont des pays riches en ressources naturelles mais souvent pauvres en main-d'œuvre qualifiée, ce qui suppose un avantage comparatif dans les produits primaires non transformés. Dans certains pays, une combinaison de ressources et de dotations en capital humain indique un avantage comparatif dans les produits primaires transformés, même si d'autres facteurs peuvent, à ce jour, avoir empêché le développement d'un secteur de transformation.

La seconde origine est la différence de productivité et de coûts. Ceux-ci sont déterminés par l'environnement commercial, l'infrastructure comme (route, électricité et communications) et les institutions (juridiques et financières), qui influencent l'efficacité des opérations des firmes et industries. L'environnement commercial est plus important pour la manufacture et les services à forte valeur ajoutée ? Car ils utilisent ces facteurs de manière plus intensive.

Troisièmement, les économies d'échelle dynamiques. La seule présence d'économie d'échelle désavantage les nouveaux arrivants dans la concurrence avec les pays qui ont déjà développé leur base industrielle. Toutefois, sur la base de l'avantage comparatif actuel et émergent, un portefeuille varie d'exportations primaires transformées et non transformées (dont des services comme le tourisme) restera l'option principale pour générer des devises à moyen terme.

¹ Mario BANDINI, Agriculture et croissance économique, édition Economica, Paris 1965, p101.

§2. Les caractéristiques de la production agricole

Caractéristiques structurelles de la production agricole et effet sur le revenu des agriculteurs :

- Fixité de la capitale ou très faible fluidité (terre, plantation, machinerie), ce qui est renforcé, dans les cas où le capital revêt un caractère patrimonial / familial ;
- Peu de possibilités d'économies d'échelle, par rapport aux réserves d'utilisation des facteurs ;
- Progrès techniques, importants depuis une cinquantaine d'années dans les pays développés, permettant plutôt des économies en travail et des économies en capital.

L'offre et la demande jouent dans le sens d'une faible rémunération des facteurs dans l'agriculture, et de sa dégradation dans le temps. D'où le phénomène d'une infériorité chronique du revenu agricole, par rapport à celui d'autres secteurs productifs et le risque d'une dégradation continue du revenu agricole, sauf disparition progressive d'un certain nombre de producteurs. De plus, dans les pays en développement, l'atomisation de la production face à un secteur commercial très concentré provoque des asymétries d'information sur les prix et les marchés, au détriment des producteurs. Caractéristiques de la demande alimentaire et de l'offre agricole et effets sur les marchés

- Les cycles de production ont une certaine durée (du semis à la récolte, durée du croit des animaux) et sont caractérisé par des contraintes agronomiques ;
- Les décisions de produire sont prises sur la base d'anticipations (de prix et de revenu) qui peuvent être erronées ;
- Les résultats de production rendus aléatoires par des facteurs exogènes non maîtrisables (climat et épidémies) ;

L'offre est rigide à court terme (niveau de la récolte) ; elle est élastique à moyen terme, car chaque agriculteur peut changer de spéculation à chaque cycle (sauf cultures pérennes), avec ce biais, nombreux sont les producteurs qui optent pour un même changement, en même temps. L'atomisation de l'offre (ensemble de décisions individuelles) rend la prévision difficile.

La demande est globalement inélastique ; son accroissement provient essentiellement de la croissance démographique (donc sur un temps long), mais ceci est tempéré par le fait que l'élasticité par rapport au revenu est faible. Ces caractéristiques jouent le sens d'une instabilité des marchés agricoles, facteur incertitude pour les producteurs, et de risques économiques pour les consommateurs, ceci justifie l'intervention publique pour assurer une stabilisation des marchés.

§3. Les caractéristiques territoriales du secteur agricole

L'agriculture n'est pas seulement un secteur producteur de bien marchands, mais elle possède également d'autres fonctions (multifonctionnalité) qui sont en général mal ou pas rémunérées par le marché, car elles sont liées à des biens publics. Il en est ainsi du rôle de l'agriculture dans l'entretien du territoire et son aménagement, d'attirer les touristes ruraux ; ces fonctions non- marchandes méritent une rémunération, qui peut être octroyée soit par un système de prix garantis élevés courant toute la gamme des dites fonctions (productions comprise) soit par des paiements spécifiques.

En fin, les raisons économiques vues ci-dessus, l'intervention publique en agriculture peut répondre à des objectifs de nature plus politique :

- recherche de l'autosuffisance alimentaire ou d'un haut degré d'auto approvisionnement au niveau national ;
- contribution du secteur agricole à la balance commerciale, par une valorisation des produits agricoles.

§4. La productivité du secteur agricole

Certain se réfèrent à la croissance, souvent observé, plus lente dans le secteur agricole que dans le reste de l'économie, pour arguer que l'agriculture est un secteur intrinsèquement moins dynamique. Le premier à avoir émis cet argument est Adam Smith, pour qui la productivité est condamnée à croître plus lentement dans l'agriculture que dans l'industrie à cause d'obstacle plus important à la spécialisation et la division du travail dans la production agricole¹. Plus récemment, et en particulier pour l'Afrique, il a été argumenté qu'une croissance agricole rapide serait difficile à cause du caractère intrinsèquement défavorable de la base agro-écologique, de l'appauvrissement accéléré des sols, de faible densité de population, du mauvais fonctionnement des marchés et de la concurrence mondiale.

Dans ce débat, il est important de distinguer le taux de croissance de la production agricole, du taux de croissance selon certaines mesures de productivité, telles que la productivité du travail ou la productivité totale des facteurs (PTF). Dans les pays en mutation agricole, le dynamisme extraordinaire du secteur non agricole se traduit par son taux de croissance élevé et soutenu, fondé tant sur l'augmentation de l'emploi que sur celle de la productivité du travail. Toutefois, les taux de croissance dans l'agriculture et les secteurs non agricoles sont similaires dans les pays à vocation agricole et dans les pays urbanisés. De plus,

¹ John MELLOR, Agriculture et Développement, édition PUF, Paris 1970, p 125.

la productivité a connu une croissance plus rapide dans l'agriculture que dans les autres secteurs, dans chacune de ces deux catégories de pays.

SECTION III : LA PLACE DE L'AGRICULTURE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE LOCALE

L'agriculture présente des caractéristiques qui en font un instrument unique de développement

L'agriculture peut travailler avec les autres secteurs à fin d'accélérer la croissance, réduire la pauvreté et préserver l'environnement. De ce fait, elle peut contribuer au développement à plusieurs égards : en tant qu'activité économique, moyen de subsistance et fournisseur de services environnementaux. Ce qui en fait un instrument de développement unique.

En tant qu'activité économique, l'agriculture peut constituer une source de croissance de l'économie nationale, un facteur d'opportunités d'investissement pour le secteur privé et un moteur de premier ordre pour l'industrie et le secteur rural non agricole¹. La production agricole est importante pour la sécurité alimentaire, car elle représente une source de revenu pour la majorité des ruraux pauvres. Elle revêt une importance particulièrement cruciale dans les pays qui présentent des productions intérieures très variables, qui n'ont guère de débouchés extérieurs pour leurs cultures de base, et qui ne peuvent importer que d'une manière limitée, pour satisfaire leurs besoins alimentaires fondamentaux, en raison de l'insuffisance de leurs ressources en devises. Dans ce cas, l'essentiel est donc d'augmenter, de stabiliser leur production intérieure.

§1. L'agriculture en tant que moyen de subsistance

Selon des estimations, l'agriculture est le moyen de subsistance de 84 % des ruraux dans le monde. Elle emploie 1.5 milliards de petits paysans et des ruraux sans terre ; elle constitue une « protection sociale financée par la ferme », en cas de chocs dans les zones urbaines, et sert de fondation aux communautés rurales viables. Des 5.7 milliards d'habitants que comptent le monde en développement, 3.5 milliards, c'est –à-dire environ la moitié de la population mondiale, vivent en zones rurales². De ces habitants ruraux, environ 2.7 milliards vivent au sein des ménages impliqués dans l'agriculture et 1.7 milliard appartiennent à des ménages de petits paysans.

¹Rolland MODONGY: Cours Economie de développement, 3ème Année ECONOMIE, Université de Toamasina Année 2010

² www.jacqbrass.com

En tant que fournisseur de services environnementaux, la fixation des carbones, la gestion des bassins versants et la conservation de la biodiversité sont les rôles importants que joue l'agriculture, pour l'environnement.

§2. L'agriculture : moteur initial de la croissance

L'agriculture est un moteur efficace de la croissance dans le District d'Andapa, tant que les activités agricoles dominent dans la cuvette, c'est-à-dire qu'elle doit produire lui-même l'essentiel de ses besoins alimentaires et qu'il soit susceptible de garder un avantage comparatif en agriculture, au moins à moyen terme.

Considérons d'abord l'importation des productions alimentaires. La demande en produits de consommation courante résulte de l'expansion rapide de la population et de la grande élasticité des revenus, à cause de la faiblesse du niveau de revenu dans notre région. Avec des denrées alimentaires de base essentiellement non échangeables et des ressources financières souvent insuffisantes pour importer des céréales de substitution, la production alimentaire de notre District doit suivre la demande.

Si cette différence est partiellement due à des politiques macro-économiques et commerciales, la composition de ces exportations correspond largement à l'avantage comparatif de notre District. Pour cette raison, notre stratégie de croissance doit s'attacher, pour les années à venir, à améliorer la productivité agricole. Notons que l'agriculture contribue à la croissance économique et est un moyen de subsistance, ce qui en fait un instrument de croissance unique.

En tant qu'activité économique, elle est un facteur d'opportunités d'investissement pour le secteur privé, et un moteur de premier ordre pour l'industrie et le secteur rural non agricole.

Selon des estimations, l'agriculture est un moyen de subsistance pour près de 82 % des ruraux. Elle constitue une « protection sociale » en cas de chocs et de fondation aux communautés rurales viables.

§3. L'agriculture et la pauvreté

L'écart est persistant entre la contribution respective de l'agriculture au Produit Intérieur Brut (PIB) et à l'emploi. Cela suppose que la pauvreté reste concentrée sur l'agriculture, et dans les zones rurales ; tandis que la croissance non agricole s'accélère, de nombreux ruraux restent pauvres.

Les observations microéconomiques confirment que l'incidence de la pauvreté sur les ménages agricoles et ruraux augmente de façon persistante. En outre, dans les endroits où la

croissance non agricole s'est accélérée, les disparités entre revenus ruraux et revenus urbains se sont accrues.

La concentration persistante de la pauvreté (absolue et relative) dans les zones rurales illustre la difficulté à redistribuer les revenus générés hors de l'agriculture et l'inertie profonde dans le reclassement de la main-d'œuvre, tandis que les économies se restructurent.

La migration de l'agriculture vers les zones urbaines est souvent retardée par le manque d'information, les couts, les écarts de compétences, le vieillissement et les liens sociaux et familiaux. Par conséquent, de nombreuses personnes demeurent en zone rurale, avec des espérances insatisfaites d'une vie meilleure, ce qui provoque des tensions sociales et politiques qui peuvent mettre en péril le processus de croissance.

En effet, une simple décomposition fait apparaître que 81 % de la réduction de la pauvreté rurale, à l'échelle mondiale, peut être imputée à l'amélioration des conditions dans les zones rurales, la migration n'étant responsable que de 20 % de la réduction.

L'avantage comparatif de la croissance agricole dans la réduction de la pauvreté est confirmé par des études économétriques. Les résultats de ces observations économétriques indiquent la croissance du PIB, générée dans l'agriculture, elle présente des avantages importants pour les pauvres, et est moins deux fois plus efficace, en termes de réduction de la pauvreté, que la croissance générée par d'autres secteurs¹. Toutefois, la supériorité de la croissance provenant de l'agriculture, dans la capacité à fournir des avantages aux pauvres, semble décliner.

L'essentiel de l'agriculture étant échangeable, la croissance de la productivité n'exerce pas d'effet sur la baisse du prix, et les propriétaires terriens perçoivent la plus grande part du surplus. Les effets de l'agriculture sont perceptibles en termes d'intensité de main-d'œuvre. De plus en plus, la pauvreté est réduite par l'engagement de main-d'œuvre non qualifiée.

Dans le cadre de la stratégie visant à mettre l'agriculture au service du développement, le défi, pour les pays urbanisés, consiste à créer : des opportunités qui permettent aux petits exploitants d'approvisionner les marchés alimentaires, et des emplois bien rétribués dans l'agriculture et l'économie rurale.

¹ Contribution à la stratégie de développement rural, COTE : AD 4520 centre de documentation de la banque mondiale (CDBM), rapport sur le développement de la banque mondiale.

CHAPITRE III : L'AGRICULTURE DANS LE DISTRICT D'ANDAPA

Dans ce chapitre, nous allons voir les généralités sur l'agriculture africaine, les différents types de cultures existant dans le district et les caractéristiques de l'exploitation agricole dans le District d'Andapa.

SECTION I : LES GÉNÉRALITÉS SUR L'AGRICULTURE AFRICAINE

Concernant les généralités sur l'agriculture africaine, nous allons aborder, la croissance économique et agricole en Afrique : tendance et répercussions, l'opportunité de l'agriculture sur le contexte de développement rural, l'appui des Etats africains à l'agriculture, et en fin l'aide publique au développement, en faveur du secteur agricole.

§1. L'agriculture africaine

Depuis le milieu des années 1990, tout même à croire que l'agriculture africaine connaît une réelle croissance, surtout par rapport au repli du début des années 1980. Toutefois, les progrès sont inégalement répartis. La croissance est médiocre en Afrique centrale et orientale, et plus soutenue dans le nord, l'ouest et le sud du continent, où les pouvoirs publics ont adopté de meilleurs politiques, et où la croissance s'est traduite par une hausse des investissements privés, et de la demande en produits agricoles. Dans de nombreuses régions, la productivité de la main-d'œuvre agricole a augmenté par rapport au début des années 1981, bien que pour le maïs, le rendement à l'hectare soit au même niveau qu'en 1980. Comme la croissance économique, l'essor de l'agriculture varie d'un pays à l'autre.

Il n'en demeure pas moins que les pouvoirs publics ne se préoccupent pas suffisamment de l'agriculture : malgré la Déclaration de Maputo de 2003, les crédits budgétaires affectés au secteur sont négligeables, et bien loin des 11 % à 14 % des dépenses nationales qui ont permis les révolutions vertes. Les capacités des pouvoirs publics sont limitées, et les institutions du secteur généralement peu performantes, surtout si elles sont décentralisées. Les nouvelles techniques sont souvent inadaptées, négligées, bien que la question soit une priorité depuis des années. Le système commercial international est particulièrement défavorable à l'Afrique : l'agriculture bénéficie de mesures protectionnistes et de subventions dans les pays de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE), tandis que les pays africains subissent des pressions pour ouvrir leurs frontières aux importations bon marché. En effet, le niveau de protection de l'agriculture africaine lui est défavorable. Le volume de l'aide et l'allègement de la dette sont décevants. Tous ces facteurs jouent un rôle variable selon les pays et la période.

§2. La croissance économique et agricole en Afrique : tendances et répercussions

Ces dernières années, les économies africaines se sont développées. La croissance économique a connu de grandes variations entre 1980 et 1993, puis elle s'est accélérée et stabilisée. Depuis 2001, les taux de croissance annuels dépassent 5 %. Vingt(20) pays du continent ont enregistré une croissance supérieure à la moyenne des pays développés, depuis 1994. Mais la plupart des pays africains sont partis d'un niveau peu élevé. Dans les pays où la croissance s'est améliorée, la pauvreté a reculé, et l'essor de l'agriculture a contribué à réduire la faim. Certains pays sont encore en retard : les pays enclavés aux ressources limitées affichent les taux de croissance les plus faibles. Cependant, au regard des progrès réalisés au cours des 15 dernières années, le pessimisme qui ressortait des études et des rapports précédents n'est plus de mise, aujourd'hui, même si la récession mondiale risque de ralentir fortement la croissance.

Plusieurs facteurs expliquent les progrès enregistrés par l'économie en général et par l'agriculture en particulier :

- ✓ Plus grande stabilité de la conjoncture macroéconomique ;
- ✓ Diminution des conflits depuis le milieu des années 1990 ;
- ✓ Amélioration de la gouvernance ;
- ✓ Libéralisation des marchés ;
- ✓ Amélioration de l'environnement d'affaires ;
- ✓ Meilleure répartition des rôles entre le secteur public et le secteur privé.

Cela s'est traduit par un climat plus favorable aux investissements. De plus, le renforcement des organisations régionales, infrarégionales et de la société civile a rendu les pouvoirs publics plus redevables.

En matière de revenus, l'analphabétisme, l'espérance de vie et de nutrition, trop d'Africains vivent encore dans une pauvreté inadmissible, surtout en Afrique subsaharienne. La pauvreté est plus accentuée dans les zones rurales, où se concentrent 60% et 80% des populations pauvres¹. Des pays tels que le Cameroun, l'Ethiopie, le Ghana, le Mali, le Sénégal et l'Ouganda ont réduit leur taux de pauvreté (d'au moins 15 points), depuis le début des années 1990, mais l'insécurité alimentaire reste répandue. D'après les estimations de la FAO, la sous-alimentation touchait en 2003-2005 le quart des Africains, soit 217 millions de personnes. Depuis le début des années 1990, le pourcentage de personnes souffrant de la faim

¹ Madagascar coopération pour le développement ; un aperçu pour le développement rural rapport 2000 PNUD Programme MAGI 97/ 2007 Gouvernance et politiques.

a diminué, mais leur nombre absolu est en hausse. Les retards de croissance et les insuffisances pondérales chez les jeunes enfants sont toujours plus fréquents dans les campagnes que dans les villes. Il y a eu peu de progrès à l'égard de l'indicateur des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), réduire la proportion de la population n'atteignant pas l'apport calorique minimal.

La plupart des personnes qui vivent avec un dollar par jour dépendent de l'agriculture pour leurs revenus et leur alimentation. En Afrique subsaharienne, deux tiers (2/3) de la population active travaillent dans le secteur agricole, représentent le tiers du PIB du continent de 80%, la population africaine vit de l'agriculture.

§3. L'opportunité de l'agriculture sur le contexte de développement rural

Les tendances actuelles et à long terme semblent indiquer que les investissements dans l'agriculture vont augmenter. Dans le segment des cultures traditionnelles, dont les petits exploitants africains dépendent, les perspectives sont encourageantes. Il y a eu des améliorations dans les politiques macroéconomiques et sectorielles, ce qui a favorisé les investissements privés. Les prix des produits agricoles semblent se stabiliser au-dessus des niveaux relativement bas avant la crise alimentaire de 2008, après le sommet atteint grâce à la croissance mondiale et à la forte demande de biocarburants. Selon l'équipe d'évaluation, d'importantes opportunités se présentent aux exploitants et aux agro entreprises, et l'agriculture africaine peut jouer un rôle significatif dans la lutte contre la pauvreté et la faim.

Malgré les progrès encore modestes enregistrés dans le secteur agricole, il est essentiel de reconnaître son importance pour la croissance économique, la création d'emplois et la sécurité alimentaire. L'agriculture a une influence déterminante sur la sécurité alimentaire des ménages et la réduction de la pauvreté, surtout en Afrique. Les populations pauvres du continent possèdent généralement de petites parcelles qu'elles exploitent pour leurs propres besoins et, de plus en plus, à des fins commerciales. Les données et l'expérience sur terrain accumulées au cours des deux dernières décennies indiquent que le développement des activités de ces 80 à 100 millions de petits exploitants pourrait être l'une des principales solutions pour réduire la pauvreté. Selon le Rapport sur le développement dans le monde de 2008, l'augmentation du PIB du secteur agricole serait quatre fois plus efficace pour réduire la pauvreté des populations les plus pauvres, que l'augmentation du PIB des autres secteurs. L'importance de l'agriculture ne fait aucun doute, et son potentiel doit être exploité. L'investissement dans l'agriculture peut aider à combattre durablement et efficacement le chômage qui touche de nombreuses zones rurales.

La croissance du secteur agricole enregistrée dans plusieurs pays permet d'espérer de bons résultats dans les pays où la progression a été moins importante. Pour appuyer ce processus, il importe, avant tout, d'élaborer des politiques adaptées et de mettre en place des institutions pour les mettre en œuvre. Le renforcement de la coopération interafricaine au cours des 20 dernières années, à l'échelle régionale et au sein de l'Union africaine, a favorisé l'essor du commerce régional. Les communautés économiques régionales sont déterminées à créer des unions douanières et des marchés communs. A mesure que ces structures se mettent en place, les échanges régionaux augmentent, mais le potentiel est loin d'être totalement exploité. Pour la plupart des produits agricoles, les marchés régionaux enregistrent une croissance supérieure à celle des marchés étrangers. De plus, l'urbanisation va entraîner une hausse de la demande en produits alimentaires à forte valeur ajoutée.

Dans les années 1990, la plupart des bailleurs de fonds et des Etats se sont désintéressés de l'agriculture africaine. L'une des raisons est qu'ils ont suivi certaines idées peu judicieuses du consensus de Washington, selon lesquelles la croissance économique reposerait avant tout sur une politique économique globale, et qu'il ne serait pas réellement nécessaire d'élaborer des politiques sectorielles. Pendant la majeure partie de la décennie, les prix mondiaux des produits alimentaires sont restés bas, ce qui a empêché d'investir massivement dans l'agriculture africaine. Lorsque les objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ont été adoptés au début des années 2000, l'agriculture est redevenue un centre d'intérêt. On a vite compris que la pauvreté et la faim touchaient plus durement les zones rurales et qu'il fallait miser sur l'agriculture et le développement rural pour pouvoir réaliser l'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD). Le rapport sur le développement dans le monde de 2008, consacré à l'agriculture et au développement rural, une évaluation récente de la Banque mondiale, l'évaluation externe indépendante de la (FAO) et la présente évaluation, conjointe, reflètent cette prise de conscience. La soudaine flambée des prix des aliments en 2007-2008 et la récession économique ont affaibli les arguments en faveur de l'achat de céréales à bas prix sur le marché mondial. La prise de conscience sur les dangers liés au changement climatique, cette reconnaissance du rôle de l'agriculture a réveillé les interrogations quant à la capacité du monde en général, et de l'Afrique en particulier, à satisfaire ses besoins alimentaires à moyen et long terme.

Le regain d'intérêt pour l'agriculture africaine a été marqué, en novembre 2002, par le lancement du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), qui vise à aider les pays du continent à faire de l'agriculture le moteur de leur croissance économique, ainsi que par la conférence des ministres de l'agriculture de l'Union

Africaine de Maputo(2003), qui ont reconnu qu'il était nécessaire d'accroître la production alimentaire et agricole, pour garantir une sécurité alimentaire durable, en adoptant la Déclaration de l'agriculture africaine, qui prévoit des projets d'investissement et des plans d'action axés sur le développement agricole, aux niveaux régional et continental. Ces investissements reposent sur quatre piliers :

- La gestion des terres et de l'eau, y compris l'irrigation ;
- L'accès aux marchés, comportant l'aménagement des infrastructures et le renforcement des capacités des agriculteurs commerciaux et des petits exploitants ;
- L'approvisionnement alimentaire et la réduction de la faim, notamment avec l'amélioration de la production et de la commercialisation, et l'augmentation des échanges commerciaux ;
- La recherche agronomique visant à mettre au point de nouvelles techniques et à les diffuser.

Les pays ont convenu de consacrer, dans un délai de 5 ans, au moins 10% de leur budget national à l'agriculture et au développement rural, et de viser une croissance agricole de 6% par an, jugée nécessaire pour assurer l'essor socioéconomique de l'Afrique. Bien qu'il ait fallu du temps pour exécuter le plan pour l'Afrique, énoncé dans le document d'origine, les grands principes du programme, détaillé pour le développement de l'agriculture africaine(PDDAA) sont les suivants :

- Une mise en œuvre progressive, afin que l'Union africaine et ses Etats membres s'approprient le programme ;
- L'adoption d'autres initiatives, notamment l'Alliance pour une révolution verte en Afrique ;
- La reconnaissance par les grands bailleurs de fonds que le programme est le principal lien de discussion des questions sur l'agriculture africaine.

§4. L'appui des Etats africains à l'agriculture

Les dépenses que les africain consacrent à l'agriculture ont effectivement augmenté. Au début de l'année 2009, l'Ethiopie, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Namibie, le Niger et le Tchad avaient atteint le taux de 10% prévu par la Déclaration de Maputo de 2003¹. Il n'est toutefois pas certain que tous ces Etats soient vraiment déterminés à respecter l'esprit et la lettre de cette déclaration : les dépenses publiques au pourcentage du budget de l'Etat ou du PIB agricole, sont souvent inférieures à celles d'autres pays en développement.

¹ www.ymundlak.net

L'équipe d'évaluation conjointe a constaté que des actions importantes étaient menées pour augmenter les investissements en faveur de l'agriculture et du développement rural dans les pays visées par les études de cas. Cependant, des questions subsistent quant à l'efficacité de ces investissements. La corrélation entre les dépenses effectuées et la croissance de l'agriculture africaine n'est pas toujours évidente : dans les années 1970 et 1980, ces dépenses étaient parfois élevées, mais l'impact faible. Le niveau des investissements dans l'agriculture et le développement rural est manifestement important, mais leur composition et leur efficacité sont déterminantes. Il convient donc d'analyser en profondeur les différents projets d'investissement et de définir des priorités, ce qui est difficile pour de nombreux pays.

§5. L'aide publique au développement en faveur du secteur agricole

L'agriculture et l'accroissement des dépenses des pays africains se sont accompagnés d'une augmentation de l'aide publique au développement (APD) en faveur du secteur agricole. En 2002, l'aide publique au développement (APD) consacrée à l'agriculture et au développement rural atteignait son niveau le plus bas, soit 991 millions de dollars, mais en 2007, elle avait plus que doublé pour atteindre 2 456 millions de dollars¹. La part de l'aide publique au développement affectée à l'agriculture et au développement rural, dans la région, est passée de 11.8% à 3.5% entre 1995 et 2005. En 2007, elle avait toutefois amorcé une reprise, atteignant 5.4%. Les engagements au titre de l'aide publique au développement pour 2008 et 2009 sont encore plus importants, et les nouveaux bailleurs de fonds bilatéraux et les fondations privées y participent de plus en plus activement. Il n'en demeure pas moins que la part de l'aide publique au développement, qui est consacrée à l'agriculture et au développement rural demeure exceptionnellement faible par rapport au niveau de 1995 (11.8%).

En fin, il faut souligner qu'entre 1998 et 2007, le FIDA et la BAD ont financé environ la moitié de l'aide publique au développement multilatérale destinée à l'agriculture et au développement rural en Afrique. Ces chiffres témoignent du rôle important que ces deux organisations jouent dans ce secteur, alors que d'autres bailleurs de fonds l'ont délaissé dans les années 1990 et au début des années 2000.

¹ www.hdl.handle.net/1866/320

SECTION II : LES DIFFÉRENTS TYPES DES CULTURES EXISTANT DANS LE DISTRICT D'ANDAPA

Compte tenu de la bonne condition pluviométrique annuelle et de ses vastes plains, la cuvette d'Andapa dégage une importante production agricole. Le climat est favorable à différentes cultures tropicales.

§1. Les cultures vivrières

A. La riziculture

La prédominance de la riziculture par rapport aux autres cultures vivrières s'explique par la tradition de la population locale et la vocation naturelle de la région. La riziculture domine tant en superficie cultivée, qu'en production. Elle occupe 48% de la superficie cultivable du district. La production locale est de 225000 tonnes et 325000 tonnes pour l'année 2009 et 2010. Le rendement varie entre 4.5 à 6.5 tonnes par hectare, chaque année. On y trouve différents types de variétés culturales.

B. La variété culturale

Le riz présente de nombreuses variétés. Le choix des variétés cultivées est dicté notamment par l'expérience des paysans. Selon le résultat de notre enquête, voici la liste des variétés cultivées dans le district d'Andapa.

Tableau n° X: Les différentes variétés de riz existant dans la cuvette

Cycle Végétatif long	Cycle Végétatif court
Bengaly (Fotsy,Mena)	Ahidrano
Lohambitro	Bemalady
Maityhatoka	Menahely
Mamoriaka (mena, fotsy, madinika, be)	Mamoriakan'nymarovoay
Makalioka (mena, fotsy, madinika, be)	Mamoriakan'iTsaralahy
Mangitryandrefana	Tsymibeko
Menabe	Vary vazaha
Japonais (iva, ambo, madinika, be)	Vary somotra
R46, R27 , R8	Vary STABEX
Soamaitso	
Sabotrika	
Sakandakana	
Tsipala(iva, ambo)	
Tsymandadyangony	
Tsimahitonakoho	
Vary voanio	
Vodyvendrana	
Vary raoka	
Zanvarona	

Source: Enquête auprès des paysans, Année 2011

Le cycle végétatif du riz varie entre 3et 6 mois. A noter que le cycle long offre beaucoup plus de rendements que le cycle végétatif court.

Dans la cuvette d'Andapa, la culture du riz s'étale sur 3 saisons bien distinctes, en fonction des variétés :

- Le « Varyjeby » est le riz de contre saison. Les travaux rizicoles se déroulent du mois de juillet, jusqu'à la fin du mois d'aout. Les riziculteurs plantent le riz à court cycle végétatif.
- Le « Varytaono » correspond à la riziculture aquatique. La saison culturale commence au mois de janvier ou février, et la récolte s'effectue au mois de juin. Cette riziculture est la plus répandue dans la zone.
- Le « Vary an-tanety » est la culture sur brulis. L'abattage des arbres se fait au mois d'octobre, et la récolte se déroule au mois de mai.

C. Le manioc

Il est cultivé en principe sur les montagnes du village, à cause des divagations des zébus. La plantation se fait au mois de septembre, jusqu'à la fin du mois de novembre pour avoir un bon rendement. Elle se pratique par bouture et est suivie par des entretiens, par le sarclage. La récolte se déroule du mois de mai à fin septembre. Les feuilles de manioc pilées constituent un mélange du repas avec le riz, et c'est très consommé par la population locale.

A Andapa, il existe 29.58 exploitants de manioc qui a produit en moyen 7664.35 tonnes dans l'année. Malgré la dominance de la riziculture, la culture de manioc contribue aussi à subvenir aux besoins alimentaires de la population locale.

D. Le maïs

Le maïs occupe la troisième place dans l'alimentation humaine du district, après le manioc. Une augmentation de la superficie et de la production est vraiment remarquée à partir de l'année 2005. La production augmente toujours en fonction de l'augmentation de la superficie cultivée (cas des années 2007 et 2008). Par contre, après deux ans, la superficie occupée par la culture du maïs a diminué, il n'est que de 1913 ha, avec 24 740 tonnes de production en 2009. Tandis qu'en 2010, la superficie cultivée est de 2 335 ha pour une production de 2 7 405 tonnes. Si on part de la production totale, le rendement du maïs est un peu soutenu, grâce à l'effet de démonstration des vulgarisations de l'année 2010.

E. Le haricot

Avant, cette activité était marginalisée dans le district d'Andapa, alors qu'il fournit des produits au niveau du marché local et national ; la population se rend compte de cet avantage, c'est essentiellement pratiqué la culture d'haricot dans toutes les 18 communes que cette filière est plus développée. Aucun encadrement spécial n'a été mené jusqu'à aujourd'hui sur cette spéculation.

Conformément aux propos tenus par les producteurs interviewés, ce qui motive les paysans à produire le haricot, c'est son prix rémunérateur, son cycle relativement court, l'inexistence de mévente au niveau des producteurs, et le fait qu'elle se conserve durablement.

A propos du marché, les collecteurs viennent du District d'Antalaha, de Sambava, et de la région DIANA, et les prix varient de 350 à 500 Ariary/ Gobelet ou kapoaka, suivant les saisons.

F. La patate douce

La population pratique la plantation de la patate douce sur de faibles surfaces. Son cycle est d'environ 3 à 4 mois. La plantation se fait au début du mois de mars et avril. Une fois cultivée, l'entretien du champ de culture se réduit au simple sarclage. La récolte se déroule au

mois d'août et septembre. La patate douce est un tubercule très apprécié par les enfants. La surface cultivée est de 1110 ha, avec une production de 4566 tonnes, on y trouve un bon rendement pour ce type de culture, qui peut atteindre 4 tonnes par hectare en 2010.

Les paysans pratiquent la culture fruitière qui vient en complément de la culture vivrière.

§2. Les cultures fruitières

A. La banane

Dans la cuvette d'Andapa, on trouve des bananiers poussant un peu partout. Elles sont plantées avec le manioc ou les caféiers. Le système de plantation se fait par les rejets de vieux plants. Les variétés cultivées sont très nombreuses : fontsilahy, tsiamiandroa, bitavia lava, tsiambotsihiva, malamaravina, fontsiandatra et fontsyambaraboaka. On les cultive pour des raisons alimentaires et commerciales. Au cours de la campagne 2010, la superficie cultivée est de 1003 ha pour une production de 3766 tonnes. Le rendement a été de 3.75 tonnes à l'hectare. Cette culture est très répandue dans cette région.

B. L'ananas

L'ananas occupe surtout les zones riveraines favorisées par des sols sablonneux. Cette culture est recommandée sur les terrains villageois, en bordure de la rivière. Cependant, la culture reste à l'état archaïque. Les variétés cultivées sont le Zanzibar et la Victoria. On y trouve une importante quantité produite.

C. Le litchi

Le litchi constitue l'arbre fruitier le plus répandu dans la cuvette d'Andapa. La plantation est simple, elle se fait par bouture. C'est un fruit en maturité au mois de novembre et décembre. C'est un produit périssable.

Les fruits sont nombreux ou variés à Andapa mais ils ne sont pas exploités par la vente. On mange quand on en trouve, car ils sont destinés à l'autoconsommation familiale, faute de débouchés.

Les paysans ne se contentent pas seulement des cultures vivrières et / ou fruitières, ils pratiquent d'autres cultures.

§3. Les cultures des légumes

Elles sont quasi exclusivement réservées aux femmes, car elles ne requièrent pas beaucoup de forces physiques, par rapport aux autres cultures. Les travaux agricoles commencent par le défrichage des herbes pour la préparation des surfaces à cultiver, qui débute au mois d'avril et s'achève au mois de septembre. La culture se fait en plates – bandes pour éviter l'eau stagnante. On y trouve le chou de Chine et le poireau comme principales

variétés de légumes cultivées. Grace à l'utilisation des semences et à la vulgarisation agricole, la production totale s'élève jusqu'à 240 tonnes, de la superficie cultivée est de 120 ha, ce qui donne un rendement de 2 tonnes à l'hectare.

La quasi-totalité de la production est destinée à la consommation de la famille, une partie seulement est mise à la vente pour alimenter le marché urbain.

§4. Les cultures industrielles

Le poivre et la canne à sucre constituent les deux types de cultures industrielles pratiquées dans la cuvette d'Andapa.

La canne à sucre tient une place importante dans la vie des Tsimihety. Elle est destinée à la fabrication de « betsa », qui est la boisson la plus consommée dans cette région. D'après la situation de la dernière campagne, la superficie cultivée est de 1004 ha pour une production de 4567 tonnes. Le rendement à l'hectare est de 4.5 tonnes.

Ce type de culture industrielle donne un rendement très élevé, par rapport aux autres cultures. C'est une activité très intéressante, malgré le mode d'exploitation qui demeure archaïque.

Quant au poivre, suite à l'implantation de l'opération du café de 1969 à 1989, on trouve une quantité de poivre produite extrêmement faible dans la cuvette d'Andapa. Sa culture est associée au giroflier et au caféier. Les paysans locaux ne sont pas intéressés par cette culture ; c'est pourquoi, le rendement est faible et varie entre 150 et 260 kg à l'hectare.

§5. Les cultures de rente

La vie économique d'Andapa repose sur les trois cultures d'exportation à savoir : le café, le girofle et la vanille.

A. Le Café

C'est la culture la plus répandue de la zone, elle est renforcée par la création de l'opération Café de 1968 à 1989. Mais l'opération s'étant arrêtée en 1990. Depuis 1989, la production n'a cessé de décroître. Cette baisse résulte de la fluctuation des prix. C'est pourquoi les paysans ne veulent plus entretenir leurs caféiers. La production évolue en dents de scie ; son niveau dépend du caprice de la nature et de la fertilité du sol.

B. Le Girofle

Le repiquage des jeunes plants se fait pendant la saison humide, aux mois de décembre ou janvier, pour favoriser leur croissance. Il domine largement en surface cultivée, par rapport aux autres cultures de rente. La petite saison sèche de septembre-octobre excite la floraison.

La récolte commence à partir du mois de septembre : Les paysans s'occupent régulièrement des entretiens par le nettoyage des alentours de chaque giroflier, pouvant

produire jusqu'à plus de 30 kg de clous prêts à la vente. Le rendement varie entre 0.7 à 2.3 tonnes par hectare.

C. La Vanille

La plantation se fait par bouturage durant les mois humides. C'est une culture assez difficile à mener. La pollinisation des fleurs s'étale du mois d'octobre à novembre. Elle se déroule dans la matinée, car la forte température dans la journée risque de faner les fleurs. La récolte s'effectue dès le mois de juin.

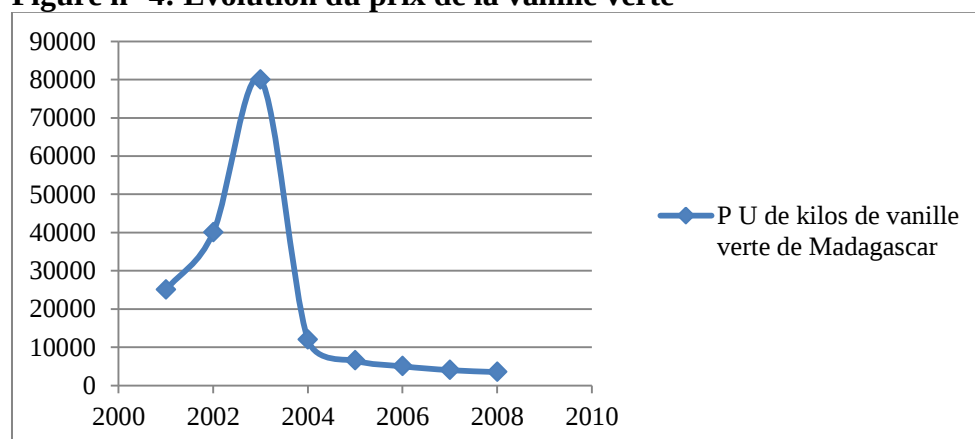
Tableau n° XI : Evolution du prix de vanille en Ariary le kilo

Années	Prix de la vanille verte
2001	25000
2002	40000
2003	80000
2004	12000
2005	6500
2006	5000
2007	4000
2008	3500

Source : INSTAT, Année 2012

Les vols de récoltes sur pied et la fluctuation des prix obligent certains paysans à récolter les gousses immatures. La production sur place atteignait 4 090 tonnes, sur une superficie de 5180 ha, ce qui donne un rendement reste faible (0.8t /ha). La vanille préparée est expédiée à Antalaha et à Tamatave, pour l'exportation. Pour rendre plus claire cette évolution du prix, nous allons la présenter dans un graphique.

Figure n° 4: Évolution du prix de la vanille verte



Source : Graphe élaboré par l'Auteur, Décembre 2012

D'après ce graphique, on peut tirer que le prix de la vanille verte a augmenté depuis 2001, jusqu'au niveau maximum, en 2003. Cette hausse est due à l'insuffisance de l'offre, causée par le passage des cyclones Gloria et Hydah, en 2000.

L'année 2004 est marquée par le début de la chute du prix de la vanille de Madagascar, à cause de l'abondance de l'offre, et l'existence de la diminution des demandes de vanille naturelle, au profit de la vanille des pays concurrents et de la vanille synthétique.

SECTION III : LES CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE DANS LE DISTRICT D'ANDAPA

La terre est un élément essentiel de l'activité agricole. Pourtant, les caractéristiques de l'exploitation varient selon le type de spéculation. Cette section met en évidence, dans les paragraphes ci-après : les définitions utilisées, les modes d'exploitation et les facteurs de production.

§1. Les définitions utilisées

A. L'exploitation agricole

Dans le domaine de l'économie rurale, l'exploitation agricole est définie comme une entreprise, ou une partie d'une entreprise, constituée en vue de la production agricole et caractérisée par une gestion unique et des moyens de production propres¹. Dès cette définition le terme entreprise exprime une structure économique et sociale comprenant une ou plusieurs personnes, et travaillant de manière organisée, pour fournir des biens ou des services à des clients, dans un environnement concurrentiel appelé marché, ou non concurrentiel appelé le monopole. Pour bien comprendre ce que c'est qu'une exploitation agricole, il est important de tenir en compte les trois caractéristiques suivantes :

- Une exploitation agricole doit produire des produits agricoles ;
- Une exploitation agricole doit avoir une gestion courante indépendante ;
- Une exploitation agricole doit atteindre un certain seuil en superficie (un hectare en France), en production ou en nombre d'animaux.

L'exploitation agricole c'est la personne qui prend toutes les décisions dans la gestion d'une exploitation agricole. Il peut s'agir du locataire ou du propriétaire de l'exploitation, ou encore d'un gérant engagé. Les principales décisions d'un exploitant agricole « tsimihety » sont : la récolte, l'élevage, la commercialisation et les ventes, l'achat des biens immobilisés et autres questions financières. C'est donc la personne responsable de la bonne marche de l'exploitation agricole. Dans la société tsimihety, c'est souvent le chef du ménage agricole qui détient ce rôle, on peut aussi l'appeler « chef d'exploitation ».

¹ Seth RATOVOSON : Cours Economie rurale, 3ème Année ECONOMIE, Université de Toamasina Année 2010

B. Le ménage agricole

Le ménage agricole est formé par des personnes actives vivant ensemble sous la direction d'un chef de ménage ou d'un ouvrier agricole et exerçant une ou plusieurs activités agricoles à titre principal. Dans le district d'Andapa, la taille moyenne de ce ménage est de 5 à 6 personnes par ménage.

C. Le revenu agricole¹

Le revenu agricole est la rémunération de l'activité agricole, c'est-à-dire le produit brut (produit animal ou végétal) diminué des charges réelles (charges proportionnelles ou charges supplétives), lors de l'accomplissement des travaux.

Revenu agricole = Produit brut d'exploitation – charges réelles

Produit brut d'exploitation = produit d'animal + produit végétal

Charge réelle = charges proportionnelles + charges de structures

Revenu agricole = (Produit d'animale + Produit végétal) – (charges proportionnelles + charge de structures).

§2. Les modes d'exploitation

L'exploitation peut utiliser la terre en tant que propriétaire ou en tant que locataire. C'est pourquoi on entend plus souvent le terme « modes de faire valoir »². Il désigne la nature des liens contractuels entre l'exploitation d'une terre et le détenteur du droit foncier. On en distingue deux catégories :

- Le mode de faire valoir direct ;
- Le mode de faire valoir indirect.

A. Le mode de faire valoir direct

Le mode de faire valoir direct concerne l'exploitation par l'agriculteur lui-même sur ses propres terres. L'exploitation est à la fois le propriétaire foncier et le propriétaire du capital d'exploitation. Pour ce mode, l'exploitant peut gagner lui-même des profits de son exploitation, mais aussi subir les pertes qui en découlent. Il est le seul responsable de son exploitation, ce qui est différent du mode de faire valoir indirect.

B. Le mode de faire valoir indirect

Quant à ce mode, l'exploitant est un individu autre que le propriétaire foncier. En d'autres termes, le capital foncier est exploité par une personne qui n'est pas propriétaire. Ce

¹ Seth RATOVOSON : Cours Economie rurale, 3ème Année ECONOMIE, Université de Toamasina Année 2010

² Seth RATOVOSON : Cours Economie rurale, 3ème Année ECONOMIE, Université de Toamasina Année 2010

mode d'exploitation peut se présenter sous deux formes : le fermage et le métayage. Il varie selon le contrat entre le propriétaire et le locataire.

a. Le fermage

Le fermage c'est la location de terre, contre une redevance fixe, soit en nature ou en numéraire. La production revient totalement à l'exploitant, car la redevance est fixée au début de l'exploitation. L'exploitant assure le capital d'exploitation et tous les travaux y afférents. Le propriétaire n'intervient pas, même si l'exploitant subit une perte, ou procède à un investissement. Ce mode d'exploitation est plus souvent pratiqué dans les pays développés, car les moyens de production sont très modernes, susceptibles d'accroître la productivité, ce qui n'est pas le cas du métayage.

b. Le métayage

Dans ce type de contrat, l'exploitant est le métayer. Il doit payer au propriétaire, en nature ou en espèces, une redevance proportionnelle à l'importance de la récolte. Dans le cas d'une hausse de la production, l'exploitant et le propriétaire profitent ensemble, sinon ils subissent des pertes. Ce type de contrat est fréquemment utilisé dans les pays en développement comme Madagascar. L'importance de ces trois modes d'exploitation est estimée en 1989 comme suit :

- ❖ 85 % relève du mode de faire valoir direct ;
- ❖ 7 % relève de la mise en valeur sous forme de métayage et de fermage ;
- ❖ 8 % relève d'autres modes de faire valoir (redevance au travail, occupation gratuite des terres).

Dans le district d'Andapa, la pratique du métayage ou du fermage se fait dans trois Communes sur 18. Les paysans métayers ou fermiers sont de l'ordre de 15%. Dans cinq communes sur 18, plus de 30% des ménages sont fortement dépendant du salariat agricole, et moins de 20% des paysans sont sans rizière. Plus de 50% des paysans le sont dans les dix communes restantes. C'est la raison pour laquelle le District d'Andapa est le premier District de la Région SAVA, disposant de plaines cultivables importantes. Malheureusement, l'utilisation des facteurs de production modernes semble très rare, voire inexistante.

§3. Les facteurs de production

Les théories classiques distinguent trois facteurs de production essentielle : le capital foncier (la terre), le travail et le capital d'exploitation¹. Parfois, dans les pays en développement, seul le travail foncier est le plus utilisé.

¹Maurice BASLE et al, « Histoire des pensées économiques, les Fondateurs », édition Dalloz, 2^{ème} édition, Paris, 1993 page 98.

A. Le capital foncier (la terre)

Selon les physiocrates, la terre constitue la principale source de richesse¹. Pour désigner la terre, on utilise parfois le terme « structures foncières ». Pourtant, elles peuvent constituer, à la fois, un facteur de dynamisme et un frein au développement des deux systèmes de réglementation (droit et coutumes), et à l'attachement à la propriété ancestrale. Ce qui explique la difficulté de la réorganisation du système foncier. L'aménagement reste encore difficile, du point de vue de la structure foncière, car la plupart des plaines ne sont pas encore cadastrées. Ce qui entraîne la faiblesse de l'information rizicole. Cette situation requiert donc une réorganisation du système foncier, dans la perspective de développement du monde rural.

B. Le capital d'exploitation

Le capital d'exploitation joue un rôle important dans le secteur agricole, plus particulièrement dans la riziculture. On en distingue deux sortes : le capital technique et le capital financier.

a. Le capital technique

Le capital technique peut se définir comme l'ensemble des intrants agricoles nécessaires à l'exploitation. En général, il entre dans la période considérée. Il est constitué par le cheptel mort et le cheptel vif.

➤ Le cheptel mort :

Le cheptel mort représente l'ensemble des matériels de traction, de transport, de culture et d'installation fixe². La présence de celui-ci témoigne la mécanisation de l'exploitation. Mais son utilisation occasionne des charges supplémentaires pour l'exploitant. Le recours au cheptel vif est très souvent remarqué.

➤ Le cheptel vif :

Le cheptel vif est constitué par l'ensemble du bétail présent dans l'exploitation³. En plus de son rôle productif, il représente d'autres avantages : il apporte de l'humus, assure le plein emploi de la main d'œuvre familiale et fournit de l'argent liquide, suite à la vente du bétail et/ou la vente de lait, etc.

Le capital technique ne permet pas de maximiser le rendement rizicole. Par ailleurs, l'exploitation nécessite des moyens financiers.

¹ LEMIARY : Cours Faits et pensées économiques, 1ère Année ÉCONOMIE, Université de Toamasina Année 2008

² Seth RATOVOSON: Cours Economie rurale, 3ème Année ÉCONOMIE, Université de Toamasina Année 2010

³ Seth RATOVOSON : Cours Economie rurale, 3ème Année ÉCONOMIE, Université de Toamasina Année 2010

b. Le capital financier

Le capital financier contribue au développement des investissements, quels que soit les domaines d'activités. Le crédit agricole est encore peu présent dans l'exploitation agricole, et même dans la riziculture malgache, car il n'y a pas de crédit de campagnes. Son rôle est limité fondamentalement au financement de la commercialisation. L'insuffisance et/ou le manque de diffusion de crédit, à la production, constitue une des contraintes majeures au développement agricole. Celles-ci sont dues généralement à la déficience des voies de communication et à l'isolement d'une grande partie de la population rurale. Le District d'Andapa compte trois organismes de crédit : la BOA, l'OTIV et le TSINJO LAVITRA (Paositra Malagasy).

Malgré l'existence de ces organismes financiers, il n'y a pas d'octroi de crédit au niveau des paysans producteurs. Certes, le mode de remboursement de crédit n'est pas conforme à la situation des producteurs. C'est pourquoi les paysans ne peuvent pas améliorer leurs techniques d'exploitation, ni d'accroître leur superficie cultivable, à chaque année culturale. En somme, le capital d'exploitation est un facteur déterminant pour l'accroissement de la productivité rizicole. Malheureusement, il n'est pas très développé en milieu rural. La force de travail permet de mettre la terre en valeur.

C. Le travail

Le travail constitue la manière de mettre en valeur la terre. Il est différent selon le type de spéculation. Par exemple, pour la riziculture de bas fond, il s'agit d'un simple ou d'un double passage de zébus. Le piétinage des zébus constitue les seuls travaux de préparation du sol. Quant au riz tavy, il s'agit d'un défrichement forestier, dans un premier temps, la brulure dans un second, et enfin le semis. La combinaison des facteurs de production joue un rôle très important pour l'accroissement de la productivité rizicole.

DEUXIÈME PARTIE :
LE SECTEUR AGRICOLE ET LES CONTRAINTES
DE L'AGRICULTURE FACE AU
DÉVELOPPEMENT DU DISTRICT D'ANDAPA

Le secteur agricole reste le secteur le plus dominant de l'économie dans le District d'Andapa. 88,8% des populations tsimihety pratiquent l'agriculture. Ainsi, étant donnée la superficie totale (4 991km²), la répartition des zones sur la vie socio-économique montre que l'agriculture peut jouer un rôle très important pour faire reculer la famine, et est le moteur initial de la croissance économique enfin pour développer la zone d'étude.

CHAPITRE I : LES PRINCIPALES CONTRAINTES RENCONTREES PAR L'AGRICULTURE DANS LE DISTRICT D'ANDAPA

Dans ce chapitre, nous allons voir les facteurs et les contraintes qui bloquent le développement de l'agriculture dans le District d'Andapa.

SECTION I : LES CONTRAINTES PHYSIQUES

De nombreuses contraintes physiques sont liées à l'agriculture dans le District d'Andapa. On peut citer comme la texture des sols, les feux de brousse, le « tavy », l'exploitation des ressources naturelles, le riz irrigué sans contrôle de l'eau, et l'enclavement des zones de production.

§1. La texture des sols

La texture d'un sol est définie par la taille et l'organisation des particules de ce sol. Un sol a une texture fine ou grossière, selon sa teneur relative en particules fines et grossières. La texture est déterminée par la proportion relative en argile, en limon et en sable. Les particules de plus de 2mm ne sont pas prises en compte dans la description d'une texture de sol. Les sols où le riz est cultivé ont, sauf rares exceptions, moins de 35% de particules plus grosses que 2mm. Les quatre classes seulement sont utilisées pour les sols rizicoles : sableux, limoneux, limono-argileux et argileux. En fait, les sols sableux sont assez rares en riziculture irrigué.

Les sols sableux et limoneux sont en général les moins productifs et ont besoin de plus grandes quantités d'eau que les autres classes. Plus grossière est la texture, le plus souvent faible est le rendement, et plus sérieux les problèmes de conduite de l'eau et de la fertilisation¹. Mais une bonne réponse aux engrais est le plus souvent observée dans les sols sableux et limoneux. En règle générale, les rendements les plus élevés sont obtenus dans les sols ayant 25 à 50% d'argile dans l'horizon de surface, et des teneurs plus élevées en argile, dans le sous-sol. Environ 50% des sols de rizières, en Asie tropicale, ont de tels pourcentages d'argile, environ 30% ont une texture plus fine, et environ 20% ont une texture plus grossière. Les meilleures performances du riz dans des sols limono-argileux sont dues à une meilleure croissance racinaire. Le poids en matière sèche de racines est en général plus élevé dans des sols à texture fine, tels les sols limono-argileux.

§2. Les Feux de brousse

Les feux ont un rôle important sur les processus de l'érosion. Le problème de feux de brousse dans le district d'Andapa provient de plusieurs sources comme feu de nettoyage, de renouvellement de pâturage et de défrichement. Cette pratique devient généralisée et

¹ Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche : caractéristiques et tendances de l'homme sur l'érosion, versant, élevages, milieu urbain et rural volume 2: 2000 p 68.

répétitive. Ces derniers temps, si les feux sont devenus difficilement maîtrisables, et ceux des prairies sont les plus fréquents. En général, les habitants sont principalement à l'origine de ces incendies. La raison en est que, plus le taux de croissance naturel augmente, plus la population rurale essaye de trouver des terres plus fertiles et abondantes pour accroître leur productivité agricole.

A. Les causes des feux

La plupart des feux rencontrés au niveau du District d'Andapa sont aussi des feux non maîtrisés dus aux négligences. Ils proviennent de feu de renouvellement de pâturage et de feu pour la fabrication de charbon de bois.

Les feux de brousses représentent une menace vis-à-vis des faunes et des flores, ainsi que les villageois riverains. En effet, ces feux empêchent probablement la génération de la forêt dans la savane. La période des feux est allumée sur les collines ou plaines au début de la saison sèche et se termine au début de la saison des pluies.

Les agricultures allument des feux pour faciliter la culture sur brulis, et aussi pour la fabrication de charbon de bois.

B. Les points de feux

Selon TBE SAVA dans le chapitre « sol et couverture forestière », novembre 2008, pour une meilleure méthodologie d'analyse des points de feux, il serait mieux de pratiquer le calcul du taux d'augmentation ou de diminution des feux, par la formule suivante :

$$\text{Taux} = [(T_t - T_{t-1}) / T_i] * 100$$

Avec t : temps

Tt-1 : représente le nombre de points de feux au temps t-1 (dans une commune donnée)

Tt : nombre de points de feux au temps t.

Si le taux est négatif (taux de diminution), cela signifie que la situation s'est améliorée au temps t (moins des feux qu'au temps t-1). Dans le cas contraire (taux d'augmentation), cela représente la dégradation de la situation au temps t (plus de feux recensés qu'au temps t-1) recherchés.

§3. Le « tavy », une tradition

Les observations et discussions avec les paysans tsimihety nous ont permis de comprendre que la pratique du « tavy » représente pour eux une tradition transmise des parents aux descendants¹.

¹ Enquête effectuée auprès des paysans dans le District d'Andapa, Année 2011

Les agriculteurs tropicaux ont appris que, dans leur région, la culture de riz pluvial exige l'utilisation de feu, afin de se débarrasser des végétations indésirables, et de rendre le sol fertile et plus facile à travailler. Cette pratique est devenue une tradition, autant que le riz constitue une nourriture traditionnelle. Même si les bas-fonds existent, les tsimihety préfèrent d'abord pratiquer du « tavy » pour deux raisons :

- Leurs ancêtres ont peu exploité les rizières irriguées ;
- Le système de riz irrigué diffère de celui du riz de « tavy ».

Le fait que le « tavy » constitue une tradition et une habitude culturelle procure à ses pratiquants une certaine assurance, et justifie les doutes face à l'adoption de nouvelles techniques.

A. L'explication des effets du « tavy »

L'utilisation de feu a des effets physiques néfastes sur le système sol-végétation, ainsi que sur l'environnement immédiat des pratiquants de « tavy ». Ces effets peuvent être remarqués par ces derniers, après une période de plus ou moins long terme. De leur côté, des chercheurs et universitaires ont apporté toutes les explications possibles de ces effets néfastes du feu. Ils sont arrivés même à faire des études de ces conséquences sur l'économie d'un pays.

B. L'exploitation des ressources sylvo-pastorales

A Madagascar, les ressources sylvo-pastorales font partie du patrimoine domanial de l'Etat se manière générale, l'exploitation de ces ressources demeure caractérisée par une situation assez floue, malgré l'existence, depuis 1997, des disparitions réglementaires dictées par la politique nationale forestière. En effet, la question de l'exploitation des ressources sylvo-pastorales se trouve organiquement liée aux questions relatives à l'accès aux ressources en terre et, par conséquent, à la mise en valeur et à l'exploitation agricole, ainsi qu'au problème foncier.

Dans la zone d'Andapa, les ressources sylvo-pastorales occupent des étendues importantes et sont représentées essentiellement par les formations forestières primaires et secondaires, car il existe peu de savane herbeuse. Cette situation a fait que dans la situation actuelle, ces ressources font l'objet d'une exploitation intensive où les principales formes d'exploitation de ces ressources résident dans :

- Le défrichement et le brulis pour la mise en culture, car ces ressources sont considérées comme étant des réserves foncières pour l'exploitation agricole, des moyens dans les zones les plus favorables ;

- Le prélèvement des produits ligneux pour le bois de construction et le bois énergie, ainsi que sur de nombreux produits non ligneux.

Cette situation fait que, au-delà des questions ayant trait aux droits d'usage des populations riveraines des formations forestières, les ressources sylvo-pastorale de la zone se trouvent soumises à une pression anthropique croissante, qui a pour corollaire la dépréciation de la valeur et de la qualité des formations forestières en présence, par laquelle les formations forestières primaires évoluent vers des formations secondaires et, à leur tour, les formations secondaires évoluent vers la savane herbeuse.

Une telle situation est quasi normale, dans la mesure où elle découle d'un déséquilibre prévisible entre les facteurs « non évolutifs »¹ qui caractérisent le milieu socio-économique (population, démographie, besoins qualitatifs et quantitatifs, connaissance et technologies). En l'absence de mesure d'adaptation de certaines caractéristiques du milieu socio-économique, un tel déséquilibre serait appelé à s'amplifier, pour conduire, à terme, à un niveau de production inférieur, et moins durable des systèmes d'exploitation.

§4. L'exploitation des ressources naturelles

La cuvette d'Andapa est caractérisée par une exploitation de plus en plus intense des ressources naturelles accessibles à la population (ressource en terre, ressources en eau, ressources forestière). Cette exploitation des ressources forestière accroît l'exploitation de diverses ressources biologiques des milieux humides ou aquatiques.

L'exploitation des ressources en terre de la plaine située au centre de la cuvette, moyennant l'aménagement de périmètres irrigués, est effectuée dans le cadre de grands projets ou par les moyens propres des paysans.

A. La déforestation

La déforestation est le phénomène de régression des surfaces couvertes de forêt. Elle résulte des actions de déboisement puis de défrichement, liées à l'extension des terres agricoles, d'une exploitation excessive ou anarchique de certaines essences forestières et de l'urbanisation.

Le terme « déforestation »² est utilisé pour qualifier la régression ou la disparition des espaces forestiers. Elle est le plus souvent due à l'urbanisation, l'extension des terres agricoles et l'exploitation, souvent illégale, d'essences forestières. Selon nous, la déforestation est un phénomène où un arbre meure. Elle peut être faite par l'être humain, par différentes manières, telles que le défrichage, les feux de brousse et ou encore causée par la nature, comme les

¹ www.theoreco.com

² www.euklems.net

cyclones, la sécheresse, etc. Les informations sur la déforestation peuvent être obtenues de deux façons : le premier est les mesures scientifiques très fiables, à partir de la comparaison des images-satellites, suivie de vérifications sur terrain, effectuées par l'Office National de l'Environnement (ONE) et le second, les rapports des chefs de cantonnements et des différents services du Ministère des eaux et forêts. Ces rapports sont d'une fiabilité moyenne et portent généralement sur les autorisations de défrichement.

B. L'érosion des sols

L'érosion est le processus de dégradation et de transformation du relief¹. En effet, l'érosion des sols agricoles produit des croutes (gypseuses ou calcaires) ; des cuirasses ferrugineuses et l'attriques. Elle est due, en grande partie, à l'action de l'homme par :

- les défrichements ;
- les méthodes agricoles intensives, la monoculture, la mécanisation, le défrichage, etc.
- les terrains pentus (étant progressivement colonisés par la riziculture) ;
- les aménagements routiers et urbains augmentant les surfaces de ruissellement ;
- les zones détruites par les incendies (elles sont particulièrement exposées à l'érosion).

§5. Le riz irrigué sans contrôle de l'eau

Le riz est cultivé avec une irrigation non permanente, le niveau d'eau dans le champ ne dépassant pas toutefois 50cm, limite, à vrai dire, quelque peu arbitraire. Le régime hydrique peut varier fortement d'année en année, de région en région, de saison à saison. Par voie de conséquence, le riz est exposé, ou bien à un bon et permanent régime hydrique, ou bien à des périodes de sécheresse et ou d'inondations plus ou moins prolongées et variant en amplitude et en durée.

Dans l'écosystème irrigué sans maître, mais favorable, les conditions sont très proches de l'irrigué avec maîtrise. De brèves périodes de déficit et ou d'inondation peuvent se produire, mais sans incidence majeure sur la culture. Les variétés conviennent au système irrigué avec maîtrise, à faible profondeur d'eau et avec périodes de sécheresse, principalement dans le Nord et le Nord-ouest, mais aussi sur de faibles surfaces, dans d'autres régions. Le riz y est le plus souvent semé à la volée, avec des variétés sensibles à la photopériode, précoces de 90 à 105 jours et tolérantes à la sécheresse.

§6. L'enclavement des zones de production

La plupart des problèmes majeurs de la zone de production est : enclavée pendant toute la saison des pluies avec une partie désenclavée comme les communes rurales d'Anoviara et

¹ www.wikipediaencyclodie.com

d'Antsahamena. Le transport n'est assuré que par des tracteurs, quibota et charrettes tirées par les zébus pendant la saison des pluies. Dans plusieurs communes du District d'Andapa, les zones productrices, restent encore enclavées durant la période des pluies.

SECTION II : LES CONTRAINTES TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES

Plusieurs contraintes techniques et économiques peuvent expliquer les facteurs au niveau du secteur agricole. L'agriculture de la zone est, par nature, une activité non progressive, à cause de certaines caractéristiques qui lui sont liées. Ce sont : la pratique traditionnelle, la déficience de la vulgarisation agricole et l'absence de spécialisation du travail ; les facteurs au niveau du financement pour l'exploitation rizicole à savoir la pauvreté chronique des paysans et l'insécurité foncière de chacune d'elle, s'avèrent très utile et fait l'objet de la rubrique.

§1. L'absence de spécialisation du travail

Il est communément admis que l'agriculture ne permet pas une subdivision du travail, contrairement à ce qui se passe dans les manufactures. Ainsi, pour la riziculture, celui qui effectue le choix du terrain, la plantation, l'entretien, la récolte et même le conditionnement après la récolte est le plus souvent la même personne. Ces différentes occupations étant réparties dans l'année. La spécialisation augmente la dextérité des travailleurs et accroît, par conséquent, la productivité de la main d'œuvre. La réalisation d'une spécialisation est très difficile dans l'exploitation rizicole. Cela est rendu difficile par le retard et l'arriération technologique.

A. Le mode de préparation du sol

La préparation du sol se fait par patinage des bœufs, et à la main à l'aide de petits matériels. Une telle pratique se voit un peu partout, notamment à Andapa. Il s'agit des passages répétés des bœufs, en vue d'ameublir le sol, avant le repiquage ou le semis. Parfois, on trouve des rizières mal nivelées et/ou mal drainées. L'utilisation de petits matériels reste généralisée à Andapa. Ce sont des outils rudimentaires à vocation multiple, et de surcroît peu onéreux. C'est le cas du « coupe-coupe » et de « l'Angady ». Ils constituent les principaux outils de base. L'utilisation de « l'Antsy Be » est un moyen jugé efficace par les travailleurs. La présence des « heniheny » dans les rizières oblige les paysans à utiliser des « Antsy Be », car les zébus ne peuvent pas accéder à l'intérieur des « heniheny ». La mécanisation agricole est inexistante, pourtant un point de vente existe.

B. La fumure utilisée

L'encadrement agricole y est insuffisant. L'état défectueux des infrastructures routières et l'éparpillement des rizicultures sont à l'origine de cette situation. En effet, la majorité des

rizières sont encore assez fertiles. Toutefois, l'apport de fumures entraîne un mauvais rendement s'il y a trop d'humus. Pour cela, il faut donc effectuer une étude préalable à propos de la typologie du sol, avant de l'utiliser.

C. Le mode de repiquage

La majorité des riziculteurs pratiquent encore le repiquage en foule. Deux raisons les poussent à faire cela :

- méthode plus rapide et moins coûteuse ;
- insuffisance de moyen matériel et financier

En d'autres termes, les paysans ne raisonnent pas en termes de productivité, mais en superficie cultivée. Par conséquent, le rendement obtenu ne permet pas de couvrir les besoins alimentaires en riz.

D. Le mode de sarclage

Le sarclage à temps est essentiel et nécessaire au développement de la culture. Il existe plusieurs manières de sarcler la rizière : le sarclage manuel, le sarclage mécanique et le sarclage chimique.

Le sarclage manuel est très difficile à manier, surtout dans les rizières mal drainées et profondes. Il demande plus de main d'œuvre, ce qui n'est pas le cas du sarclage mécanique et chimique. L'utilisation de sarcleuse permet de faire une économie de main d'œuvre, de rendre le travail plus rapide et d'aérer le sol et enfouir les mauvaises herbes. Or, son utilisation est limitée par son coût. Autrement dit, les prix sont très élevés et ne correspondent pas au pouvoir d'achat des ménages ruraux.

§2. L'âge des plants non respecté

L'âge des plants constitue un facteur essentiel du développement de la culture. Ainsi, le repiquage de jeunes plants, à moins de 20 jours, peut donner un maximum de tallage. Au-delà, le nombre de tallage devient en plus réduit. Or, on constate le repiquage de vieux plants dans la grande partie des riziculteurs de la zone. C'est la raison pour laquelle le rendement est faible.

§3. Le non-respect du calendrier cultural

Le calendrier cultural joue un rôle important pour chaque type de semence. Chaque variété de semence a son propre mode de développement. Pourtant, les riziculteurs ne connaissent pas ces caractéristiques. Cela a donc une influence sur le rendement.

Dans cette zone, la riziculture n'y est pas trop développée. Les techniques culturales demeurent fortement traditionnelles. Le taux d'utilisation des facteurs de production moderne (semences améliorées, fertilisants, matériel mécanique) reste faible. Faute d'aménagement

hydro agricole, la maîtrise de l'eau est difficile. Etant donné l'écologie de la région, la zone est dotée d'une forte précipitation durant toute la saison des pluies. En effet, il est difficile de maîtriser le débit d'entrée d'eau dans la rizière. Il y a des inondations durant toute la saison des pluies, dans les rizières basses. Les cultures sont immergées pendant plusieurs jours, cela empêche le développement des plants. A cause de la déficience des infrastructures agricoles, les paysans ont du mal à couvrir leurs besoins en riz.

§4. La déficience de la vulgarisation agricole et le niveau des infrastructures

Chaque Commune du district d'Andapa devrait être pourvue d'un centre de formation aux paysans. Il jouera le rôle de foyer de la vulgarisation agricole, permettant d'améliorer le savoir-faire des paysans. En plus, toutes les infrastructures de base devraient être présentes, afin que les paysans ne se sentent pas affectés par le dualisme entre la ville et la campagne. C'est-à-dire une structure sociale dans laquelle les villes vivent dans l'abondance, alors que les campagnes vivent dans la pénurie (éducation, soins médicaux, etc.). La déficience de la vulgarisation et le mauvais état des infrastructures de base entraînent l'exode rural. Par conséquent, les cultures sont abandonnées, mal entretenues et parfois ravagées par les animaux prédateurs, et entraînent un manque à gagner très important.

A. La pauvreté des paysans

Comme on l'a déjà souligné auparavant, le District d'Andapa connaît des difficultés alimentaires durant des périodes, chaque année : Mars-Avril et Septembre-Octobre, surtout dans les milieux ruraux. Ils souffrent d'une double contrainte : contrainte financière et alimentaire. Or, il y a une offre de crédit auprès des institutions financières, mais il n'y a pas spécialement de crédit alimentaire. Les paysans sont obligés de s'endetter auprès des gens riches pour demander de l'aide. En contrepartie, une part de la production restante ne peut pas subvenir à la consommation, durant toute l'année. D'où le cercle vicieux de la pauvreté.

B. La fluctuation des produits agricoles

La production et la commercialisation des produits agricoles sont fondées sur la base de prix, selon le mécanisme de cob-web¹. En période de récolte, le volume de la production augmente. Par ailleurs, selon la loi de l'offre et de la demande, le prix diminue en conséquence. Or, c'est le moment pour les paysans de renouveler ou acheter des matériaux de production. Deux sortes de facteurs peuvent se présenter :

¹ www.agri-africa-fr.com

- les paysans peuvent acheter des matériels, alors que la part réservée à la consommation est faible. En effet, il faut écouler toute la production pour atteindre le montant du matériel souhaité,
- et, ils peuvent réserver toute la production obtenue.

Par conséquent, ils ne peuvent pas financer leur projet de renouvellement. Ces doubles facteurs agissent au niveau des paysans dans le District d'Andapa et entraînent chaque année la stagnation de la productivité.

§5. Le manque d'accès au crédit agricole

La faiblesse du système de financement du monde rural constitue un des blocages à l'amélioration de la productivité agricoles. L'insuffisance du crédit agricole maintient les paysans dans la sphère de la pauvreté, et un faible rendement agricole. Les banques, souvent, ne prêtent pas aux paysans, de crainte qu'elle ne puisse récupérer le crédit octroyé, faute de sûreté. L'absence de garantie et le niveau d'instruction des paysans constituent des problèmes à l'accès aux crédits agricoles. L'OTIV Fitsimbinana s'installe dans le District d'Andapa pour résoudre les problèmes des producteurs. Les conditions posées par OTIV pour bénéficier de crédits sont les suivants :

- Fournir des garanties :
 - .Financière de 10% du crédit octroyé,
 - .garantie matérielle devant être proportionnelle au montant octroyé.
- Etre membre de la mutuelle ;
- Le remboursement doit se faire dans six mois, à compter de la date d'emprunt.

Pourtant, la sensibilisation des producteurs n'est pas suffisante pour qu'ils puissent prendre connaissance avec les producteurs de cet organisme de crédit. La difficulté de recouvrement des crédits empêche l'octroi de crédits aux petits producteurs. Cela est engendré par le manque de sécurisation foncière dans le domaine agricole. D'où, les paysans ont recours à la culture d'autosubsistance, à travers la diversification des cultures. Or, la sécurisation foncière entraîne, par le multiplicateur keynésien, un revenu issu de l'imposition foncière.

Les paysans producteurs du District d'Andapa, ne profitent pas du système de crédit établi par la banque. L'unique banque dans le District c'est la Bank of Africa (BOA), ayant pour vocation le développement rural. La Bank of Africa (BOA) et l'Association de Caisses Mutualistes d'Epargne et de Crédit (OTIV) orientent leurs financements vers la commercialisation c'est-à-dire au profit des collecteurs et des commerçants.

§6. La situation des ressources humaines

La faiblesse du niveau d'instruction des paysans influe sur le niveau de la production. En d'autres termes, il est difficile de former, de conseiller des analphabètes. Ces derniers pensent que les techniques apportées demandent beaucoup plus de temps de travail, par rapport à la pratique traditionnelle. Par conséquent, ils refusent toutes idées de modernisation.

Dans cette partie, nous avons dégagé les caractéristiques de l'exploitation agricole. En général, elle occupe une grande partie des paysans producteurs. Pourtant, divers facteurs freinent le développement de l'agriculture et entraînent la faiblesse de la productivité. Par conséquent, la production est destinée à l'autoconsommation et ne permet pas d'assurer la consommation familiale.

§7. L'insécurité foncière

Comme la plupart des ruraux à Madagascar, la terre se transmet par l'héritage, dans le District d'Andapa. Cette pratique explique l'appauvrissement des paysans ; les futures générations qui n'obtiennent la terre que par la division du patrimoine ancestral. La croissance démographique qui va de pair avec le système d'héritage ne cesse d'augmenter la pression sur la terre, que l'accroissement de la productivité ne peut rattraper.

La difficulté des opérations d'immatriculation des terres pose un énorme problème pour les paysans et accentue l'insécurité foncière dans ce District. Afin de pouvoir immatriculer un terrain agricole, les paysans concernés doivent effectuer d'énormes dépenses et pendant beaucoup de temps. Cela est dû à la persistance de la corruption et par l'absence de centre d'immatriculation de terre décentralisé. En effet, cette situation a pour externalité négative, le fait de se déplacer au chef-lieu de région (SAVA) pour entreprendre cette formalité administrative. De ce fait, étant donné la faiblesse de leur niveau d'instruction et de leur revenu, les paysans ne sont pas enthousiastes pour s'y renforcer. A cela s'ajoutent la lenteur et la complexité de la procédure ; ensuite les pertes de dossier et le dépôt de deux ou plusieurs demandes d'immatriculation foncier pour un même terrain, conduisant les protagonistes au tribunal, d'où la faible proportion des ménages possédant des titres de propriété à leur nom. La décentralisation des services fonciers favoriser la politique de sécurisation des patrimoines fonciers, c'est pour ce motif que l'accaparement des terres reste au cœur des blocages au niveau du secteur agricole dans le District d'ANDAPA.

SECTION III : LES AUTRES CONTRAINTES

Dans cette section, nous allons parler du régime de propriété, la prédominance de la tradition, les croyances et la tradition, l'exode des jeunes ruraux vers la ville ou vers la zone urbaine, les facteurs locaux sur le marché, le vol sur pied des cultures, les insectes attaquant le riz au cours de la culture (Insectes du sol), et les maladies du riz.

§1. Le régime de propriété

Les surfaces cultivables et utilisables sont réparties en régime de propriété. Par conséquent, le problème foncier rend difficile l'exploitation rationnelle des terrains. Or, les demandes de nouvelles terres augment au même rythme que la croissance démographique. Par ailleurs, le problème foncier constitue une des sources de conflits sociaux dans les milieux ruraux. La croissance rapide de la population réduit les terrains exploitables, au fil du temps, d'où le morcellement de terrain d'une génération à l'autre. La faiblesse de la production ne réside pas seulement dans le régime de propriété, mais aussi dans le respect de la croyance et de la tradition.

§2. La prédominance de la tradition

La majorité des obstacles persistant dans la région tsimihety est que toute activité économique ou sociale des paysans est soumise à un rite. Les habitants thésaurisent leurs revenus afin de pouvoir honorer les cérémonies traditionnelles et ancestrales, qui s'avèrent très importantes pour eux et priment toute chose. Les paysans du District et surtout les ruraux pensent qu'ils ne peuvent obtenir aucun bien, sans l'aide et l'intermédiaire des ancêtres « Razana ». Pour être exaucé par le « Zanahary », il faut que toutes les demandes et prières des paysans passent par l'entremise des « Razana » ; c'est à partir de cette liaison institutionnelle triptyque « Zanahary », « Razana » et l'homme que les êtres vivants vivent en symbiose avec les ancêtres. De prédilection, investir dans des cérémonies traditionnelles est primordial pour les familles rurales, plutôt que de répondre à leurs besoins essentiels ; ils dépensent plus d'argent à la construction de tombeau et à la décentralisation des cérémonies traditionnelles, afin de pouvoir valoriser les ancêtres. Les surplus obtenus lors de la récolte antérieure ne sont pas réinjectés dans le processus de production, afin d'alimenter et d'améliorer l'exploitation future, mais plutôt consacrés et détruits lors des cérémonies ancestrales.

§3. Les croyances et la tradition

Dans le District d'Andapa, à causes des croyances, le travail dans les plaines irriguées est interdit le mardi et le jeudi. Ces jours sont réservés au repas et au respect de la tradition. De ce fait, la journée du temps de travail diminue progressivement. Or, le non-respect du

calendrier culturel peut baisser le rendement agricole de 20 à 50%. Les habitudes ancestrales rendent difficile l'introduction de nouvelles techniques culturelles. Ces différents facteurs exercent une influence considérable sur l'exploitation et aggravent la faiblesse de la production agricole.

Dans la majorité des produits de rente, il est très rare de trouver une bonne récolte et plus précisément dans la cuvette d'Andapa. En plus, pendant la période de bonne récolte, la plupart des paysans font beaucoup de dépenses, sans réfléchir à l'épargne, dans le but d'investir pour l'infrastructure ou bien la productivité durable.

§4. Exode des jeunes ruraux vers la ville ou vers la zone urbaine

L'exode rural dans le District d'Andapa est un phénomène très ancien nécessitant des propositions pour retenir les jeunes dans le milieu rural, il touche la plupart des jeunes de la population. La dynamique migratoire serait liée au caractère saisonnier des activités agricoles, qui laissent aux paysans des périodes creuses. C'est la raison pour laquelle il y a passage des paysans, vers la ville, dans le but de trouver un emploi précaire, ou de faire des activités secondaires, susceptibles d'assurer leur survie, durant cette période. Le problème de l'emploi reste un grand problème pour l'économie Malgache. Le mouvement migratoire ne fait qu'accentuer le chômage urbain et ne cesse jusqu'à présent, parce que le contexte du marché du travail touche de façon permanente la contrée, comme le problème de précarité et surtout du sous-emploi.

Les jeunes sont les grands composants des actifs humains, il faut donc renforcer leurs performances productives, les sont les premières forces de l'activité dans l'agriculture, quittent le monde rural en espérant trouver du travail pour améliorer leur pouvoir d'achat.

L'insuffisance des surfaces à cultiver par rapport à l'augmentation brusque du nombre des familles dans la population rurale entraîne aussi le déplacement des jeunes ; mais cette sous-utilisation des actifs ne prend pas la forme du chômage visible, mais celle du chômage déguisé, signifiant que les paysans ont un emploi plus ou moins défini et peuvent même avoir de lourds horaires de travail leur permettant de contribuer modestement à la production.

§5. Les facteurs locaux sur le marché

Au niveau du marché local, pour des raisons multiples, comme la pauvreté, la mauvaise gestion, l'analphabétisme, le manque de moyen de stockage, et les paysans pauvres sont obligés de vendre leurs produits immédiatement après la récolte. Les récoltes ayant toujours lieux à la même période, entraîne l'abondance de l'offre sur le marché des produits durant une courte durée, provoquant la tendance à la baisse du niveau du prix des produits agricoles, notamment sur le marché des produits rizicole. Ce qui est regrettable, c'est que ces paysans

vont racheter ces mêmes produits à des prix largement supérieurs, pendant les périodes de soudure. De même, dans la distribution du riz, les intermédiaires sont principalement constitués par les collecteurs, les grossistes et les détaillants.

La fluctuation du prix est principalement due aux manipulations de ces intermédiaires, et ils constituent en quelque sorte, le marché de valeurs de riz, dans lequel joue énormément la spéculation en période de crise. Cette situation entretient la pauvreté et empêche les paysans à procéder à de nouveaux investissements agricoles.

§6. Le vol sur pied des cultures

La vie de la société dans le District est basée sur la confiance. Le zokiolona qui est supposé être l'homme le plus ancien et le plus sage du village est nommé chef de village. Dans ce cas, le trouble de l'insécurité est quasi-insistant, et tout la famille respecte ou moins ce droit d'ainesse.

En ce moment, cette harmonie sociale est troublée par la flambée du prix de la production agricole. Chaque jour, on entend parler de paysans, surtout des collecteurs, et même des planteurs victimes de vols de cultures sur pieds, ils sont toujours menacés par des infractions, surtout au moment de la récolte, c'est la raison pour laquelle que les paysans sont démotivés pour améliorer et même pour augmenter les productions, afin d'obtenir des surplus ; ils produisent juste pour s'autoconsommer.

§7. Insectes attaquant le riz au cours de la culture (Insectes du sol)

Plusieurs catégories d'insectes attaquent les racines du riz, comme les fourmis, les termites, les vers blancs, les courtilières, des coléoptères et des pucerons. En fait, l'inondation de la culture limite en général très fortement leur développement.

Les vers blancs sont des larves de coléoptère qui vivent dans le sol. Il y en a un grand nombre d'espèces dans le monde entier.

Plusieurs catégories d'insectes attaquant le riz, ainsi que les produits à base de riz, depuis la récolte, jusqu'à la consommation. Certains peuvent occasionner des pertes très importantes, allant jusqu'à 50%. Selon certains rapports nationaux, le pourcentage moyen mondial étant de l'ordre de 15%, ce qui représente des pertes de tonnes chaque année¹.

En dehors des pertes en poids, des dépréciations de la valeur nutritionnelle, de la saveur et de la couleur des produits doivent également être prises en compte.

¹ Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche : caractéristiques et tendances de l'homme sur l'érosion, versant, élevages, milieu urbain et rural volume 2: 2000 p 106.

De nombreux insectes des produits stockés sont répandus dans le monde entier. Les grains attaqués restant dans les locaux de stockage et dans les camions utilisés pour le transport, lieux parfois mal nettoyés, constituent la source majeure d'infestation.

§8. Les maladies du riz

Sur les feuilles des variétés sensibles, les symptômes démarrent avec des petits points d'un brun grisâtre, qui deviennent rapidement des lésions typiques, brunes à centre grisâtre ou blanchâtre, à extrémités plus ou moins effilées, orientées dans le sens de la longueur de la feuille et mesurant de 1 à 2 cm de long sur 0.2 à 1 cm de large. Dans les cas graves, les feuilles peuvent devenir entièrement brunes, et la plante meurt.

Sur la panicule, les symptômes se situent principalement au niveau du nœud caniculaire, qui vire au brun, parfois blanchâtre, et les attagènes les plus graves causent une stérilité totale des grains, avec souvent la cassure de la panicule au niveau du nœud. Les racèmes peuvent être aussi attaqués. Sur les grains, on peut observer de petites lésions qui peuvent s'élargir pour recouvrir totalement les glumelles.

La particularise des feuilles se produisent sur les feuilles, avec des petites points sombres ou pourpres, évoluant en taches d'un brun sombre, de taille ovale-rectangulaire, mais non pointues aux extrémités, comme dans le cas de la particularise. Elles ont au plus 1 à 2 cm de long et de large, sur les cultivars sensibles. Le centre des taches peut présenter une nécrose avec des tissus d'un gris blanchâtre.

La pourriture se développe sur les gains qui entourent les jeunes panicules. Les lésions sont d'abord des taches irrégulières, de 0.5 à 1.5 cm de long, de teinte brune sur les bords avec un centre gris. Puis elles s'élargissent et se touchent, allant jusqu'à couvrir les gaines entières.

La maladie est appelée « la maladie de la tige blanche » ou « le riz male », dans certaines régions. Les pertes sont en général faibles, mais peuvent atteindre 15 à 20% dans certain district.

Le système bien connu consiste en des plantes grandes en pépinière ou au champ, éparpillées ci et là. Toutefois, certaines plantes infectées peuvent être d'apparence normale ou présenter d'autres symptômes.

Les plantes atteintes de gigantisme ne tallent pas, paraissent faibles, présentent souvent une teinte blanche ou rosée à la base des tiges, meurent progressivement en quelques semaines, ou atteignent la maturité, mais ont des panicules vides.

La maladie est d'importance mineure, bien que certains rapports la citent comme pouvant être sérieuse dans des régions limites. Elle est observée en général tard dans la saison,

juste avant la récolte. Les plantes ont une décoloration des gaines, partant du sommet de la plante. Lorsque l'infection s'étale, le limbe foliaire peut mourir. Les tiges peuvent aussi être infectées par le champignon. Le nombre de talles est réduit, la verse intervient et un remplissage incomplet des grains se produit.

Les dégâts sont sérieux et entraînent des pertes de rendement. La plupart des tiges de riz âgées présentent la maladie. Celle-ci apparaît en fin de cycle du riz, sous forme de lésions petites et noirâtres sur la gaine la plus proche de la surface de l'eau.

Les symptômes classiques sont visibles près de la surface de l'eau, dans les champs irrigués, et consistent en des taches ellipsoïdes plus ou moins irrégulières de 1 à 3 cm de long, de teinte gris-verdâtre, visibles sur les gaines, puis s'étendant sur toute la surface des gaines, si l'humidité est favorable. Des sclérotés se forment près ou sur les taches, et se détachent très facilement, assurant ainsi la dissémination de la maladie. Quand l'attaque est sévère, les gains meurent, puis les feuilles, et enfin la plante, les symptômes pouvant être spectaculaires. Il y a parfois une influence de la fertilisation azotée, mais la gravité des attaques dépend essentiellement de la sensibilité des variétés.

CHAPITRE II : L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le développement est à la base de toute décision dans un pays. Les façons pour y parvenir ne sont pas les mêmes. Il y a ceux qui ont basé leurs stratégies sur l'agriculture.

Pour les pays en développement, l'agriculture joue un rôle important dans la croissance économique. La majorité des habitants des pays pauvres tirent leurs substances du sol. Le seul moyen dont dispose les dirigeants réellement soucieux du bien-être de leurs citoyens, pour améliorer la situation du plus grand nombre d'entre eux, sont de les aider d'abord à accroître le produit de leurs cultures vivrières, et ensuite, à augmenter les prix auxquels ils sont payés aux agriculteurs. Le secteur agricole peut également constituer une source majeure de capitaux pour une croissance économique moderne. Certains auteurs ont même laissé entendre que l'agriculture était la principale source de capital durant les premières phases du développement.

SECTION I : L'AGRICULTURE COMME FACTEUR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La production totale est mesurée par la fonction de production, qui est en général fonction du travail L et du capital K . L'objet de la théorie de la croissance est d'expliquer le phénomène de la croissance, en mesurant les facteurs susceptibles d'entraîner l'augmentation de la production à long terme.

§1. Notion de croissance économique

Il y a beaucoup de définitions données à la croissance économique. Elle peut être considérée comme l'augmentation ou une hausse des grandeurs comme le revenu national, pendant une période donnée ou déterminée. D'autres auteurs ont donné leurs définitions de la croissance économique.

François Perroux définit: « La croissance comme l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension pour une nation »¹.

Jacot définit : « la croissance économique comme un accroissement durable et irréversible des quantités économiques liées à l'évolution économique de longue durée, c'est aussi l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global en terme réel »².

¹ François PERROUX, L'économie du XX^{ème} siècle, édition La Découverte, paris, 1969, p 151.

² JACOT, croissance économiques et fluctuations conjoncturelles, Presse université de Lyon, 1976, p 78.

S. Kuznets appelle croissance économique d'une nation : « L'accroissement continu du produit par tête ou par travailleur, le plus souvent accompagné par un accroissement de la population, et d'habitude par des changements structurels »¹.

Les principaux facteurs déterminants de la croissance économique sont le travail et le capital, notés respectivement L et K. Le capital est exprimé généralement par le capital technique ou bien matériel. L'augmentation de la quantité de capital utilisée augmente le niveau de production. L'amélioration de la qualité de travail, mesurée par la qualification de la main d'œuvre, l'amélioration de l'éducation et des conditions sanitaires, accroît la productivité du travail. L'amélioration de K et L augmente la productivité, qui est définie comme la part de chaque facteur de production à la production totale.

§2. La place de l'agriculture dans la croissance économique

La croissance économique c'est l'augmentation de la production pendant une période déterminée. L'agriculture quant à elle, est une activité de production des biens.

L'agriculture fait partie des facteurs de la croissance économique, si et seulement si l'agriculture est capable de produire des biens pour augmenter la production d'une économie, pendant une ou plusieurs périodes données. La bonne utilisation des facteurs de production augmente la production agricole. Cette augmentation, enregistrée au niveau de la comptabilité nationale ou richesse nationale d'une économie, fait qu'il y a une croissance économique au sein d'une économie.

Dans l'histoire de la pensée économique, on a montré que le courant physiocratique reconnaît l'importance de l'agriculture. Elle est la seule activité productrice. C'est l'agriculture qui contribue à la croissance économique.

En utilisant du capital et du travail, l'agriculture contribue à l'augmentation de la production notée Y.

Pour que les pays atteignent un rythme rapide de croissance économique, ou améliore son efficience, et ou libère des ressources au profit d'autres secteurs, ainsi qu'en adaptant le niveau et la composition de sa production à la demande².

Pour les pays en développement, l'agriculture joue un rôle important dans la croissance économique. La majorité des habitants des pays pauvres tirent leurs substances du sol. Le seul moyen dont dispose les dirigeants réellement soucieux du bien-être de leurs citoyens, pour améliorer la situation du plus grands nombres d'entre eux, sont de

¹ Simon KUZNETS, Lexique de l'institution agronomique Méditerranéenne, Montpellier, 1976, p 18.

² Malcolm GILLIS, Perkin DWIGHT, et al, « Economie de développement », édition Universitaire, 1990, Paris p 124.

les aider d'abord à accroître les produits de leurs cultures vivrières, et ensuite, à augmenter les prix auxquels ils sont payés aux agriculteurs. Le secteur agricole peut également constituer une source majeure de capitaux pour une croissance économique moderne. Certains auteurs ont même laissé entendre que l'agriculture était la principale source de capital durant les premières phases du développement. De ce fait les pays sous-développés doivent donner la priorité à l'agriculture.

Dans son étude sur l'agriculture et la croissance économique, RODLOFF disait que : « il revient à l'agriculture d'être le moteur de la croissance, en lançant des incitations sans cesse renouvelées à l'adresse des autres secteurs »¹. L'auteur révèle encore la place que tient l'agriculture dans la croissance économique. Elle est le moteur de la croissance économique.

Lewis, pour sa part, dit que : « promouvoir l'agriculture est une tâche essentielle, parce que la croissance trop lente de la production agricole agit comme un frein puissant sur l'économie »².

Toutes ces explications indiquent que l'agriculture est importante pour assurer la croissance économique. L'histoire de la pensée économique, les points de vue des différents auteurs justifient cette importance.

¹ Césaire MBIMA : Cours Croissance et fluctuation, 3ème Année ECONOMIE, Université de Toamasina Année 2010

² Rolland MODONGY : Cours Economie de développement, 3ème Année ECONOMIE, Université de Toamasina Année 2010

SECTION II : LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Dans cette partie, nous allons voir les généralités sur le développement économique, la relation entre le développement et la croissance économique, la croissance et le développement économique, et enfin l'importance du développement agricole dans le développement économique.

§1. Les généralités sur le développement économique, la relation entre le développement et la croissance économique

Différents types de définitions sont données sur le développement, il en est de même des différents types de développement. En ce qui nous concerne, nous allons parler du développement économique.

En général, le développement désigne un état de changement. Ce changement peut être dans le sens positif ou dans le sens négatif. Dans le cas d'un changement dans le sens positif, on parle de croissance, et dans le cas contraire, on parle de décroissance.

Quant au développement économique, il est défini comme : « Le passage d'un système économique à un autre »¹, selon François Perroux. L'auteur a ensuite ajouté que « Le développement économique est une combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population, des changements qui les rendent aptes à faire croître cumulativement et durablement, son produit global »².

Selon MARC PENOWIL : « le développement économique est le faisceau de transformation dans les structures mentales et institutionnelles qui permettent l'apparition de la croissance et sa prolongation dans la période historique »³.

Selon CRAFTS, dans son ouvrage, : « le développement économique suppose à la fois un développement des forces productives permettant une augmentation qualitative et quantitative de la production, et de la consommation, et une transformation structurelle profonde des rapports sociaux de production et des forces productives »⁴.

On peut donc définir le développement économique comme une transformation au niveau d'une économie, une transformation qui va influencer les autres domaines au niveau de cette économie donnée. Par exemple, dans le domaine social, mental, culturel.

Pour apprécier le niveau de développement, on a recours aux différents indicateurs. Du point de vue strictement économique, l'indicateur le plus souvent utilisé est le PIB ou

¹ François PERROUX, L'économie du XX^{ème} siècle, édition La Découverte, paris, 1969, p 145.

² François PERROUX, L'économie du XX^{ème} siècle, édition La Découverte, paris, 1969, p 145.

³ Marc PENOWIL, Economie de développement, Edition Dalloz, 1975, Paris p 68.

⁴ CRAFTS, N.F.R. et HARLEY, C.K., Croissance exogène et la révolution industrielle, Critique de l'histoire économique, Paris, 2^{ème} Edition NATHAN 1992 p 145.

Produit Intérieur Brut. Il est la somme des valeurs ajoutées sur un territoire. L'autre indicateur est le PNB (Produit National Brut).

Le PIB ne contient que les flux production/consommation. De ce fait, on n'arrive pas à mesurer ou à estimer l'évolution du patrimoine public et privé. Il y a d'autres domaines qu'il ne tient pas en considération. Devant ces imperfections des indicateurs économiques traditionnels, on a mis en place d'autres indicateurs. Il y a d'abord l'IDH ensuite l'IPH et enfin l'ISDH.

L'IDH ou Indicateur de Développement Humain est l'indicateur le plus utilisé. Il est composé de l'espérance de vie, du niveau d'instruction et le PIB par tête. Dans l'étude sur le développement d'un pays, ou comparaison entre pays, on utilise cet indicateur. On calcule l'indice de l'espérance de vie moyenne de la population, pour le comparer avec les autres. Dans le niveau d'instruction, on calcule le taux de scolarisation au niveau primaire et secondaire. L'IDH est la moyenne arithmétique des différents indices qui le compose.

Quant à l'IPH ou Indicateur de Pauvreté Humain, ses composantes varient suivant qu'on est dans un pays en développement ou non. Les pays en développement utilisent l'IPH1. Ce dernier est composé de la santé et longévité, le taux d'alphabétisation des adultes et le niveau de vie décent. Pour les pays développés, ils utilisent l'IPH2. Il diffère du premier par l'intégration de l'exclusion sociale.

L'ISDH ou Indicateur Sexe du Développement Humain. Il assure l'égalité de répartition entre homme et femme. Cette répartition concerne l'espérance de vie, le niveau d'instruction et le niveau de vie.

A part ces trois indicateurs il y a encore d'autres indicateurs qui permettent d'apprécier le niveau de développement d'un pays.

§2. La croissance et le développement économique

La croissance économique n'est pas le développement économique. Dans leurs définitions respectives, données précédemment, nous pouvons remarquer cette différence. L'une consiste à une augmentation et l'autre à une modification ou à une transformation. Mais malgré cette différence, il y a une relation entre eux.

Le développement doit être la suite logique de la croissance économique¹. En d'autres termes, la croissance est une condition préalable du développement économique.

¹ Ahmed SILEM, Lexique d'économie, édition DALLOZ, Paris, 1992, p 123.

La croissance économique étant une augmentation, peut être rapide. Le développement, quant à lui, est lent. Il est caractérisé par une accumulation régulière de la richesse, mais aussi une augmentation progressive des revenus et de l'emploi. Ce type de développement strictement économique exige, comme condition préalable, l'existence d'une société dans laquelle la richesse peut être accumulée et dont le revenu et l'emploi sont en mesure de s'accroître progressivement. Ainsi, le développement économique est la croissance combinée avec d'autres éléments, par exemple les institutions.

La relation entre croissance et développement économique ne s'établit pas de façon automatique. De ce fait, il faut que la richesse produite par la croissance soit bien répartie entre les entités, au niveau d'un pays donné. Dans ce cas, la croissance conduit au développement, et le développement à son tour favorise la croissance.

§3. L'importance du développement agricole dans le développement économique

Le concept d'une agriculture au service du développement économique remplace définitivement le secteur primaire au cœur de la fonction de l'économie internationale. Cette phrase de la Banque Mondiale, dans son rapport sur le développement mondial en 2008, place l'agriculture comme un facteur important dans le développement économique. Cela signifie que les produits provenant du secteur primaire doivent subir des transformations pour produire plus de valeur ajoutée.

L'agriculture est un facteur de la croissance économique, mais ce n'est pas de façon automatique. Il y a des conditions pour que l'agriculture puisse être respectée, pour être une importante composante dans la croissance économique. La croissance, à son tour, est une condition préalable du développement. Mais il faut ajouter d'autres choses, à la croissance, pour parvenir au développement.

A. Les conditions soumises à l'agriculture

Il y a beaucoup de conditions pour que l'agriculture puisse être respectée, pour qu'elle soit un facteur clé du développement économique. D'une part, il y a les conditions à l'intérieur même de l'agriculture, et d'autre part, les conditions extérieures aux activités agricoles. Ces conditions sont complémentaires.

a. Les conditions que l'agriculture elle-même doit respecter

L'agriculture doit être capable de dégager un surplus agricole, dans un processus de développement agricole. L'histoire de la pensée économique, ainsi que les points de vue affirment que l'existence d'un surplus de produit agricole est importante.

Adam Smith définit le surplus comme excédents de la subsistance des cultivateurs. Ces excédents constituent la substance de la ville.

Selon Stuart Mill, le surplus c'est la différence entre le produit brut et ce qui est nécessaire à l'entretien des personnes liées à la production. Le surplus agricole doit donc devenir des surplus économiques, pour permettre une accumulation générale, qui est une étape pour arriver au développement.

L'expression, « surplus agricole »¹ désigne l'existence d'un écart positif entre le volume de la production alimentaire et la quantité de subsistance nécessaire à ceux qui les réalisent. Cette disponibilité en subsistance permet à un certains nombres d'individus de s'adonner à d'autres tâches que la quête de subsistance. Mais quels sont les intérêts de ce surplus ?

Différents auteurs ont affirmé le rôle du surplus agricole dans la stratégie d'industrialisation c'est-à-dire dans le processus de développement. La constitution d'un surplus de produits agricoles est un préalable à tout processus de développement. Nous allons citer, par exemple, l'affirmation de Petit Jean, pour qui l'agriculture doit être en mesure de dégager un surplus qui, convenablement affecté, permet de lancer le développement de l'industrie. Ce point de vue de l'auteur peut s'expliquer : le processus de l'industrialisation ne peut se déclencher et se développer sans la création et la mobilisation d'une fraction importante du surplus agricole, une condition préalable à la révolution industrielle dans n'importe quels pays. En d'autres termes, la croissance de l'industrie dépend largement de la croissance agricole et de l'existence du surplus. Par ailleurs, le développement de l'industrie ne doit pas faire négliger celui de l'agriculture. Ils sont interdépendants. Le développement agricole passe avant le développement de l'industrie.

Dans l'étude du cas des pays sous-développés, c'est l'industrialisation qui, en fournissant des techniques modernes, permet le développement de l'agriculture. Cette dernière, en augmentant le surplus agricole, est considérée comme la condition de base du développement économique. Petit Jean, dans une étude sur le cas de Madagascar, disait que l'agriculture Malgache demeure primordiale, et l'industrialisation non appuyée sur

¹ www.encyclounivers.com

elle n'est qu'un mythe. Il reste que le développement exige une mutation de l'agriculture entraînée par les exigences des entreprises de transformation.

Le capital joue un rôle important dans la réalisation du surplus. Analysant la production agricole, François Quesnay distingue la petite culture sans emploi de capital et peu productive, et la grande culture des fermiers, employant du capital et très productive. Cela pour expliquer que le capital est important dans la production agricole. L'investissement va de pair avec cette nécessité de détention du capital. C'est la capacité de faire des investissements qui accroisse le volume du capital dans l'agriculture. L'investissement joue plusieurs rôles sur la science économique. Son double rôle de générateur de revenu et de créateur de capacité constitue le fondement de la théorie moderne de la croissance. Il joue aussi un rôle, consistant à entraîner des investissements additionnels.

Le problème pour les pays sous-développés dans ce domaine d'investissement est leur difficulté à canaliser l'épargne existante pour ceux qui vont vers les occasions d'investissement productif offertes, c'est-à-dire, par une carence de la capacité de prendre et de mettre en œuvre des décisions de développement. En général, il n'y a pas d'épargne dans ces pays. Les capitaux nécessaires au développement proviennent des aides étrangères, investissements directs, commerces extérieurs, et enfin l'épargne nationale.

b. Les conditions extérieures à l'agriculture

L'objectif est de savoir comment assurer de développement agricole. L'industrie conditionne extérieurement le développement agricole. En effet, ces deux activités sont interdépendantes et complémentaires.

Pour le cas des pays comme Madagascar, avec une population très peu dotée en capital et essentiellement agricole, il faut au préalable développer son agriculture, lorsqu'on veut industrialiser son économie. Une fois celle-ci mise en marche, des effets d'entraînement s'en dégagent, pour créer des interactions entre les agriculteurs et les industriels. Les investissements dans l'agriculture améliorent la qualité et la quantité de la production. Les gains de productivité se traduisent, d'une part, par la hausse du niveau de vie en milieu agricole et, d'autre part, la migration du facteur, dont le secteur agricole est le plus doté : les hommes. L'investissement stimule l'accumulation du capital, et la croissance économique.

B. La relation entre le développement agricole et le développement économique

Supposons que les deux conditions mentionnées précédemment sont respectées. Montrons maintenant la possibilité de passage du développement agricole au développement

économique. Le passage de l'agriculture au développement économique doit passer par la croissance économique. L'agriculture consiste à produire des biens. Ces biens sont utilisables par l'homme.

L'agriculture dégage des surplus agricoles. Ces surplus vont être utilisés dans les industries pour avoir plus de valeurs ajoutées. Le fait de dégager des surplus signifie l'existence d'une augmentation de la production. C'est cette augmentation qui détermine la croissance. Mais les surplus agricoles ne sont pas consommés de manière brute, mais doivent passer dans l'industrie pour subir des transformations. Après, les produits transformés sont écoulés sur le marché pour obtenir plus de revenus. Le respect de l'exigence des surplus, ainsi que l'industrie nous amène donc jusqu'à la croissance économique.

L'augmentation du revenu des agriculteurs, par la réalisation de surplus agricoles augmente la demande des biens et services non agricoles, que les secteurs non agricoles doivent satisfaire. Citons par exemple l'éducation, la santé. La satisfaction de ces besoins conduits au développement, étant donné que les objectifs sous-jacents du développement est d'améliorer le niveau de vie, ainsi que la satisfaction des besoins non agricoles.

Pour passer de la croissance économique au développement économique, nous allons baser notre explication sur la définition du terme développement économique. La définition donnée précédemment mentionne la nécessité de création de richesses. Les richesses créées vont ensuite être réparties équitablement entre la population, pour permettre la progression de vie des habitants.

La création de richesse est déjà assurée dans le cadre de la croissance économique. Les fruits de l'amélioration de la production agricole doivent être au profit de la population, pour assurer le développement économique d'un pays.

En bref, l'agriculture assure le développement économique de la manière suivante: On atteint le développement économique, lorsque le niveau de vie moyen de la population s'améliore, lorsque la production totale des biens et services se développe plus vite que la population, lorsqu'il y a une amélioration de la santé et de l'éducation. Il y a des exigences posées sur l'agriculture pour assurer le développement économique. On doit mobiliser et utiliser efficacement les ressources dont l'agriculture dispose. Par exemple, la terre, la main d'œuvre. Le respect de ces exigences améliore la qualité et la quantité de la production, pour mieux nourrir la population.

Même si l'agriculture constitue la base du développement économique, elle ne suffit pas, à elle seule, à assurer ce développement. Le développement des secteurs non agricoles va

de pair avec le développement agricole. L'augmentation de la production agricole doit être proportionnelle à l'augmentation de la population, dans un processus de développement. Le problème, dans la réalité, est que la population augmente plus vite que la production agricole, ainsi le surplus de la population n'est pas absorbé par l'agriculture, et on fait appel aux secteurs non agricoles. Cela oblige les secteurs non agricoles à se développer plus vite. L'agriculture permet le développement, en satisfaisant les différents objectifs sous-jacents du développement économique. Autrement dit, on doit améliorer le niveau de vie de la population, la santé, pour que le développement économique soit possible. Nous constatons qu'il y a des besoins agricoles et non agricoles dans l'objectif sous-jacent du développement économique. Le développement du secteur agricole et non agricole doit être complémentaire, pour assurer le développement économique.

L'amélioration du niveau de vie se fait par l'agriculture. La production agricole doit augmenter, pour assurer un niveau de vie meilleur. Autrement dit, il faut qu'il y ait des surplus, ces surplus vont être transformés ou vendus sous forme bruts. Les revenus engendrés par l'utilisation de ces surplus incitent les agriculteurs à faire des consommations des biens et services non agricoles. Ces biens et services sont assurés par les secteurs non agricoles. Par exemple, on a besoin de meilleures conditions sanitaires. C'est pour cela que les secteurs non agricoles doivent développer avec le secteur agricole. Le développement des secteurs non agricoles développe à son tour le secteur agricole. Ainsi, plus les revenus des agriculteurs augmentent, plus ils ont de meilleurs niveaux de vie, ils peuvent jouir des biens et services non agricoles.

Lorsqu'on est arrivé au stade de développement économique, la proportion de la population agricole doit diminuer, et la main œuvre dans l'agriculture se déplace dans les secteurs non agricoles. Ce phénomène ne doit pas diminuer la productivité au niveau de l'agriculture, au contraire, le rendement devra être élevé.

SECTION III : LE DÉVELOPPEMENT ET LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

L'agriculture sert de base pour la croissance et le développement d'un pays. Des estimations ont montré que la contribution de l'agriculture dans la croissance du PIB est deux fois plus efficace dans la réduction de la pauvreté que celle d'autres facteurs. Mais pour réaliser le développement, l'agriculture doit également coopérer avec les autres secteurs d'activité.

§1. L'agriculture moderne et la sécurité alimentaire

Dans les pays à faible revenu, l'agriculture modernisée constitue le moyen primordial pour réduire non seulement la pauvreté essentiellement rurale, mais également l'insécurité alimentaire. L'agriculture traditionnelle ne leur procure qu'une faible productivité. En outre, ils ne peuvent importer que dans une mesure limitée, ce qui ne leur permet pas de satisfaire leurs besoins alimentaires fondamentaux. Parallèlement, les aides alimentaires qui leur sont octroyées demeurent incertaines. Ainsi, ils font souvent face à la pénurie alimentaire. L'amélioration de la productivité agricole, par la modernisation se présente alors comme la solution pour remédier à ce problème.

A titre d'illustration, nous pouvons faire une comparaison entre le cas de l'Indonésie et celui de Madagascar. Avant la révolution verte asiatique, la moyenne des rendements rizicoles des deux pays était identique (environ 2 tonnes par hectare). Au début des années 2000, les rendements en Indonésie ont atteint 5 tonnes par hectare, leur permettant d'éliminer les famines et de devenir autosuffisants sur le plan alimentaire, alors que ceux de Madagascar ont stagné. La valeur ajoutée agricole par travailleur était alors de 736\$ (aux prix de 1995) en Indonésie, tandis que celle de Madagascar était de 181\$.

§2. Les effets sur la considération de la main d'œuvre agricole

La modernisation du secteur de l'agriculture favorise l'harmonisation des pratiques de travail avec les normes fondamentales du travail. En effet, elle permet l'amélioration des conditions de travail, notamment en matière de sécurité et de santé au travail. Si cette modernisation est acceptée et adoptée par les agriculteurs, elle permet l'appropriation du progrès technique par les paysans et favorise leur participation dans la détermination des conditions économiques et sociales de la production agricole. La planification concertée de la modernisation assure la liberté d'expression entre les paysans, de façon à ce que les mouvements et organisations de producteurs puissent exposer et confronter leurs idées entre eux ou avec d'autres acteurs sociaux, tels que les dirigeants politiques, les investigateurs ou

les consommateurs. Cette approche participative des paysans a permis de brillants succès en Europe, depuis les années 1920 et 1930.

§3. L'agriculture moderne et la croissance industrielle

La modernisation agricole favorise également la croissance des autres secteurs non agricoles, notamment le secteur industriel. Telle a été le cas de l'Amérique latine. La modernisation s'y est faite par une mécanisation de la production. Ainsi, des technologies agro-industrielles y ont été développées, en insérant de plus en plus l'agriculture dans la filière agro-alimentaire. La production a également été réorientée vers l'exportation, ce qui a favorisé l'essor des produits vedettes d'exportation.

§4. L'interaction entre les éléments de l'agriculture moderne et le développement économique

Le développement de l'agriculture influe sur le développement de l'économie. Ce dernier a également des répercussions sur le développement de l'agriculture. En effet, la transformation de l'économie détermine l'importance numérique et la cadence de la transformation de la main d'œuvre agricole, lesquelles influent, à leur tour sur la productivité du travail et du capital et sur le revenu agricole. A l'inverse, l'importance numérique, le taux de croissance et la nature du secteur agricole, déterminent la mesure dans laquelle le développement économique pourra compter sur la formation de capital en agriculture et sur les transferts de l'agriculture vers d'autres secteurs. Ce transfert pourra se réaliser au cours des deux dernières phases du développement agricole.

Les réformes agraires qui accompagnent la modernisation peuvent favoriser les agriculteurs les plus productifs et permettre le départ des producteurs les moins performants. La redistribution en faveur des exploitations familiales permet une autonomie de décision des exploitants, concernant la gestion courante des systèmes de production. En outre, pour améliorer continuellement le niveau de vie de sa famille, l'agriculteur s'efforce de travailler davantage, et ce même à un prix qui assure une rémunération strictement suffisante, afin d'accroître progressivement la valeur ajoutée sur son exploitation. Bref, l'accroissement de la productivité agricole profite aux autres secteurs d'activité qui peuvent acheter une force de travail et des intrants agricoles à moindre coût.

§5. L'agriculture : fournisseur de produits alimentaires

L'agriculture doit fournir assez de produits destinés à l'autosubsistance des agriculteurs et à la commercialisation. Une production insuffisante peut entraîner une forte augmentation des prix des produits, et par suite, une hausse des salaires nominaux et une baisse des profits et des investissements industriels. A l'inverse, si la production agricole est élevée, les salaires

nominaux seront réduits, permettant ainsi l'accumulation de capitaux dans les autres secteurs. L'effet de cette forte productivité se fait également ressentir sur le PIB. En effet, l'on enregistrerait une croissance de ce dernier. Cette croissance sera d'autant plus importante, si l'agriculture représente une part importante dans le PIB. Tel est le cas de Madagascar dont la moyenne annuelle de la valeur ajoutée agricole durant la période de 1990 à 1999 est évalué à 26,4% et à 26,6% pour la période de 2000 à 2006.

§6. L'agriculture : fournisseur de capitaux

Le développement économique nécessite d'importantes ressources en capital¹. Ce dernier provient généralement, soit de l'aide étrangère, soit des investissements commerciaux, soit de l'épargne nationale.

L'aide étrangère est souvent octroyée sous forme de machines de haute technologie, d'assistance technique et administrative. Cependant, cette aide est assortie de certaines conditionnalités, notamment des restrictions politiques et économiques qui ne profitent pas toujours aux pays bénéficiaires. Tel est par exemple le cas de l'Agence Française de Développement (AFD) et ses activités à Madagascar. Le groupe de l'AFD, notamment dans le cadre du Document Cadre de Partenariat, signé en 2006, entre la France et Madagascar, finance des projets et programmes qui s'insèrent dans les priorités définies par le Gouvernement malgache, mais qui doivent s'inscrire dans des axes fixés par le Gouvernement Français. En outre, les chefs de projet et consultants sont des membres du groupe de l'AFD et les importations en provenance de la France sont les plus importantes (74% des importations en provenance des pays membres de la CEE)

L'investissement commercial international représente également une autre source de capital importante. Cependant, les intérêts qu'il génère doivent être remboursés, dès que les revenus ont augmenté. Par ailleurs, si le niveau de développement du pays est encore faible, cet investissement sera faible, car les dividendes anticipés le seront également.

La formation de capital grâce à l'épargne est possible, si la productivité agricole permet un surplus. Aussi, si un pays ne peut solliciter l'aide étrangère et l'investissement commercial international, il peut avoir recours au secteur agricole.

Les capitaux ainsi obtenus seront transférés vers les autres secteurs. Cette épargne du secteur agricole peut être soutirée, grâce aux impôts fonciers, impôts sur les revenus, à la taxation des bénéfices agricoles, à une politique agricole favorable à une baisse relative des prix incitant le déplacement des investissements vers les autres secteurs, ou grâce à

¹ J.E.STIGLITZ, « Principe d'économie moderne », De Boeck Université, Bruxelles, 2000, p 208.

l'investissement des agriculteurs dans d'autres secteurs. Dans les pays où le développement des industries lourdes est possible, la fiscalité est la meilleure ponction. Par contre, dans les pays favorables à la prolifération d'industries légères pour la fabrication de biens de consommation, l'investissement des agriculteurs dans la petite industrie est le meilleur moyen.

§7. L'agriculture : réservoir de main d'œuvre

L'un des principaux transferts possibles du secteur agricole vers les autres secteurs d'activité est la main d'œuvre.

D'après Arthur Lewis, « l'agriculture contient une masse importante de main d'œuvre essentiellement improductive qui peut fournir des travailleurs au secteur industriel, sans provoquer une baisse de la production agricole »¹.

Les migrations des travailleurs agricoles, entraînées par la mécanisation agricole, vers d'autres activités à productivité plus élevée permettront le développement de ces secteurs et par la suite, elles favoriseront la croissance. Les paysans les plus pauvres, lésés par l'introduction des nouvelles techniques, sont les premiers à migrer.

Toutefois, des politiques agricoles doivent être élaborées, afin de limiter la transformation de la migration en exode rural excessif. Ces politiques doivent permettre le transfert des travailleurs vers les emplois non agricoles, pour que ceux-ci ne viennent pas renforcer les populations des bidonvilles et le chômage urbain.

§8. L'agriculture : débouché pour les produits industriels

Lorsque les agriculteurs peuvent commercialiser leur production, ils sont en mesure d'acheter des produits industriels. Ainsi, l'amélioration de la productivité agricole est nécessaire pour fournir des débouchés importants à l'industrie.

La modernisation de l'agriculture favorise également l'achat de moyens de production d'origine industrielle tels que les machines, les engrais et bâtiments d'élevage.

§9. L'agriculture : source de devises

Dans les pays du Tiers monde, les produits agricoles constituent l'essentiel des exportations et fournissent les devises nécessaires à l'importation des machines et matières premières dont l'industrie a besoin. Tel est le cas de Madagascar. En 2005, les exportations de matières premières agricoles et de produits d'alimentation évaluées à 2350787,4 millions de Francs malgaches (Fmg) représentent 94% des exportations totales (2497873,3 millions Fmg)

¹ Rolland MODONGY : Cours Economie de développement, 3ème Année ÉCONOMIE, Université de Toamasina Année 2010

et ont largement contribué au paiement des importations totales d'une valeur de 5271002,2 millions Fmg¹.

En outre, si l'agriculture est performante, elle permet également d'économiser des devises, en produisant elle-même les produits autrefois importés.

L'agriculture tient une place importante dans le développement économique, du fait qu'elle peut constituer un fournisseur de produits alimentaires pour la population, un fournisseur de capitaux, un réservoir de main d'œuvre, un débouché pour les produits industriels, et enfin, parce qu'elle rapporte des devises pour le pays. Maintenant, nous allons passer au troisième chapitre, les suggestions, afin d'améliorer l'agriculture dans le District d'Andapa.

¹ INSAT, Ministère de l'Economie, du commerce et de l'industrie, Rapport économique et financière 2006/2007

CHAPITRE III : LES RECOMMANDATIONS

Dans ce dernier chapitre, nous allons avancer des propositions pour l'amélioration de la politique agricole, la politique de développement rural et la politique environnementale.

SECTION I : L'AMÉLIORATION DE LA POLITIQUE AGRICOLE

On distingue la nécessité d'une politique agricole, la multiplication des variétés et la production de semences, la diversification des ressources vivrières et des revenus agricoles, la mise en place des magasins de stockage, la redéfinition des projets pédagogiques des écoles de formation agricole, et les axes stratégiques de la politique agricole.

§1. La nécessité d'une politique agricole

Dans la District d'Andapa, le secteur agricole subit sans cesse des changements, en raison de l'imprévisibilité de la pluie, des demandes stables et des divers groupes de pression. Ces conditions variables nécessitent une réévaluation périodique des politiques de rechange, requiert souvent la compétence d'économistes agricoles. L'efficacité de ces politiques nécessite une allocation optimale des ressources. Elles peuvent prendre diverses formes, des subventions accordées aux producteurs, jusqu'au contrôle de la production et des prix pour le bon fonctionnement des marchés. Dans ce cas, il est nécessaire d'agir sur certains éléments de la fonction de production agricole, tel que le foncier, la qualité de main-d'œuvre, le capital humain, le capital technique, ou sur l'offre de produits agricoles : introduction de semences améliorées, de nouveaux produits qui résistent à la variation climatique ; d'autres programmes visent la construction d'infrastructures indispensables, comme un meilleur système routier, des entrepôts, des cliniques vétérinaires.

A Andapa, l'amélioration de la productivité, de la rentabilité et de la durabilité des petites exploitations agricoles, sont les principaux moyens pour démarrer ces politiques. Une fois que les paysans producteurs arrivent au stade d'autosuffisance, ils peuvent vendre leur excédent pour satisfaire d'autres besoins nécessaires à leur bien-être et à leurs familles. L'accès à l'éducation sera rendu plus facile pour les enfants des paysans, l'utilisation de technique améliorée et la mécanisation seront également faciles, comme l'utilisation des tracteurs plutôt que des zébus. La spécialisation fera aussi son apparition, certains agriculteurs se spécialiseront dans la production de la rizière, d'autres, dans l'élevage et la pêche.

§2. La multiplication des variétés et la production de semences

Les conditions de réussite de la stratégie dépendent fortement de la disponibilité des semences de qualités ; cela semble inévitable pour démarrer l'action stratégique, mais pour la suite du programme, les semences doivent être fournies, localement, à travers les Centres Multiplicateurs de Semences (CMS), les centres de recherche comme le FOFIFA ou les

producteurs eux-mêmes, organisés en Groupement des Producteurs de Semences(GPS). Pour ces derniers, pour la facilité de la constitution d'un stock de semences, l'appui des micros finances pour créer une Banque de Crédit Agricole est nécessaire.

§3. La diversification des ressources vivrières et des revenus agricoles

La diversité de l'écosystème dans la région SAVA offre une possibilité de grandes diversification, tant pour l'agriculture que pour l'exploitation des ressources naturelles.

L'intensification de la riziculture dans les zones d'étude et les surfaces adaptées a déjà prouvé son efficacité à travers le projet de Bassin Versant de Périmètre irriguée (BVPI). Il est efficace pour les cultures vivrières et les cultures maraichères. Les actions à entreprendre dans ce sens constituent essentiellement à améliorer la maîtrise de la gestion de l'eau dans les zones potentielles, à fournir les semences et à assurer un encadrement technique approprié.

Du point de vue de l'élevage, l'élevage est une activité à laquelle s'adonne la majorité des exploitations dans la région, où il est prédominé par l'élevage bovin, qui est pratiqué essentiellement dans la zone de Vohémar, qui jouit d'un climat plus favorable.

§4. La mise en place des magasins de stockage

La construction et l'opération des magasins de stockage jouent des rôles fondamentaux dans la stratégie de maîtrise de la sécurité agricole. L'insécurité alimentaire dans le District d'Andapa dépend des conditions climatiques ; elles entraînent une variabilité importante au niveau de la production. La difficulté d'accès aux vivres pendant la période de soudure, les magasins de stockage permettant le pré positionnement des vivres pour faire face aux chocs climatiques d'une part, et le stockage des excédents de production, d'autre part.

En effet, au vu de l'état actuel des infrastructures de communication, l'acheminement des vivres pendant la période de soudure, en cas de cataclysme naturel, est très difficiles et très couteux, réduisant ainsi les opérations de secours difficiles, voire impossibles. Les magasins de stockage installés au niveau des districts et des chefs lieu de région, d'une capacité plus importante, serviront à stocker les excédents de la production, pour devenir une banque de paddy.

§5. Redéfinition des projets pédagogiques des écoles de formation agricole

La reconnaissance du caractère primordial de la formation dans le développement des capacités des populations rurales à améliorer la productivité agricole, et leurs conditions de vie, n'est pas un fait nouveau. C'est l'objectif qui consiste à renforcer les rôles des paysans, à améliorer leurs fonctions, tant technique, économique que politique, qui donne aux centres de

formation agricole une place déterminante dans le processus de développement¹. Le soutien à l'installation de projets pédagogiques de formation agricoles qu'ils prennent en compte les besoins de transformation des exploitations agricoles, familiales, doit être une préoccupation au niveau du district. Cette idée peut amplifier les rôles des différentes Organisations non Gouvernementales (ONG) et associations, dans leurs rôles sur la formation de techniciens et de conseillers agricoles, prenant appui sur les expériences de terrain. A partir de ce système de formation, qui doit être adapté aux réalités du terroir, les jeunes ruraux peuvent acquérir des capacités à s'intégrer dans leur milieu, pour l'exercice d'activités agricoles qualifiées.

§6. Les axes stratégiques de la politique agricole

Pour bien mener une politique agricole, l'examinassions des différents éléments constitutifs des stratégies de cette politique est nécessaire ; ces éléments sont inséparables et sont liés entre eux. Ces sont:

- l'utilisation des terres vacantes;
- l'adaptation des régimes fonciers traditionnels;
- Les réformes agraires;
- Les aménagements techniques ;
- Les actions sur les revenus et les prix.

A. L'utilisation des terres vacantes

Madagascar possède des terres vierges, non exploitées, surtout dans la région du Nord ; le système de mise en valeur de ces terres est mal traité. Les objectifs sont très variés, selon les situations et l'organisation.

De ce fait, elle est tenue de constater, par actions, toute les zones non exploitées; l'allègement de la pression démographique de certaines zones, le reclassement de la population à la suite d'opération de mise en valeur, par un lancement de nouvelles cultures.

En outre au niveau de l'organisation, ou aboutit en général à la création de grandes plantations de monoculture, basée sur une simple variété de culture, qui pose donc des problèmes financiers importants, en raison du coût initial et de la distribution de revenus à la population, dans la phase de mise en valeur, par la constitution de groupements agro-industriels, grâce aux connaissances acquises.

L'adaptation des régimes fonciers traditionnels est liée à ce projet.

¹ Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche Politique pour le développement rural, Février 1994.

B. L'adaptation du régime foncier traditionnel

Cette forme de politique agricole présente ses lacunes, qui sont sources de défavorisation de l'intervention de l'Etat et des autres partenaires.

En effet, ces lacunes sont caractérisées par:

- Sa faible productivité, les terres accidentées ne peuvent pas produire, il y a donc fertilité des sols par l'application de cultures annuelles
- Une agriculture extensive,
- Un système d'appropriation conduisant souvent à une sous-utilisation de la terre. Les modalités de cette politique sont:
 - ✓ introduction de la propriété privée à côté des systèmes d'appropriation familiale ou collective, au niveau des communes ou des régions.
 - ✓ Confiscation des terres incultes ; elle consiste à la rénovation de la réglementation foncière et domaniale.
- Aménagement d'un système coopératif ; des éléments doivent fonctionner de manière cohérente et complémentaire et interdépendante, au niveau de la collectivité locale.

C. La réforme agraire

Il s'agit d'abord de l'expropriation des grands propriétaires, avec ou sans indemnité, à la valeur du terrain ou à sa valeur non aménagée ; l'indemnité est généralement constituée par des titres d'Etat remboursables à terme.

Ensuite, la dévolution de la terre par la constitution de petites propriétés individuelles ou de grands domaines exploités sous forme de fermes d'Etat comme le CUBA. La création d'un système coopératif (coopération agriculteur).

Cet axe consiste à moderniser les techniques de production par l'utilisation des INTRANTS et facteurs de production améliorée pour augmenter la production. Cette modernisation sera accompagnée par le renforcement des partenaires économiques et de la recherche appliquée.

Le groupement des producteurs de semences et de race améliorée sera soutenu. Donc l'importance de l'intensification et la diversification des produits agricoles.

Intégrer l'aspect foncier dans la stratégie contre le TAVY et les feux de brousses, notamment le zonage des forêts et des terres domaniales.

SECTION II : LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL

Dans cette section, nous allons commencer par la définition du développement rural, ses objectifs, et ses stratégies.

§1. La Définition du développement rural

Le terme développement est défini comme le fuseau de transformation dans la structure mentale et institutionnelle, et qui permet l'apparition de la croissance¹. Le concept de développement rural se traduit donc par une évolution positive en milieu rural, sur une longue période, des principaux indices statistiques des variables, indice de la production, des cultures, niveau de revenu des paysans, prix des produits agricoles et les niveaux d'exportation. Par ailleurs, en terme économique, le développement rural devrait se traduire par le développement agricole « l'accroissement de la production et l'amélioration de la part du secteur agricole dans le PIB »², et se traduit aussi par conséquent par le niveau de vie des paysans en milieu rural.

§2. Les objectifs du développement rural

Le développement rural dynamique et la réduction effective de la pauvreté sont à la base de la politique du gouvernement, dont l'objectif est l'amélioration des revenus des paysans et par conséquent de leur niveau de vie. Les régions rurales prospèrent à travers une révolution verte qui augmentera la production agricole. L'objectif vie à :

- une approche intégrée de l'économie rurale à travers le développement multisectoriel ;
- un financement assuré ;
- la prise en compte de la dimension environnementale.

Pour le cas de Madagascar, les objectifs du développement rural sont les suivants :

- Augmenter la productivité agricole ainsi que la superficie cultivée :

Il s'agit de l'amélioration de la situation des produits agricoles sur le marché, par l'élaboration d'une politique agricole qui englobe tous les efforts de l'Etat pour influencer les agents économiques et les responsables, dont le but est d'atteindre les objectifs sociaux. Ces objectifs comprennent l'amélioration du niveau de vie des paysans et la croissance de la production nationale. Elle cherche aussi à créer de véritables conditions plus équitables de la répartition du revenu, et d'améliorer la protection contre la pauvreté, notamment la famine et l'insécurité alimentaire.

¹ Marc PENOWIL : Economie de développement, Edition Dalloz, 1975, Paris p 96.

² Rolland MODONGY: Cours Economie de développement, 3ème Année ÉCONOMIE, Université de Toamasina Année 2010

La réforme de la politique foncière permet l'augmentation des surfaces cultivées, et parfois permettre une forte motivation du secteur privé dans la production, les superficies dotées de titre, ainsi que le rythme de leur délivrance doit être amélioré. Il constituera aussi un outil d'incitation à l'initiative privée. Les propriétaires fonciers en milieu rural se sentiront en sécurité.

- Promouvoir le petit investissement en zone rurale et le partenariat entre le groupement paysans et le secteur privé :

Une part significative des revenus des ménages ruraux est réinvestie dans le facteur productif. Certains d'entre eux comme les engrais et la semence ne sont que des investissements à court terme, alors que d'autres comme les investissements agricoles, des installations d'irrigation peuvent engendrer un profit significatif à long terme.

Des modalités de financement en milieu rural à deux taux accessibles favorisent le financement des investissements. Les ménages pauvres et à bas revenus auront l'opportunité d'accéder à des crédits, à des conditions avantageuses, leur permettant d'entreprendre des activités génératrices de revenu.

Le gouvernement se chargera d'installer les conditions pour encourager les activités d'entrepreneuriat et de permettre aux initiatives du secteur privé de s'épanouir.

- Promouvoir les exportations agricoles et améliorer la qualité des produits :

Le gouvernement donne la plus grande place à la modification de sa politique agricole intérieure et encourage la diversification des exportations des produits de base. Dans plusieurs cas, toutes ses réformes ont été mises en œuvre, avec l'aide du FMI et des bailleurs des fonds. Les subventions à l'exportation encouragent ce phénomène. Donc promouvoir les exportations agricoles, c'est pratiquer la politique de prix agricole en faveur de la culture de vente. Cette aide est actuellement fournie, à condition de mettre en œuvre un programme d'ajustement structurel et une réforme de la politique macroéconomique, pour améliorer la qualité des produits. Notamment, après exportation des pays développés, il y a une fiche itinéraire des produits ; donc qualité normalisée des produits.

- Assurer une gestion transparente et rationnelle des ressources pour assurer la pérennité :

Il s'agit d'intégrer la dimension environnementale de la dynamique du développement rural, l'intégration de l'aspect foncière dans la stratégie de lutte contre le TAVY et les feux de brousse comme la culture en jachère.

- Faciliter l'accès des producteurs au capital foncier ;

Le capital foncier joue un rôle important dans la production agricole, autre que le travail et les ressources. L'accessibilité des producteurs au capital foncier est indispensable pour le développement rural. Autrement dit, assurer l'accumulation du capital humain, notamment la connaissance des effets d'apprentissage pourrait y contribuer.

- Promouvoir une politique de couverture sur le marché :

Notamment, c'est le concept de l'Agrobusiness qui se traduit par le développement de l'entrepreneuriat agricole, du passage de la production de subsistance vers un système libéral d'économie de marché. Il consiste à accompagner le secteur agricole dans ses composantes actuelles, vers un système de production de mobilisation des facteurs de gestion et de fonctionnement vers le marché local régional et mondial. Les principaux objectifs sont :

- ✓ Les débouchés commerciaux pour le producteur sont assurés par la recherche et la viabilisation des marchés.
- ✓ L'accès au marché par le développement des partenariats.

La promotion des filières est assurée par la mise en place des conditions adéquates.

Pour atteindre ces objectifs, quelle mesure faut-il prendre avec les besoins et les autres mesures du programme de développement ?

Le gouvernement est à la base de cette dynamique du développement rural et de la réduction de la pauvreté.

§3. Les stratégies du développement rural

Les stratégies du développement rural sont constituées par l'ensemble des moyens, des choix de décision et des objectifs. Le programme de développement rural à Madagascar est validé par le gouvernement, dont les axes stratégiques sont très diversifiés.

- Assurer une bonne gestion du monde rural par la définition et la mise en œuvre des réformes institutionnelles et du cadre réglementaire¹. Il s'agit d'une restriction du ministère de l'agriculture de l'élevage et de la pêche, par la rationalisation budgétaire, de renforcer les rôles des services régionaux et l'opérationnalité des groupes de travaux pour le développement rural. Pour ce faire, il faut poursuivre la libéralisation du commerce et des investissements.
- Inciter l'émergence des acteurs économiques, partenaires du développement rural :
 - ✓ développer les circuits de distribution d'intrant par les opérateurs privés et les organisations paysannes ;

¹ Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche : Politique pour le développement rural.

- ✓ amener les organisations agricoles à s'engager de plus en plus dans des activités de services, notamment la formation, l'information et la vulgarisation.
 - ✓ renforcer et redynamiser la formation technique et professionnelle en matière agricole ;
 - ✓ développer une dynamique de pôle de croissance, élargir et promouvoir le réseau bancaire et le réseau de micro finance dans le milieu rural.
- Accroître et promouvoir la production agricole, avec une utilisation optimale et une gestion durable des ressources et infrastructures :
- ✓ favoriser le recours à une gamme élargie de prestataires de services, notamment pour assurer la vulgarisation, faire participer et responsabiliser les paysans les plus pauvres aux actions de protection ;
 - ✓ intégrer la dimension environnementale de la dynamique du développement rural.

SECTION III : LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

La connaissance de la politique environnementale joue un rôle très important dans une zone d'étude.

§1. La politique nationale pour la protection de l'environnement

La politique de reboisement de 1960 à 1977. Cette période périodique est surtout marquée par les grandes opérations (le reboisement industriel et le reboisement national). Le premier était destiné à l'agro-industrie, tandis que le deuxième était comme un devoir national, donc obligatoire, et était régi par la loi n° 63- 032 du 24 décembre 1963. Tous les habitants de Madagascar de sexe masculin, âgé de 21 à 55 ans, devaient participer à l'œuvre nationale de reboisement, en plantant au moins 50 arbres forestiers ou fruitiers chaque année. A partir de 1977, le reboisement n'est plus obligatoire et les collectivités décentralisées sont libres d'en faire ou non.

§2. La politique de l'environnement national de l'indépendance à nos jours

La politique environnementale est née de la prise de conscience par l'Etat malgache de la dégradation progressive de l'environnement, de la nécessité de prendre des mesures d'intervention dans les domaines critiques. Différentes conventions ont été signées par l'Etat malgache pour sauvegarder son environnement.

- Convention de Ramsar du 2 Février 1971

C'est une convention sur les zones humides d'importance internationale. Les Etats membres doivent désigner, au secrétaire de la convention, des zones humides, ce qu'ils considèrent sur leur territoire comme d'importance internationale, en contrepartie de

l'instauration de mesures internes de protection. Madagascar a adopté cette convention en 1998.

➤ Convention de Stockholm en 1972

C'est une convention sur la protection de l'environnement, portant sur les espèces menacées du fait de l'exploitation de l'homme.

➤ Convention de Rio de Janeiro du 5 juin 1992

C'est une convention sur la diversité biologique, qui a pour objectif la conservation de la biodiversité, la promotion de l'exploitation de ces composantes et l'encouragement du partage équitable des bénéfices de l'exploitation des ressources naturelles. Elles visent aussi à augmenter la responsabilité de toute la population vis-à-vis de la gestion durable des ressources naturelles.

➤ Convention de Johannesburg de 2002

C'est la réunion des Chefs d'Etat, des délégués nationaux, ainsi que des dirigeants d'organisations non gouvernementales, des milieux d'affaires et d'autres principaux groupes, qui a permis au monde entier de se pencher sur les mesures propres à assurer le développement durable.

§3. Les pivots de la politique environnementale de Madagascar

A. La politique de décentralisation

La politique de la décentralisation effective implique une répartition des compétences, des ressources et des services publics entre les collectivités territoriales et l'Etat. La stratégie d'approche adoptée dans la charte de l'environnement malgache s'appuie sur la mobilisation et la participation des principaux acteurs de la vie sociale, économique et politique, avec un accent particulier sur les communautés de base qui doivent prendre en charge la protection et la gestion de leurs propres ressources naturelles.

Pour attirer l'attention sur le rôle de l'homme sur son environnement et pour une approche globale plus intégrée de tous les problèmes environnementaux, une conférence internationale sur l'environnement à Madagascar a été organisée en 1985, afin d'instaurer un cadre légal pour freiner la dégradation de l'environnement, et pour mieux gérer les ressources naturelles ; d'où l'élaboration de la charte de l'environnement.

B. La stratégie nationale pour la conservation et le Développement Durable

En 1984, les autorités malgaches ont adopté, par le décret n° 8466-445 du 14 décembre, la Stratégie Nationale pour la Conservation et le Développement Durable (SNCD), attirant l'attention sur le rôle de l'homme sur son environnement.

La SNCD combine conservation et développement, en mettant l'accent sur l'homme dans la biosphère. Les axes principaux de cette stratégie nationale de la conservation pour le développement sont les suivants :

- participation de tout le peuple malgache ;
- conservation de la population ;
- changement de comportement et d'approche vis-à-vis de l'environnement ;
- amélioration et accroissement des connaissances ;
- compétence et capacité d'évaluer.

Cette stratégie a été jugée efficace et suivie de la politique générale pour la proportion de l'environnement, ainsi que le développement économique qui est :

- la conservation et la gestion du patrimoine malgache de biodiversité ;
- promotion de développement durable, équitable et bien réparti sur le territoire national en gérant mieux les ressources naturelles ;
- développement des ressources humaines ;
- l'amélioration du cadre de vie des populations rurales et urbaines.

La charte de l'environnement malgache du 21 décembre 1990, loi n° 90-033 a permis la mise en place du Plan d'Action Environnementale malgache (PAE). Elle constitue le cadre général d'exécution de la politique nationale de l'environnement. Elle ne s'écarte pas des idées contenues dans la SNCD, mais l'approche est modifiée par une vision plus intégrée du problème. Elle définit également le cadre de référence de l'action environnementale, ainsi que le cadre institutionnel du PAE.

Comme il est décrit dans cette charte, notre politique environnementale vise à rétablir un équilibre durable et harmonieux entre les besoins de développement de l'homme et les soucis écologiques. L'homme reste au centre des préoccupations, car s'il est l'auteur principal de la dégradation de son environnement, il doit aussi être le principal acteur de son développement.

Sans négliger l'éducation, la formation et la sensibilisation de la population, la charte de l'environnement malgache s'attache à connaître les besoins fondamentaux des habitants, leur motivation, leur culture, leur vie sociale et les processus qui les mènent à la pratique de la dégradation de leur propre environnement.

C. Madagascar National Park (ex-ANGAP)

L'ancienne Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées (ANGAP) est entrée dans l'histoire, car elle porte désormais le nom de Malagasy National Park. Ce changement a été effectué dans le but d'atteindre les défit du fameux Madagascar Action Plan (MAP).

Madagascar National Park a vu le jour en 1990. Cette Association de droit privé, a été reconnue d'utilité publique, à travers le décret n° 91- 592 du 4 décembre 1991. Elle assure la conservation et la gestion durable et rationnelle du réseau national de parcs nationaux et réserves de Madagascar. Cette mission de conservation suggère l'éducation environnementale, la valorisation de l'écotourisme et la science, et le partage équitable des bénéfices générés par les aires protégées, avec la population riveraine.

A travers ses organes, l'association se consacre ainsi à la protection des écosystèmes dans les aires protégés, aux recherches dédiées au progrès scientifique, à l'éducation environnementale et à la valorisation des aires protégées par l'écotourisme. Mais, grâce à un partage équitable des bénéfices, l'association accompagne aussi le développement des régions et villages riverains des aires protégées, qui en sont les premiers bénéficiaires.

Puisque l'agriculture est une activité économique ayant pour objectif la transformation et la mise en valeur du milieu rural, il existe une relation importante entre développement rural et politique agricole. En effet, pour que la politique de développement rural soit réalisée, il faudrait mettre en œuvre une politique agricole. La politique agricole englobe tous les efforts de l'État pour influencer les agents économiques et les responsables, dans le but d'atteindre les objectifs sociaux, notamment l'amélioration du revenu des paysans, de leur niveau de vie. L'élaboration de la politique agricole devrait résulter de la prise en compte des intérêts et des aspirations de tous les acteurs du secteur agricole, les paysans, la population rurale, les opérateurs et la problématique générale propre au secteur. Elle doit nécessairement tenir compte des diverses politiques nationales, et à travers elles se référer au contexte international.

CONCLUSION

L'agriculture occupe une place fondamentale dans l'économie malgache. En effet, elle représente plus de 36,7% du produit intérieur brut ; elle contribue pour 80 % des exportations et constitue les bases essentielles des transactions.

En milieu rural, les titres fonciers n'apporteraient pas de gain de productivité agricole au niveau national. En moyenne, les ménages pauvres montrent une faible productivité de main- d'œuvre, alors que les bénéfices d'une unité de terre supplémentaire sont plus importants pour eux. Ainsi, il serait économiquement avantageux d'assurer aux pauvres un meilleur accès à la terre. Ceci peut être possible à travers des marchés fonciers plus actifs, et une mobilité plus grande au sein du pays. Des zones fertiles et productives existent encore à Madagascar, mais elles sont peu exploitées du fait de l'insécurité ou du manque d'infrastructures.

Cette mobilité peut être potentiellement développée par la réduction de l'insécurité rurale et le développement de meilleures infrastructures rurales. Les infrastructures routières rurales constituent aussi une difficulté majeure pour l'amélioration de la productivité agricole. L'usage d'intrants modernes affiche une grande rentabilité, particulièrement pour les pauvres, c'est-à-dire l'amélioration du fonctionnement du marché de crédit serait un moyen important pour résoudre le problème de l'insuffisance de liquidités au début de la saison agricole. Toutefois, il s'avère que l'objectif de crédit pour les pauvres est difficile à atteindre, à cause du manque de garantie. Ainsi, ils comptent plus sur les systèmes de crédit informels qui appliquent des taux d'intérêts très élevés. Une seconde option politique est d'encourager les activités non-agricoles ou de contre-saison, pour une production agricole améliorée. Un troisième moyen pour améliorer l'utilisation d'intrants est la stimulation, et une meilleure applicabilité des contrats pour une meilleure coordination verticale de chaque filière. Cela transférerait les risques de prix et de production aux sociétés qui ont la capacité de mieux les supporter.

Cependant, cela n'est pas suffisant pour expliquer « le développement agricole »: les conditions initiales, plus particulièrement la réforme de la politique foncière et de la politique agricole. De ce fait, les premières générations de politique d'ajustement ont été nécessaires, afin de stimuler la reprise de l'activité économique. Toutefois, elles ne sont pas une fin en soi, la structure de l'économie a révélé des distorsions importantes: dans la structure sociale, du commerce extérieur et de finance, qui ont un impact sur le financement de l'agriculture. La consolidation des acquis et le desserrement des contraintes qui pèsent sur les finances mutualistes et les investissements privés constituent un défi.

La première nécessité concerne donc l'importance d'une politique agricole, saine et rigoureuse, de la bonne gouvernance. La deuxième nécessité est de réaliser que la croissance ne sera pas et ne pourra pas être l'œuvre seulement de l'Etat. L'ampleur de la tâche à Madagascar exige que l'on fasse appelle à un investissement privé massif, qui aura le double avantage d'améliorer les recettes agricoles, les recettes d'exportation et de renforcer les substitutions aux importations. La troisième nécessité concerne l'importance des réformes structurales, institutionnelles à venir soutenir l'effort de l'État.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES GÉNÉRAUX

- 📖 ALBERTINI, J .M, Lexique d'économie, Dalloz, 7è édition 2002, 487 pages.
- 📖 BANDINI Mario, Agriculture et croissance économique, édition Economica, Paris 1965, 187 pages.
- 📖 BASLE Maurice et al, « Histoire des pensées économiques, les Fondateurs », édition Dalloz, Paris 1993, 389 pages.
- 📖 CRAFTS, N.F.R. et HARLEY, C.K., Croissance exogène et la révolution industrielle, Critique de l'histoire économique, Paris, 2^{ème} Edition NATHAN 1992, 547 pages.
- 📖 GILLIS Malcom, DWIGHT Perkins, et al, « Economie de développement », édition Universitaire, Paris 1990, 436 pages.
- 📖 JACOT, croissance économiques et fluctuations conjoncturelles, Presse université de Lyon, 1976, 120 pages.
- 📖 KUZNETS Simon, Lexique de l'institution agronomique Méditerranéenne, Montpellier, 1976, 242 pages.
- 📖 MELLOR John, Agriculture et Développement, édition PUF, Paris 1970, 268 pages.
- 📖 PENOWIL Marc, Economie de développement, Edition Dalloz, Paris 1975, 288 pages.
- 📖 PERROUX François, L'économie du xx siècle, édition La Découverte, Paris, 1969, 191 pages.
- 📖 SILEM Ahmed, Lexique d'économie, édition DALLOZ, Paris, 1992, 203 pages.
- 📖 STIGLITZ J.E, « Principe d'économie moderne », De Boeck Université, Bruxelles, 2000, 287 pages.

II. SUPPORTS PEDAGOGIQUES

- ✂ LEMIARY : Cours Faits et pensées économiques, 1ère Année ÉCONOMIE, Université de Toamasina Année 2008.
- ✂ MBIMA Césaire : Cours Croissance et fluctuation, 3ème Année ÉCONOMIE, Université de Toamasina Année 2010.
- ✂ MODONGY Rolland : Cours Economie de développement, 3ème Année ÉCONOMIE, Université de Toamasina Année 2010.
- ✂ MODONGY Rolland: Cours Economie de ressources humaines, 4ème Année ÉCONOMIE, Université de Toamasina Année 2011.
- ✂ RATOVOSON Seth : Cours Economie rurale, 3ème Année ÉCONOMIE, Université de Toamasina Année 2010.

III. DOCUMENTS ET PERIODIQUES

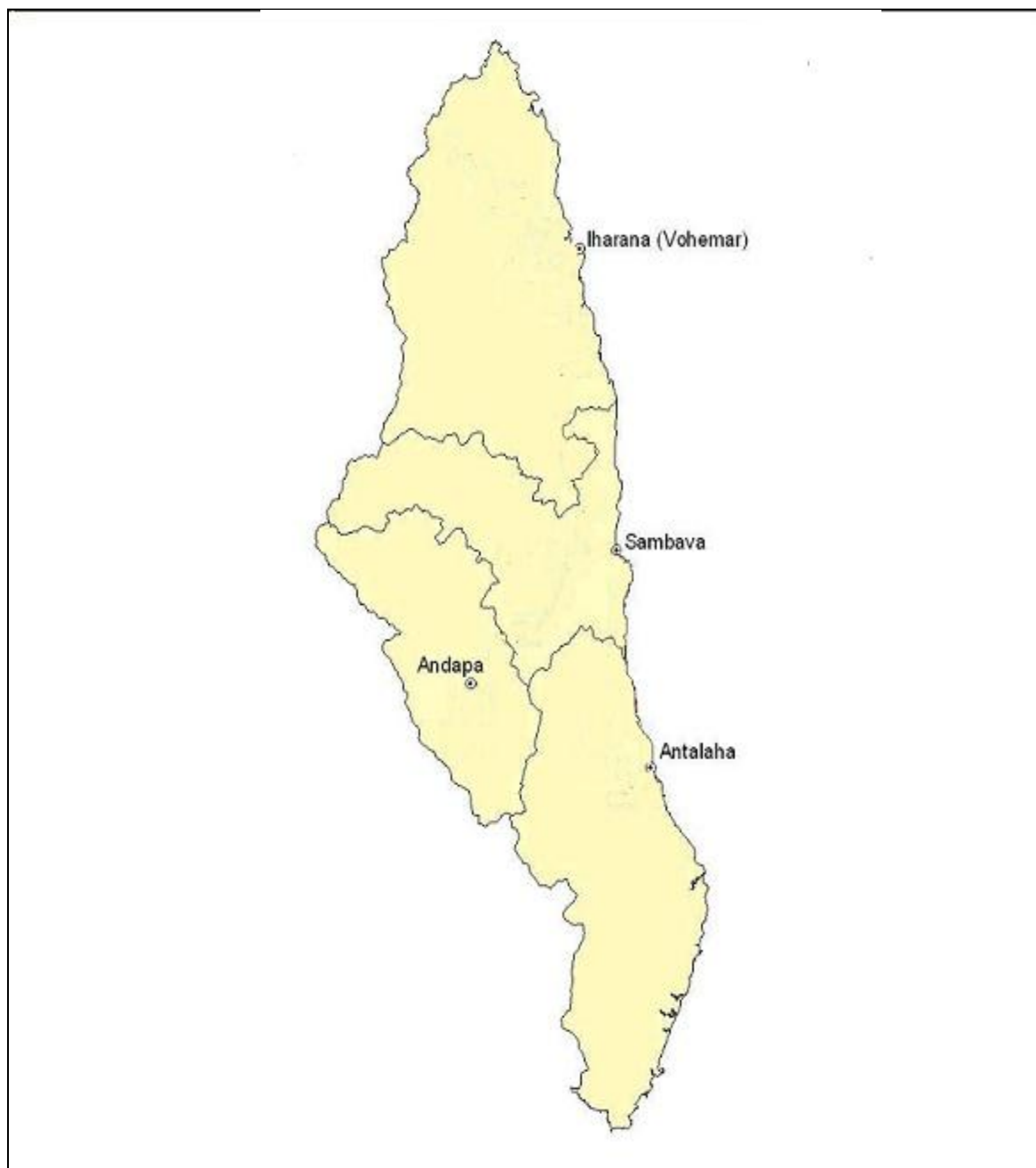
- ✂ Contribution à la stratégie de développement rural, COTE : AD 4520 centre de documentation de la banque mondiale (CDBM), rapport sur le développement de la banque mondiale.
- ✂ INSAT, Ministère de l'Economie, du commerce et de l'industrie, Rapport économique et financière 2006- 2007 97p.
- ✂ Madagascar coopération pour le développement ; un aperçu pour le développement rural rapport 2000 PNUD Programme MAGI 97/ 2007 Gouvernance et politiques.
- ✂ Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche : caractéristiques et tendances de l'homme sur l'érosion, versant, élevages, milieu urbain et rural volume 2: 2000 128p
- ✂ Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche Politique pour le développement rural Février 1994.
- ✂ Monographie du District d'Andapa, Année 2010.

IV. WEBLIOGRAPHIE

- 🖥 www.theoreco.com : BIEDERMANN, B., Productivité, mondialisation et services, Décembre 2010.
- 🖥 www.jacqbrass.com : BRASSEUL, J., Agriculture et industrialisation, passé et présent, Octobre 2010.
- 🖥 www.hdl.handle.net/1866/320 : GAMACHE R., en collaboration avec LAPRISE L., La productivité : Définition et enjeux, Octobre 2010.
- 🖥 www.encyclounivers.com : GETTY, H., La productivité, Encyclopédie Universalis, Novembre 2010.
- 🖥 www.ymundlak.net: MUNDLAK Y., Agricultural Development: Issues, Evidence, and Consequences, Novembre 2010
- 🖥 www.agri-africa-fr.com: Production et productivité agricoles dans les pays en développement, Décembre 2010
- 🖥 www.euklems.net: SENSI A., L'agriculture et les changements climatiques, Janvier 2011.
- 🖥 www.wikipediaencyclodie.com: Un article de Wikipédia, la productivité, l'encyclopédie libre, Septembre 2010.

ANNEXES

ANNEXE I : CARTE DE LA REGION SAVA



Source : Monographie de la Région SAVA, Année 2010

ANNEXE II : ITINÉRAIRE TECHNIQUE ET BESOINS EN MAIN D'ŒUVRE DES
DEUX MODES DE SYSTÈME DE RIZICULTURE EXTENSIVE ET SRI POUR 1
HECTARE PAR RIZIÈRE

Activités culturelles	Extensive (jour/an)	SRI (jour/an)	Surplus de travail demandé par le SRI (jour/an)
Préparation de la pépinière	9	1	
Semis			
Labour		2	
Arrosage	1	0,1	
SOUS TOTAL	10	3,1	0
Préparation du sol	50	50	
Planage	5	12	
Labour	2		
Ependage fumure	40	50	
Emottages	2	08	
SOUS TOTAL	99	120	21
Transplantation	4	4	
Repiquage	50	50	
Arrachage des plants	30	25	
SOUS TOTAL	84	79	
Sarclage	30	80	
Manuel (1 passage)			
A la houe (3 passages)			
SOUS TOTAL	30	80	50
Récolte (w)	12(w)	46(x)	34
Battage (x)	20	80	60
TOTAL GENERAL	223	282,1	

Source : Bureau agriculture Andapa, Août 2011

(z) Volume de récolte à raison de 25kg/h/personne.

(y) Rendement de 3tonnes/hectare.

(w) Rendement de 8tonnes/hectare.

(x) Vitesse de battage à raison de 100kg/j/personne.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DE FIGURE

Figure n° 1 : Répartition de la population par ethnie	18
Figure n° 2 : Effectif d'écoles, et des enseignants	26
Figure n° 3 : Répartition de l'effectif de la population scolarisable dans la CISCO d'Andapa	26
Figure n° 4: Évolution du prix de la vanille verte	49

ALISTE DES TABLEAUX

Tableau n° I : Les variations des températures par station météorologique.....	13
Tableau n° II: Pluviométrie moyenne annuelle par station météorologique.....	13
Tableau n° III: Répartition de la population par commune du district d'ANDAPA.....	17
Tableau n° IV : Répartition de la population par ethnie	17
Tableau n° V : Production de vanille et de café en Tonne	20
Tableau N° VI : Effectif du cheptel	22
Tableau n° VII : Taux de scolarisation.....	24
Tableau n° VIII: Effectif d'écoles, d'enseignants et d'apprenants	25
Tableau n° IX: Nombre des infrastructures publiques	27
Tableau n° X: Les différentes variétés de riz existantes dans la cuvette.....	45
Tableau n° XI : Evolution du prix de vanille en Ariary le kilo	49

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

GLOSSAIRE

INTRODUCTION..... 1

**PREMIÈRE PARTIE : PRÉSENTATION MONOGRAPHIQUE DU DISTRICT
D'ANDAPA ET SITUATION DE L'AGRICULTURE 3**

CHAPITRE I : PRÉSENTATION MONOGRAPHIQUE DU DISTRICT D'ANDAPA 4

SECTION I : LA SITUATION GÉOGRAPHIQUE 4

§1. Localisation 4

§2. Géographie de la zone 5

A. Le relief..... 5

B. L'Hydrographie..... 6

C. Le Climat 6

D. La pluviométrie..... 6

§3. Le sol et la végétation..... 7

A. Le type du sol..... 7

B. La végétation..... 7

SECTION II : LA STRUCTURE DÉMOGRAPHIQUE 8

§1. Historique 8

§2. La population et sa répartition..... 9

A. L'évolution de la population..... 9

B. La répartition de la population 10

SECTION III : LES DIFFÉRENTES ACTIVITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES..... 11

§1. La culture vivrière 11

§2. La culture de rente 12

§3. La production agricole..... 13

§4. Production de la pêche et de l'élevage 13

A. La pêche 13

B. L'élevage..... 14

§5. Le tourisme..... 15

A. Le site touristique 15

B. Les établissements touristiques..... 15

§6. L'artisanat.....	15
§7. Le commerce	15
§8. L'information et la Communication.....	16
§9. L'éducation et la santé.....	16
A. L'éducation	16
B. La santé	20
CHAPITRE II : L'APPROCHE THEORIQUE DE L'AGRICULTURE	22
SECTION I : LE FONDEMENT THÉORIQUE DE L'AGRICULTURE DANS L'ÉCONOMIE.....	22
§1. L'agriculture à finalité domestique	22
§2. Les premières pratiques de l'agriculture	22
§3. La croissance agricole selon les théoriciens.....	24
SECTION II : LA VALEUR ET LES CARACTERISTIQUES DE LA PRODUCTION AGRICOLE	25
§1. L'avantage comparatif de l'agriculture	25
§2. Les caractéristiques de la production agricole	26
§3. Les caractéristiques territoriales du secteur agricole.....	27
§4. La productivité du secteur agricole	27
SECTION III : LA PLACE DE L'AGRICULTURE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE LOCALE.....	28
§1. L'agriculture en tant que moyen de subsistance	28
§2. L'agriculture : moteur initial de la croissance.....	29
§3. L'agriculture et la pauvreté	29
CHAPITRE III : L'AGRICULTURE DANS LE DISTRICT D'ANDAPA.....	31
SECTION I : LES GÉNÉRALITÉS SUR L'AGRICULTURE AFRICAINE.....	31
§1. L'agriculture africaine.....	31
§2. La croissance économique et agricole en Afrique : tendances et répercussions	32
§3. L'opportunité de l'agriculture sur le contexte de développement rural	34
§4. L'appui des Etats africains à l'agriculture.....	35
§5. L'aide publique au développement en faveur du secteur agricole	36
SECTION II : LES DIFFÉRENTS TYPES DES CULTURES EXISTANT DANS LE DISTRICT D'ANDAPA.....	37
§1. Les cultures vivrières	37
A. La riziculture.....	37

B. La variété culturale	37
C. Le manioc.....	39
D. Le maïs.....	39
E. Le haricot	39
F. La patate douce.....	39
§2. Les cultures fruitières	40
A. La banane	40
B. L'ananas	40
C. Le litchi	40
§3. Les cultures des légumes.....	40
§4. Les cultures industrielles.....	41
§5. Les cultures de rente.....	41
A. Le Café.....	41
B. Le Girofle	41
C. La Vanille.....	42
SECTION III : LES CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE DANS LE DISTRICT D'ANDAPA	43
§1. Les définitions utilisées	43
A. L'exploitation agricole.....	43
B. Le ménage agricole	44
C. Le revenu agricole.....	44
§2. Les modes d'exploitation	44
A. Le mode de faire valoir direct.....	44
B. Le mode de faire valoir indirect.....	44
a. Le fermage.....	45
b. Le métayage	45
§3. Les facteurs de production	45
A. Le capital foncier (la terre)	46
B. Le capital d'exploitation	46
a. Le capital technique	46
b. Le capital financier.....	47
C. Le travail	47
DEUXIÈME PARTIE : LE SECTEUR AGRICOLE ET LES CONTRAINTES DE L'AGRICULTURE FACE AU DEVELOPPEMENT DU DISTRICT D'ANDAPA.....	48

CHAPITRE I : LES PRINCIPALES CONTRAINTES RENCONTRÉES PAR L'AGRICULTURE DANS LE DISTRICT D'ANDAPA.....	50
SECTION I : LES CONTRAINTES PHYSIQUES	50
§1. La texture des sols	50
§2. Les Feux de brousse	50
A. Les causes des feux.....	51
B. Les points de feux	51
§3. Le « tavy », une tradition	51
A. L'explication des effets du « tavy ».....	52
B. L'exploitation des ressources sylvo-pastorales.....	52
§4. L'exploitation des ressources naturelles	53
A. La déforestation	53
B. L'érosion des sols	54
§5. Le riz irrigué sans contrôle de l'eau	54
§6. L'enclavement des zones de production	54
SECTION II : LES CONTRAINTES TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES	55
§1. L'absence de spécialisation de travail.....	55
A. Le mode de préparation du sol.....	55
B. La fumure utilisée	55
C. Le mode de repiquage	56
D. Le mode de sarclage	56
§2. L'âge des plants non respecté.....	56
§3. Le non-respect du calendrier culturel.....	56
§4. La déficience de la vulgarisation agricole et le niveau des infrastructures	57
A. La pauvreté des paysans	57
B. La fluctuation des produits agricoles	57
§5. Le manque d'accès au crédit agricole	58
§6. La situation des ressources humaines.....	59
§7. L'insécurité foncière	59
SECTION III : LES AUTRES CONTRAINTES	60
§1. Le régime de propriété	60
§2. La prédominance de la tradition.....	60
§3. Les croyances et la tradition.....	60
§4. Exode des jeunes ruraux vers la ville ou vers la zone urbains	61

§5. Les facteurs locaux sur le marché	61
§6. Le vol sur pied des cultures.....	62
§7. Insectes attaquant le riz au cours de la culture (Insectes du sol).....	62
§8. Les maladies du riz.....	63
CHAPITRE II : L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	64
SECTION I : L'AGRICULTURE COMME FACTEUR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.....	65
§1. Notion de croissance économique.....	65
§2. La place de l'agriculture dans la croissance économique	66
SECTION II : LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	67
§1. Les généralités du développement économique, la relation entre le développement et la croissance économique	67
§2. La croissance et le développement économique	68
§3. L'importance du développement agricole dans le développement économique....	70
A. Les conditions soumises à l'agriculture.....	70
a. Les conditions que l'agriculture elle-même doit respecter	71
b. Les conditions extérieures à l'agriculture	72
B. La relation entre le développement agricole et le développement économique ...	72
SECTION III : LE DÉVELOPPEMENT ET LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE.....	75
§1. L'agriculture moderne et la sécurité alimentaire.....	75
§2. Les effets sur la considération de la main d'œuvre agricole	75
§3. L'agriculture moderne et la croissance industrielle	76
§4. L'interaction entre les éléments de l'agriculture moderne et le développement économique	76
§5. L'agriculture : fournisseur de produits alimentaires	76
§6. L'agriculture : fournisseur de capitaux	77
§7. L'agriculture : réservoir de main d'œuvre	77
§8. L'agriculture : débouché pour les produits industriels.....	77
§9. L'agriculture : source de devises.....	77
CHAPITRE III : LES RECOMMANDATIONS	79
SECTION I : L'AMÉLIORATION DE LA POLITIQUE AGRICOLE	79
§1. La nécessité d'une politique agricole	79
§2. La multiplication des variétés et la production de semences	79

§3. La diversification des ressources vivrières et des revenus agricoles.....	80
§4. La mise en place des magasins de stockage	80
§5. Redéfinition des projets pédagogiques des écoles de formation agricole	80
§6. Les axes stratégiques de la politique agricole	81
A. L'utilisation des terres vacantes.....	81
B. L'adaptation du régime foncier traditionnel	82
C. La réforme agraire.....	82
SECTION II : LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL.....	83
§1. La Définition du développement rural	83
§2. Les objectifs du développement rural	84
§3. Les stratégies du développement rural	85
SECTION III : LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE	86
§1. La politique nationale pour la protection de l'environnement	86
§2. La politique de l'environnement national de l'indépendance à nos jours	86
§3. Les pivots de la politique environnementale de Madagascar.....	88
A. La politique de décentralisation.....	88
B. La stratégie nationale pour la conservation et le Développement Durable.....	88
C. Madagascar National Park (ex-ANGAP).....	89
CONCLUSION	90
BIBLIOGRAPHIE	92
ANNEXES.....	94
LISTE DES ILLUSTRATIONS	97